

:NOGRAPHIE

VIIIe CONGRÈS INTERNATIONAL

DE

STÉNOGRAPHIE

COMPTE RENDU

DU

VIII[e] CONGRÈS INTERNATIONAL

DE

STÉNOGRAPHIE

TENU A BRUXELLES

AU PALAIS DE LA BOURSE

Sous le Haut Patronage du Gouvernement

Du 21 au 24 Juillet 1905.

BRUXELLES
IMPRIMERIE VAN CAMPENHOUT FRÈRES ET SŒUR
13, Rue de la Colline, 13

COMMISSION D'ORGANISATION

DU

VIII[e] CONGRÈS INTERNATIONAL DE STÉNOGRAPHIE

PRÉSIDENT D'HONNEUR

M. FRANCOTTE, Ministre de l'Industrie et du Travail, président d'Honneur de l'*Association sténographique unitaire de Belgique*.

VICE-PRÉSIDENT D'HONNEUR

M. MONNOYER, industriel, président de l'*Union syndicale*.

BUREAU

PRÉSIDENT

M. PH. SCHEERE, membre de la Commission permanente des sociétés mutualistes, président de la *Fraternelle Belge*, vice-président de l'*Association sténographique unitaire de Belgique*, 5, rue Le Titien, Bruxelles.

VICE-PRÉSIDENTS

M. EUG. DUVIVIER, sténographe, adaptateur de la méthode cursive d'après Carl Scheithauer, professeur à l'Ecole industrielle provinciale supérieure à Charleroi, 56, rue Feckelaers, Bruxelles.

M. VAN DEN BOSCH, directeur de la revue *Le Sténo*, 47, rue Moons, Anvers.

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

M. Em. Brodhéoux, sténographe du Conseil supérieur de l'Etat Indépendant du Congo, membre du Comité de la *Fédération sténographique Aimé-Paris*, 27, Square Gutenberg, Bruxelles.

TRÉSORIER

M. J. Suys, sténographe-lauréat, directeur de l'Ecole de comptabilité, de langues et de sténographie, 84, rue de Ruysbroeck, Bruxelles.

MEMBRES DE LA COMMISSION

M[lle] Bruyneel, sténographe, 3, rue de l'Arbre, Bruxelles.

M[mes] Martens, 42, avenue Emile Van Becelaere, Boitsfort-Bruxelles.

Meysmans, professeur, 27, place Sainte-Gudule, Bruxelles.

Oyen, Villa Martha, Eeckeren-Anvers.

M[lles] Pairoux, professeur, 28, avenue du Midi, Bruxelles.

Ruelle, sténographe, 35, rue Coenraets, Bruxelles.

MM. Chevalier, rédacteur en chef du *Sténographe unitaire*, 38, rue Gaucheret, Bruxelles.

Crabbe, trésorier de l'*Association sténographique unitaire de Belgique*, 185, rue Marie-Christine, Bruxelles.

O. Calay, sténographe professionnel, professeur au Cercle polyglotte et au Syndicat général, secrétaire provincial du jury central de comptabilité et de correspondance commerciale, 7, rue de Berghes, Liége.

L. Coens, ancien agent de change, président du 1[er] concours international de sténographie à Anvers (1900), 91, rue Lozane, Anvers.

De By, avocat, président de l'*Unité sténographique de Belgique*, 66, rue Joseph Claes, Bruxelles.

Deprins, membre du Comité de la *Fédération sténographique Aimé-Paris*, directeur de la *Tribune artistique*, 23, rue d'Edimbourg, Bruxelles.

Donnay, expert-comptable-liquidateur près les tribunaux, 19, rue Marché-aux-Poulets, Bruxelles.

Follebouck, directeur de l'*Ami des sténographes*, 4, place Malleberg, Bruges.

D[r] Gaster, directeur de l'Ecole allemande d'Anvers, 27, rue Quellin, Anvers.

MM. Gilot, vice-Président de l'*Unité sténographique de Belgique*, 86, rue Coenraets, Bruxelles.

Leclerq, sténo-dactylographe, 99, rue Wauthier, Bruxelles.

H. E. Longini, président de l'*Association sténographique unitaire de Belgique*, 59, rue du Marché, Bruxelles.

L. Longini, membre du Comité de l'*Association sténographique unitaire de Belgique*, 141, rue de Mérode, Bruxelles.

F. Martens, sténographe, 42, avenue Emile Van Becelaere, Boitsfort-Bruxelles.

E. Martens, sténographe, 22, rue de la Station, Watermael-Bruxelles.

J. Meysmans, D[r] phil., directeur de l'Institut national de sténographie, président du Comité central de la *Fédération sténographique Aimé-Paris*, 27, place Sainte-Gudule, Bruxelles.

Ad. Mineur, professeur extraordinaire à l'Université de Bruxelles, président honoraire de l'*Unité sténographique de Belgique*, 47, square Marie-Louise, Bruxelles.

G. Paquot, vice-président de la *Fédération sténographique Aimé-Paris*, 34, rue Marie-Thérèse, Bruxelles.

Poelmans, professeur de sténographie, 65, rue Stassart, Bruxelles.

Reners, professeur de sténographie, 71, rue de l'Instruction, Bruxelles.

Van den Bergh, 92, rue Saint-Hubert, Berchem-Anvers.

LISTE DES MEMBRES DU CONGRÈS

Membres honoraires

MM.

M[me] Aerts-Mathy (veuve Jos.), 84, rue de la Croix de fer, Bruxelles.

Bauss (Ch.), avocat, 29, rue Otto Venius, Anvers.

Blaess (W.), commerçant, 95, avenue des Arts, Anvers.

Bluyssen (W.), industriel, 15, rue Delaunoy, Bruxelles.

Böcking (Rich.), commerçant, 24, rue de l'Etoile, Anvers.

Boru (Alb.), commerçant, 104, rue Mercator, Anvers.

Bracht (Th.), commerçant, 28, rue du Robinet, Anvers.

Brahm (Thiel.), commerçant, 56, rue Mercator, Anvers.

Brauss (Th.), commerçant, 32, rue de la Pépinière, Anvers.

Brück-Faber (J. P.), administrateur des Etablissements pénitentiaires, à Luxembourg (G.-D.)

Bumiller (B.), directeur du téléphone, 62, rue Mercator, Anvers.

Bunge (Ed.), commerçant, 21, avenue Marie-Thérèse, Anvers.

M[me] de Villegas (comtesse, veuve Ch.), 134, boulevard Léopold II, Bruxelles.

Eiffe (Ernst), commerçant, 6, rue Gounod, Anvers.

FAGUER (L.-M.), directeur général de la Compagnie Smith premier, 4, rue d'Arenberg, Bruxelles.
FASTING (H.), commerçant, 9, rue du Robinet, Anvers.
FEDERACION TAQUIGRAFICA ESPANÒLA, Madrid.
FESTER (H.), commerçant, 30, rue de la Pépinière, Anvers.
FLEUDER (C.), commerçant, 33, Marché-aux-Œufs, Anvers.
FUHRMANN (Dan.), commerçant, 183, boulevard Léopold, Anvers.
FUHRMANN (Peter), commerçant, 20, rue de la Pépinière, Anvers.
GARRELS (O.), commerçant, 25, rue Conscience, Anvers.
GREIN (F.), commerçant, 259, rue d'Argile, Anvers.
GRISAR (C.-G.), commerçant, 63, avenue Isabelle, Anvers.
GUIDO DU BAN (Dr), Impiegato communale, maestro di stenografia, stenografo pratico, à Trieste.
HAIM (H.), commerçant, 98, boulevard Léopold, Anvers.
HAINE (Stan.), commerçant, 33, Longue rue porte-aux-Vaches, Anvers.
INSTITUTO STENOGRAFICO DI MILANO, Milan.
KARCHER (Ed.), commerçant, 93, boulevard Léopold, Anvers.
KARCHER (Ernst), commerçant, 49, canal des Récollets, Anvers.
KURTH (H.), commerçant, 185, chaussée de Malines, Anvers.
LAPORTE (Alfr.), imprimeur, 86, rue de l'Harmonie, Anvers.
LEMM (Ch.), commerçant, 45, rue Brant, Anvers.
MAJETTI (Enrico), avocat, président de la Société sténographique Partenopea de Naples, Rome.
MARSILY (W.), commerçant, 193, chaussée de Malines, Anvers.
MÜLLER (C.), commerçant, 265, chaussée de Malines, Anvers.
MÜLLER (Fr.), commerçant, 26, rue Saint-Thomas, Anvers.
MUND (Ernst), commerçant, 40, rue Peter Benoît, Anvers.
MUNFORD (James), Esq. directeur du Kensington college, 143-145, Queen's Road Bayswater, Londres W.
OIDTMANN (C.), commerçant, 50, rue Van Schoonbeke, Anvers.
OSTERRIETH (H.), commerçant, 192, chaussée de Malines, Anvers.
PINOTTI (Renzo), 18, viale Aventino, Rome.
RANTENSTRAUCH (J.), commerçant, 6, rue de la Pépinière, Anvers.
RHODIUS (Rich.), commerçant, 22, avenue Charlotte, Anvers.
RHODIUS (W.), commerçant, 4, rue Gounod, Anvers.
SOCIETA STENOGRAFICA ITALIANA, Turin.
SOCIÉTÉ STÉNOGRAPHIQUE CENTRALE ITALIENNE, système Gabelsberger, Rome.
SPETH (Fr.), commerçant, 105, avenue des Arts, Anvers.
STAHL (F.), commerçant, 128, rue de l'Harmonie, Anvers.
STEINMANN (R.), commerçant, 12, rue des Nerviens, Anvers.
SCHMITZ (Aug.), commerçant, 77, avenue des Arts, Anvers.
SCHUCHARD (Alfr.), commerçant, 2, avenue Marie, Anvers.
SHUEY (Th.-F.), official Reporter to the United states Senate, Washington D. C.
TAUFSTEIN (A.), commerçant, 49, avenue Quinten Matsys, Anvers.
THALMANN (O.), commerçant, 123, chaussée de Malines, Anvers.
UNIONE STENOGRAFICA TRIESTINA, à Trieste.
VALLEY (Alfred), chef du service sténographique de la Chambre des représentants, 35, rue Franklin, Bruxelles.
VILLINGER (W.), commerçant, 18, avenue Cogels, Anvers.
VIOLETTE DE NOIRCARME (V.), chef-adjoint du service sténographique de la Chambre des députés, au Palais Bourbon, Paris.
VON BARY (Alb.), commerçant, 35, avenue Van Eyck, Anvers.
VON MALLINCKRODT (W.), commerçant, 2, rue Gounod, Anvers.
VON OHLENDORFF (baron Aug.), 172, chaussée de Malines, Anvers.
WEBER (Vict.), commerçant, 24, avenue Charlotte, Anvers.
WILKENS (F.-L.), commerçant, 49, avenue de la Chapelle, Berchem-Anvers.

MEMBRES EFFECTIFS

ASSOCIATION PROFESSIONNELLE DES STÉNOGRAPHES FRANÇAIS, Paris.
ASSOCIATION STÉNOGRAPHIQUE UNITAIRE DE BELGIQUE, Bruxelles.
ASSOCIATION STÉNOGRAPHIQUE DUPLOYENNE ANVERSOISE, Anvers.

MM.

BIANCO (S.), président de la *Société sténographique Gabelsberger-Noé*, à Palerme (Sicile)
BONNABRY (F.-P.), président de la *Fédération sténographique de la Suisse romande*, à Fribourg (Suisse).
BRODHÉOUX (Emile), sténographe du Conseil supérieur de l'Etat Indépendant du Congo, membre du Comité de la *Fédération sténographique Aimé-Paris*, 27, square Guttenberg, Bruxelles.
Mlle BRUYNEEL, sténographe, 3, rue de l'Arbre, Bruxelles.
BRUYNIS, colonel de l'armée néerlandaise, La Haye.
CALAY (O.), sténographe professionnel, professeur au Cercle polyglotte et au Syndicat général, secrétaire provincial au jury central de comptabilité et de correspondance commerciale, 7, rue de Berghes, Liége.
CARVAJAL (J.-C.), publiciste sténographe, 20, Calle del Pez, Madrid.
CHASSOT (R.), sténographe des Chambres fédérales à Torny-le-Grand, près de Fribourg (Suisse).
CHEVALIER, rédacteur en chef du *Sténographe unitaire*, 38, rue Gaucheret, Bruxelles.
COENS (L.), ancien agent de change, président du premier concours international sténographique à Anvers (1900), 91, rue Lozane, Anvers.
CONTRERAS Y VILCHES (A.), sténographe de la Chambre des députés d'Espagne, 19-2°, rue Argensola, Madrid.
CORTÈS (L.-R.), sténographe du Sénat d'Espagne et directeur de la Revue *El Mundo Taquigrafico*, Luna 38, Madrid.
CRABBE, trésorier de l'*Association sténographique unitaire de Belgique*, 185, rue Marie-Christine, Bruxelles.
CUCHET (A.), sténographe aux Chambres fédérales suisses, mémorialiste-sténographe du Grand Conseil de Genève, 21, route du Chêne, Genève.
DE BLIQUI (F.), sténographe, 130, avenue de la Couronne, Bruxelles.
DE BY, avocat, président de l'*Unité sténographique de Belgique*, 66, rue Joseph Claes, Bruxelles.
DECAISNE (E.), sténographe judiciaire, vice-président de l'*Association professionnelle des sténographes français*, 15, rue du Louvre, Paris.
DEPOIN (J.), sténographe du Parlement du Luxembourg, président de l'*Institut sténographique*, 150, boulevard Saint-Germain, Paris.
DEPRINS (A.), membre du Comité de la *Fédération sténographique Aimé-Paris*, directeur de la *Tribune artistique*, 23, rue d'Edimbourg, Bruxelles.
DESSART (G.), sténographe, 20, avenue Emile Van Becelaere, Boitsfort-Bruxelles.
DONNAY, expert-comptable-liquidateur près les tribunaux, 19, rue Marché-aux-Poulets, Bruxelles.
Mlle DUCOBU (L.), déléguée de la *Fédération sténographique Aimé-Paris*, 259, rue de Cologne, Bruxelles.
DUVIVIER (E.), sténographe, adaptateur de la méthode cursive d'après Carl Scheithauer, professeur à l'Ecole industrielle provinciale supérieure à Charleroi, 56, rue Eeckelaers, Bruxelles.
EIMERMACHER (C.), sténographe, à Strasbourg.
ENTRERRIOS (C.-G.), sténographe rédacteur du Congreso de Deputados d'Espagne, 81, calle de Hortaleza, Madrid.
FAVRE (F.), au nom de la *Fédération sténographique de la Suisse romande*, 14, avenue Favre, Genève.
FÉDÉRATION STÉNOGRAPHIQUE AIMÉ-PARIS, Bruxelles.
FESTERAERTS (F.), sténographe, 102, rue du Tyrol, Bruxelles.
FOLLEBOUCK (G.), directeur de l'*Ami des sténographes*, 4, place Malleberg, Bruges.
FOLMER (A.), sténographe, rédacteur de la *Stenographische revue* et du *Rapporteur*, 1, rue Onderlangt, Arnhem (Pays-Bas).
FRANÇOIS (A.), comptable-diplômé et membre de l'Académie sténographique, 43, rue Sainte-Marie, Bruxelles.
FRIANT, délégué de la *Fédération sténographique Aimé-Paris*, 2, rue Isabelle, Bruxelles.
FUCHS (Dr M.-M.-G.-R.), professeur et docteur en philosophie, délégué officiel du gouvernement saxon et de l'In

stitut royal sténographique de Saxe, 14, Klarastrasse et Landhaus III, Dresde, N.

GALLIAND (V.), sténographe judiciaire, trésorier de l'*Association professionnelle des sténographes français,* 46, faubourg Poissonnière, Paris.

GASTER (Dr), directeur de l'*Ecole allemande d'Anvers,* délégué du *deutscher stenographenbund Gabelsberger,* 27, rue Quellin, Anvers.

GEISER (W.), au nom du Comité central de l'*Union sténographique suisse Aimé-Paris,* à Chaux-de-Fonds (Suisse).

GELLENS (L.), membre du Comité de la *Fédération sténographique Aimé-Paris,* 64, rue Renkin, Bruxelles.

GILOT, vice-président de l'*Unité sténographique de Belgique*, 86, rue Coenraets, Bruxelles.

GRECO (Prof. O.), colonnello a riposo, 32, via Dante, Padova (Italie).

GROSSELIN (E.-A.), chef honoraire du service sténographique de la Chambre des députés de France, président d'honneur de l'*Association professionnelle des sténographes français,* 41, rue Jacques Dubud, Neuilly-sur-Seine.

GUÉNIN (L.-P.), sténographe reviseur au Sénat français, au Palais du Luxembourg, Paris.

HAVETTE (R.), membre de la Chambre des sténographes judiciaires, 27, rue Monge, Paris.

HOMBRECHT, sténographe au Sénat de Belgique, 22, rue des Foulons, Gand.

INSTITUT STÉNOGRAPHIQUE DE FRANCE, Paris.

JUNGBLUTH (Dr phil., F.-A.), rédacteur du journal trimestriel de sténographie pour les cercles académiques, délégué de l'*Association académique de sténographie Stolze-Schrey*, à Bad-Neuenahr (province rhénane).

LAMBRECHTS (G.), sténographe commercial, 34, Longue rue de Ruysbroeck, Anvers.

LAVALIÈRE, Cadet, sténographe du parlement Haïtien, Port-au-Prince.

LECLERCQ (H.), sténo-dactylographe, 99, rue Wauthier, Bruxelles.

LES LECTEURS DU SIGNAL STÉNOGRAPHIQUE, à Lausanne (Suisse).

LINAER, 115, rue Louis Hap, Bruxelles.

LONGINI (H.-E.), président de l'*Association sténographique unitaire de Belgique,* 59, rue du Marché, Bruxelles.

LONGINI (L.), membre du Comité de l'*Association sténographique unitaire de Belgique*, 141, rue de Mérode, Bruxelles.

MARESCHAL (M.), étudiant, 28, avenue des Nerviens, Bruxelles.

Mme MARTENS (F.), 42, avenue Van Becelaere, Boitsfort-Bruxelles.

MARTENS (F.), sténographe, 42, avenue Van Becelaere. Boitsfort-Bruxelles.

MARTENS (E.), sténographe, 22, rue de la Station, Watermael-Bruxelles.

MARTIN DE SAINT-OURS (J.), chef du service français de l'Agence Reuter à Londres, collège of preceptors, Bloomsbury square, Londres W. C.

MAYERAS (L.), docteur en droit, sténographe au Sénat français, au Palais du Luxembourg, Paris.

Mme MEYSMANS (J.), professeur, 27, place Sainte-Gudule, Bruxelles.

MEYSMANS (Dr phil., J.), directeur de l'*Institut national de sténographie*, président du Comité central de la *Fédération sténographique Aimé-Paris*, 27, place Sainte-Gudule, Bruxelles.

MINEUR (A.), professeur Extraordinaire à l'Université de Bruxelles, président honoraire de l'*Unité sténographique de Belgique,* 47, square Marie-Louise, Bruxelles.

MOGEON (L.), 5, avenue de Ruinne, Lausanne (Suisse).

MONSEUR (A.), géomètre, à Arbres-Maffles-lez-Ath (Belgique).

MONTENEZ (A.), sténographe au Sénat de Belgique, 42, rue Charles-Martel, Bruxelles.

MORIAND (P.), président d'honneur de la *Fédération sténographique de la Suisse romande,* 4, boulevard de la Tour, Genève.

MUSSA (E.), docteur en sciences naturelles et professeur, 6, rue Andrea Doria, Turin (Italie).

Mme NAVARRE, 23, rue Duvivier, Paris.

NAVARRE (A.), président de la *Société sténographique parisienne*, directeur du *Sténographe illustré,* 23, rue Duvivier, Paris.

Mme OYEN, villa Martha, Eeckeren-Anvers.

Mlle PAIROUX (E.), professeur, 28, avenue du Midi, Bruxelles.

PANTENS (G.), chef du Service sténographique du Sénat de Belgique, 151, boulevard Militaire, Bruxelles.

PAQUET (N.), comptable et sténographe à la société financière de transports et d'entreprises industrielles, 65, rue Vandenbroeck, Bruxelles.

PAQUOT (G.), vice-président de la *Fédération sténographique Aimé-Paris*, 34, rue Marie-Thérèse, Bruxelles.

PITMAN (A.), Esq., The Phonetic Institute, Bath (Angleterre).

POELMANS, professeur de sténographie, 65, rue Stassart, Bruxelles.

RENERS, professeur de sténographie, 86, rue Coenraets, Bruxelles.

Mlle RENIER (A.), comptable, 200, rue de Cologne, Bruxelles.

REY (A.), administrateur de l'Institut sténographique, 6, rue Debelleyme, Paris.

Mlle RUELLE, sténographe, 35, rue Coenraets, Bruxelles.

SARRADIN (M.), sténographe reviseur de la Chambre des députés, 120, rue Michel Ange, Paris.

SCHEERE (Ph.), membre de la Commission permanente des sociétés mutualistes, président de la *Fraternelle Belge*, vice-président de l'*Association sténographique unitaire de Belgique*, 5, rue Le Titien, Bruxelles.

SCHEUER (J.), 182, chaussée de Watermael, Watermael-Bruxelles.

SÉNÉCHAL (G.), sténographe, 27, rue de la Bibliothèque, Colombes-lez-Paris.

SLAGTER (L.), fonctionnaire au Ministère du Waterstraat, du Commerce et de l'Industrie, membre de l'administration générale de l'*Union néerlandaise des sténographes Stolze-Wéry*, 42, Galvanistraat, La Haye.

SPECHT (Dr Fr.), sténographe au Sénat prussien, 28, Englischestrasse, à Charlottenburg.

STEVENS, directeur de l'enseignement industriel et professionnel, délégué officiel du gouvernement belge, Bruxelles.

Mlle STIENNE (J.), 18, rue de Trèves, Bruxelles.

SUYS (J.), sténographe lauréat, directeur de l'*Ecole de comptabilité, de langues et de sténographie*, 84, rue de Ruysbroeck, Bruxelles.

TARTAGLIA (P.-U.), professeur de sténographie et de dactylographie à l'Ecole de commerce, 25, Villamont, Neuchâtel (Suisse).

THOMAS, lieutenant d'infanterie, 42, avenue Emile Van Becelaere, Boitsfort-Bruxelles.

UNION DES STÉNOGRAPHES, place Saint-Sulpice, Paris.

UNITÉ STÉNOGRAPHIQUE DE BELGIQUE, Bruxelles.

VAN AALS (J.), de l'Association sténographique d'Amsterdam *Oefening baart snelheid,* professeur au lycée de Ruremonde (P. B.).

VAN DEN BERGH, rue Saint-Hubert, 92, Berchem-Anvers.

VAN DEN BOSCH, directeur de la revue *Le Sténo*, 47, rue Moons, Anvers.

VON WITTKEN, président de la *Fédération Stolze-Schrey,* 1, Begasstrasse, Berlin-Friedenau.

WAGENER (N.), chef de bureau au gouvernement du Luxembourg, délégué officiel du gouvernement luxembourgeois, Luxembourg (G.-D.).

WEBER (Dr J.), (chevalier) délégué officiel du gouvernement luxembourgeois, président du *Cercle sténographique luxembourgeois,* place du Théâtre, Luxembourg (G.-D.).

WÉRY (J.-L.), directeur de l'*Union néerlandaise des sténographes Stolze-Wéry*, 71-73, da Costastraat, La Haye.

WORMS (A.), rigslagsstenograf, stenografskolen af 1888, Gothersgade III Til 29.902X, Copenhague.

RÈGLEMENT DU CONGRÈS

ARTICLE PREMIER. — Il est institué à Bruxelles un Congrès international de sténographie, qui aura lieu pendant le mois de juillet prochain.

ART. 2. — Ce Congrès s'ouvrira le 21 juillet, au Palais de la Bourse (salle de l'Union Syndicale); il durera du 21 juillet au 24 juillet. Il est préparé par les soins de la Commission d'organisation.

ART. 3. — Le congrès international de sténographie se compose :
1° D'un Comité d'honneur;
2° De membres honoraires;
3° De membres effectifs.

ART. 4. — Le Comité d'honneur se compose de personnes désignées par le Comité d'organisation, comme pouvant donner au Congrès l'appui de leur haute personnalité.

ART. 5. — Sont membres honoraires, toutes les personnes qui, en dehors de la pratique ou de l'enseignement, s'intéressent au progrès ou aux applications de l'art sténographique, et qui sont admises par le Comité.

Les membres honoraires ont voix consultative, mais ne prennent pas part aux votes.

ART. 6. — Sont membres effectifs, les personnes qui pratiquent ou ont pratiqué professionnellement la sténographie, s'en servent ou s'en sont servies d'une manière suivie pour les besoins de leur instruction ou de leurs affaires, font ou ont fait des cours *pour l'enseigner;* les personnes qui seraient acceptées par le Comité à la majorité absolue des voix, sur la présentation de trois de ses membres, et les délégués des administrations publiques belges et des gouvernements étrangers.

Les membres effectifs seuls ont une voix délibérative et prennent part aux votes.

ART. 7. — Le Bureau statue sur les demandes d'admission présentées.

Les sociétés peuvent se faire inscrire comme membres du Congrès; elles ont le droit de désigner deux délégués ayant voix délibérative en leur nom.

ART. 8. — Il est pourvu aux dépenses du Congrès au moyen :
1° Des cotisations des membres effectifs et honoraires;
2° Des subventions, allocations et souscriptions éventuelles.

Le minimum de la cotisation des membres effectifs est fixé à 6 francs, et celui des membres honoraires à 10 francs.

ART. 9. — Les membres du Congrès ayant acquitté leur cotisation, recevront une carte qui leur sera délivrée par les soins du Bureau.

Ces cartes sont strictement personnelles. Toute carte prêtée serait immédiatement retirée.

ART. 10. — Le Bureau de la Commission d'organisation fera procéder, lors de la première séance, à la nomination du Bureau du Congrès, qui aura la direction des travaux de la session.

Ce Bureau est composé :
D'un président;
De quatre vice-présidents;
D'un secrétaire général;

De six sténographes-secrétaires;
D'un trésorier.

L'élection aura lieu à la majorité absolue. Au deuxième tour de scrutin, la majorité relative suffit. Le Bureau définitif est installé après le dépouillement du dernier scrutin.

ART. 11. — Le président a la direction des débats et la police des séances; il donne et retire la parole.

Le vote sur les questions soumises au Congrès se fait à mains levées, à moins que dix membres ne réclament le scrutin par appel nominal. En ce cas, le vote a lieu sur la présentation de la carte.

Le président vise les comptes de recettes et de dépenses du trésorier.

ART. 12. — Le secrétaire général est chargé de faire, avec la collaboration des sténographes, la rédaction des procès-verbaux quotidiens et des comptes-rendus plus détaillés dont l'assemblée ordonnera l'impression.

ART. 13. — Le trésorier opère l'encaissement des recettes de toute nature; il effectue le paiement des dépenses après visa du président.

Le Bureau du Congrès fixe l'ordre du jour de chaque séance.

ART. 14. — Les membres du Congrès ont seuls le droit d'assister aux séances et aux visites préparées par la Commission d'organisation, de présenter des travaux et de prendre part aux discussions.

Les délégués des administrations publiques belges et étrangères jouiront des avantages réservés aux membres du Congrès.

ART. 15. — La Commission arrête le programme des discussions à soumettre au Congrès, reçoit les mémoires et documents adressés par les membres et statue définitivement sur l'admission ou le rejet de ces communications.

ART. 16. — Aucun travail ne peut être présenté en séance ni servir de point de départ à une discussion, si, avant le 15 juin 1905, l'auteur n'en a communiqué le résumé ou les conclusions à la Commission d'organisation.

ART. 17. — La langue française est la langue officielle du Congrès; néanmoins, chaque membre pourra s'exprimer dans sa langue nationale. En ce cas, un des membres du Bureau sera chargé de résumer ses explications en français.

ART. 18. — Les orateurs ne pourront occuper la tribune pendant plus de quinze minutes, ni parler plus de deux fois, dans la même séance, sur le même sujet, à moins que l'assemblée, consultée, n'en décide autrement.

ART. 19. — Les membres du Congrès qui auront pris la parole dans une séance, devront remettre au secrétaire général, dans les vingt-quatre heures, un résumé de leurs communications pour la rédaction des procès-verbaux. Dans le cas où ce résumé n'aurait pas été remis, le texte rédigé par le secrétaire général en tiendra lieu, ou le titre seul sera mentionné.

ART. 20. — La Commission d'organisation pourra demander des réductions aux auteurs des résumés; elle pourra effectuer ces réductions ou décider que le titre seul sera inséré, si l'auteur n'a pas remis le résumé modifié en temps utile.

ART. 21. — Un compte-rendu des travaux du Congrès sera publié par les soins de la Commission d'organisation. Celle-ci se réserve de fixer l'étendue des mémoires ou communications livrés à l'impression.

ART. 22. — Le Congrès, avant de se séparer, fixera la date et le lieu du IX[e] Congrès international de sténographie, et désignera le Comité de jonction chargé de continuer ses travaux.

ART. 23. — Le présent règlement ne pourra être l'objet d'aucune modification.

ART. 24. — Le Bureau du Congrès statue en dernier ressort sur tout incident non prévu au règlement.

VIII[e] CONGRÈS INTERNATIONAL DE STÉNOGRAPHIE (BRUXELLES 1905)



M[me] Martens. M[lle] Ruelle. M[lle] Renier. M[lle] Pairoux. M. Scheere, *président*. M[me] Navarre. M[lle] J. Bruyneel. M[lle] M. Bruyneel. M[lle] Ducobu.

MM. Leclerq. François. Navarre Gilot. Eimermacher. von Wittken. L. Longini. M[lle] Ghislain. M[lle] Stienne. Suys. M[me] Meysmans. M. Brodhéoux.
Bonnabry. Van Aals. Folmer. Martens. Linaer. Havette. MM. Meysmans. Depoin.

MM. Wery. Van den Bosch. Decaisne. Thomas. D[r] Fuchs. Duvivier. Deprins. Friant.
Chevalier. C[l] Bruynis. Paquet.

VIII[e] CONGRÈS INTERNATIONAL

DE

STÉNOGRAPHIE

PREMIÈRE SÉANCE DU VENDREDI 21 JUILLET 1905

Présidence successive de MM. Ph. SCHEERE et WAGENER

La séance est ouverte à 10 heures.

Prennent place au bureau : MM. Scheere, président de la Commission d'organisation ; Duvivier et Van den Bosch, vice-présidents ; Brodhéoux, secrétaire général ; Suys, trésorier.

MM. Friant et Longini sont désignés comme sténographes-secrétaires.

M. LE PRÉSIDENT. — Mesdames et Messieurs, nous avions organisé le Congrès de façon à permettre à M. Francotte, ministre de l'Industrie et du Travail, président d'honneur de ce Congrès, d'assister à la séance d'ouverture. Malheureusement, l'heure du *Te Deum* vient d'être changée et M. le Ministre, obligé d'assister à cette cérémonie officielle, se voit, à son grand regret, empêché de se trouver parmi nous. Cette circonstance tout à fait imprévue est assurément très regrettable ; mais je puis vous affirmer que notre président d'honneur est de cœur avec nous et qu'il forme des vœux pour la réussite complète de nos travaux.

Nous n'aurons pas non plus le plaisir de voir notre vice-président d'honneur, M. Monnoyer, président de l'Union syndicale dont nous occupons le local. M. Monnoyer est retenu par un deuil de famille et il m'a fait savoir qu'il regrette infiniment de ne pouvoir participer au Congrès.

M. le Sénateur Delannois, vice-président de l'Union syndicale, avait cru pouvoir remplacer M. Monnoyer ; mais, comme M. le Ministre, les devoirs de sa charge l'obligent d'assister au *Te Deum*.

Communications du Bureau

M. LE PRÉSIDENT donne lecture des lettres et télégrammes d'excuses qui sont parvenus au Bureau. Se sont excusés : MM. Bonvoux, Buisson, Canet, Cortès, Dr Dewischeit, Guénin, Harang, Mayeras, Capitaine Olof Melin, Mogeon, Dr Mussa, Capitaine Pelletier, Pinotti, Richman, Geo Walpole et Mathias Levy.

Ont envoyé des souhaits :

L'Institut royal de sténographie de Munich ;
La Société sténographique italienne de Turin ;
La Société sténographique de Padoue (Gabelsberger-Noé) ;
La Société sténographique de Szeged (Hongrie).

M. LE PRÉSIDENT donne ensuite lecture de la liste des publications présentées au Congrès. Ces publications sont les suivantes :

Das Idéal, par M. G. Capellen, d'Osnabrück ;
La stenografia come la intendo, par M. Ester Bozzalla, de Turin ;
Stenografia musicale, par M. le Dr Enrico Mussa, de Turin ;
Les progrès de la sténographie dans les armées modernes, par M. le capitaine Pelletier, de Paris ;
L'utilité de la sténographie commerciale, par M. A. Navarre, de Paris ;
Bibliographie de la sténographie française, par M. Havette, de Paris ;
Bibliographies belge, hollandaise, suédoise, suisse et bulgare, par le Comité de jonction ;
Archiv für stenographie, par M. le Dr Dewischeit, de Breslau ;
Transcription phonétique universelle. Sténo-phonographie, par M. le Dr Zimmermann, de Saint-Pétersbourg ;
Connaissances indispensables au sténographe, par M. Lelioux, de Paris ;
Lettre relative à l'adoption d'une langue internationale auxiliaire, par M. le docteur Mussa, de Turin ;
Bulletin de l'Association professionnelle des sténographes français, (juin-juillet 1905).

M. SCHEERE, président, invite MM. Bonnabry, président de la Fédération sténographique de la Suisse romande (Suisse), Depoin, président de l'Institut sténographique (France), Dr Fuchs, délégué officiel du gouvernement saxon et de l'Institut royal sténographique de Dresde (Allemagne), Wagener, délégué officiel du gouvernement luxembourgeois, (Luxembourg) et Wéry, directeur de l'Union néerlandaise des sténographes Stolze-Wéry (Hollande), à prendre place au bureau. *(Ces messieurs prennent place au bureau.)*

M. LE PRÉSIDENT. — Mesdames, Messieurs, au nom du Comité d'organisation du huitième Congrès international de sténographie, j'ai l'honneur de vous souhaiter à tous une cordiale bienvenue.

Notre tâche n'était pas aisée, car ce n'est qu'au commencement de la présente année qu'il a été question de ce Congrès. Néanmoins, nous avons fait tout notre possible pour arriver à un résultat satisfaisant et tous nos efforts ont tendu à agir au mieux des intérêts de tous : vous nous direz à la fin, Mesdames et Messieurs, si nous avons réussi.

De nombreux rapports — et, parmi ceux-ci, il en est de très intéressants — nous ont été envoyés. Ils feront l'objet de vos délibérations et j'espère qu'ils provoqueront des discussions intéressantes et profitables à tous.

Le Congrès, Mesdames et Messieurs, coïncide avec les jours consacrés aux fêtes organisées en Belgique à l'occasion du 75me anniversaire de notre Indépendance.

Voilà, en effet, trois quarts de siècle que la petite Belgique a conquis sa place parmi les nations européennes.

Entourés comme nous le sommes de grands et puissants voisins, nous avons pris à chacun d'eux ou, plutôt, nous avons reçu de chacun d'eux, une parcelle des dons ou des qualités qui les caractérisent.

La France nous a donné un reflet de son esprit léger et subtil, mais aussi de ses qualités généreuses et franches.

A l'Allemagne, nous devons une partie de ses qualités familiales, de son esprit d'étude et d'observation, et de son âpreté au travail.

La Hollande nous a légué sa pondération et sa sûreté de jugement, tandis que l'Angleterre nous a transmis d'abord un atome de son génie commercial et, ensuite, de son amour de l'expansion.

De tous ces emprunts, il s'est formé un tout assez spécial que l'on a dénommé « l'âme belge », peut-être sans caractère absolument propre, mais certainement sans défaut marquant. Aussi, notre pays est-il prospère et la paix dont il a joui jusqu'ici lui a permis de se développer dans tous les domaines.

J'exprime le vif espoir, Mesdames et Messieurs, et je m'adresse surtout aux étrangers qui nous font l'honneur d'assister à nos assises, que celles-ci d'abord seront fécondes en résultats pratiques et seront de nature à faire jaillir une lumière particulièrement bienfaisante en ce qui concerne les différents objets à l'ordre du jour ; que nos fêtes vous intéresseront et que vous emporterez de notre pays et de vos collègues belges, un souvenir sympathique et affectueux.

Je vous réitère mes vœux et mes souhaits de bienvenue et je déclare ouvert le huitième Congrès international de sténographie. *(Applaudissements prolongés.)*

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Brodhéoux. secrétaire général, pour donner lecture du rapport sur les travaux effectués par la Commission d'organisation du Congrès.

M. BRODHÉOUX. — Mesdames et Messieurs, nous avons l'honneur de donner connaissance au Congrès des travaux effectués par le Comité organisateur du huitième Congrès international de sténographie, afin d'assurer à celui-ci la réussite la plus complète.

A la suite d'une proposition émanant du Comité de jonction, les sténographes belges furent invités à tenir conseil et à examiner la possibilité d'organiser un congrès international de sténographie en Belgique.

Cette réunion eut pour résultat la constitution d'un comité d'organisation composé de : un président, deux vice-présidents, un secrétaire, un trésorier et vingt-sept membres.

Le Comité ainsi formé tint sa première séance, à Bruxelles, le 16 avril dernier. C'est dans son assemblée générale, en date du 21 avril suivant, à Bruxelles, qu'il arrêta aux 23, 24, 25 et 26 juillet 1905, les dates du Congrès qui nous réunit aujourd'hui, afin de les faire coïncider avec les fêtes organisées à l'occasion du 75me anniversaire de notre Indépendance nationale.

Vous savez tous, Mesdames et Messieurs, que les dates ont été modifiées à la suite de la publication du programme des fêtes jubilaires et qu'elles ont été fixées aux 21, 22, 23 et 24 du même mois, les deux premières journées étant réservées aux discussions, la troisième et la quatrième journée devant être consacrées aux visites à Anvers et à l'exposition de Liége.

Nous nous sommes tout d'abord occupés de solliciter le haut patronage du Gouvernement belge. Les démarches que nous avons faites, en ce sens, ont pleinement abouti et nous sommes heureux de vous annoncer que notre gouvernement, reconnaissant la grandeur du but que nous poursuivons, n'a pas hésité à donner une suite favorable à notre demande. De plus, M. Francotte, ministre de l'Industrie et du Travail, a bien voulu nous faire le grand honneur d'accepter la présidence d'honneur.

Il importait, en second lieu, d'engager les sommités de l'art sténographique de tous les pays à se rencontrer à Bruxelles, aux fins d'apporter, à nos assises, le résultat de leurs études et le fruit de leur expérience.

Notre mission a-t-elle été couronnée de succès ? Il vous suffira, Mesdames et Messieurs, de consulter la liste des adhérents pour vous convaincre que nous comptons, parmi nous, des hommes de la plus haute valeur, dont les noms sont les plus sûrs garants de la bonne marche de nos travaux.

Comme il a été dit plus haut, c'est le 21 avril dernier que l'organisation du Congrès a été décidée. Nous n'avions donc que trois mois devant nous pour mener à bien l'entreprise que nous projetions et pour en aviser le monde sténographique. Il importait, par conséquent, de ne pas perdre une minute et de répartir la besogne entre tous les membres, si nous voulions que chacun pût être averti en temps opportun.

A cet effet, le comité forma sept sections, ayant à leur tête un président, qui eurent des missions bien distinctes. Ces sections furent subdivisées comme suit :

Première section : Recherche des adhésions en Belgique ;
Deuxième » Rapports avec les sociétés et les journaux sténographiques ;
Troisième section : Rapports avec les gouvernements étrangers ;
Quatrième » Concentration des travaux soumis au Congrès ;
Cinquième » Rapports avec la presse ;
Sixième » Recherche des membres honoraires ;

Enfin une septième et dernière section devant rechercher l'appui de hauts personnages.

Nous dirons, en passant, qu'indépendamment des centaines de demandes de renseignements auxquelles il a fallu répondre et des démarches multiples nécessitées par la situation, deux mille circulaires ont été expédiées et de nombreuses sociétés sténographiques ont été invitées à participer au présent Congrès.

Quant aux résultats obtenus, la liste des membres honoraires et effectifs et l'ordre du jour de nos séances vous renseigneront mieux que nous ne pourrions le faire. Nous pouvons cependant affirmer que toutes nos sections ont rempli leur tâche à la satisfaction générale. Aussi, nous faisons-nous un devoir de les remercier au nom du Comité tout entier.

Telle est, en quelques mots, Mesdames et Messieurs, la façon dont nous avons procédé pour l'organisation du huitième congrès.

M. LE PRÉSIDENT. —La mission du Bureau provisoire étant terminée, je vous prie, Mesdames et Messieurs, de bien vouloir procéder à la nomination du Bureau définitif qui doit présider à vos débats.

M. L. LONGINI. — Je crois, Mesdames et Messieurs, que nous serons tous d'accord pour prier le Bureau provisoire de rester en fonctions. (*Applaudissements.*)

M. LE PRÉSIDENT. — C'est là, paraît-il, un usage constant devant lequel nous ne pouvons que nous incliner.

Au nom du Bureau provisoire, je remercie l'assemblée de la confiance qu'elle nous témoigne et j'accepte la mission qu'elle veut bien nous confier. (*Applaudissements.*)

M. le Dr Fuchs et M. Depoin devant prendre la parole ce matin, je prie M. Wagener, délégué officiel du Gouvernement luxembourgeois, de bien vouloir prendre la présidence effective de notre première séance.

M. le Dr Fuchs, M. Depoin et M. Bonnabry voudront bien présider respectivement la deuxième, la troisième et la quatrième séance. (*Assentiment.*)

Je n'ai pas cité M. Wéry qui se récuserait certainement, car il éprouve quelque difficulté à s'exprimer en français.

Je prie donc M. Wagener de prendre place au fauteuil de la présidence. (*M. Wagener remplace M. Scheere au fauteuil de la présidence.*)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le Dr Fuchs.

M. LE Dr FUCHS. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, nos collègues belges ont eu l'obligeance de nous convoquer deux jours avant la date fixée d'abord, et cela pour d'excellentes raisons. En effet, les fêtes nombreuses et attrayantes organisées à l'occasion du 75me anniversaire de l'Indépendance nationale présentent un très grand intérêt pour les délégués étrangers. En outre, des fêtes de ce genre ne peuvent que serrer plus étroitement les liens qu'une hospitalité aimable et confraternelle vient de nouer entre les représentants des différents pays. Permettez-moi donc, M. le Président, de me faire l'interprète des vœux les plus chaleureux et les plus sincères que les représentants des nations étrangères forment pour votre pays à l'occasion de son heureux jubilé. Tous, nous vous félicitons vivement et nous vous témoignons notre sympathie très franche avec le vœu cordial qu'une longue série d'années heureuses et prospères soit accordée à votre paisible pays, aimé de toutes les nations.

Après ce début « non sténographique », qui semblerait peut-être appartenir à la politique, mais qui, en réalité, n'est que l'expression sincère de notre sympathie toute naturelle, je m'adresse aux sténographes.

Mesdames, Messieurs, comme délégué officiel de l'Institut sténographique royal de Saxe, je vous présente les vœux non moins cordiaux de mes compatriotes à l'occasion de l'ouverture du Congrès international. Je le fais au nom du chef de l'Institut, au nom de mes collègues et au nom de toute la Saxe sténographique. Vous pourrez juger de la valeur de ces vœux, formés pour la réussite complète de vos travaux, si j'ajoute que la Saxe est l'*Eldorado* de la sténographie. Le haut protecteur de notre art est, depuis le 18 juin 1905, S. M. le roi Frédéric Auguste. L'Institut sténographique, fondé en 1839, fut la seule institution officielle de sténographie jusqu'en 1902, époque à laquelle fut fondé en Bavière l'Institut royal de Munich qui a adopté nos règlements. Le nombre des sténographes affiliés à notre Fédération est de plus de quatorze mille. En leur nom à tous, je vous souhaite la bienvenue. Je crois, en effet, qu'il m'est permis de vous adresser un mot de bienvenue, car j'ai passé avec nos collègues étrangers des journées inoubliables et j'ai assisté avec eux à des fêtes splendides, à Paris en 1889 et en 1900, à Luxembourg en 1902 et à Bordeaux en 1903.

Les questions qui figurent au programme sont nombreuses et d'une grande portée. Je les étudierai avec intérêt et en rapporterai minutieusement à l'Institut et au Ministère, et aussi, s'il y a lieu, à notre Congrès national Gabelsberger qui ouvrira ses assises immédiatement après la clôture du Congrès international, le 29 juillet, à Brunswick.

Pour assurer le succès de nos travaux, je mets au premier plan les relations personnelles entre les délégués des différentes nations. Pour s'entendre, et pour s'aimer ensuite, il faut se connaître personnellement. Je termine donc en souhaitant que ce Congrès soit suivi de bien d'autres occasions de rapprochement et de relations amicales et confraternelles avec nos camarades belges. (*Applaudissements.*)

M. LE PRÉSIDENT. — L'assemblée se ralliera certainement aux sentiments que M. le Dr Fuchs vient d'exprimer à l'égard de notre président ainsi qu'à l'égard de la Belgique toute entière, ce pays indépendant, si noble et si admiré de tous. (*Applaudissements.*)

Nous remercions aussi M. le Dr Fuchs des renseignements qu'il a bien voulu nous donner sur l'organisation de la sténographie dans le royaume de Saxe.

Résultats du VIIe Congrès international

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Depoin pour donner lecture du rapport qu'il présente, au nom du Comité de jonction, sur les résultats du septième Congrès international.

(Voir ce rapport, *Annexe n° 1.*) (*Applaudissements.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Nous remercions M. Depoin du rapport si intéressant et si documenté qu'il vient de nous présenter. Nous le prions de bien vouloir relire le vœu qu'il formule, afin que nous puissions le soumettre au vote de l'assemblée.

Recrutement des sténographes parlementaires

M. DEPOIN. — Le rapport contient un vœu relatif aux assemblées parlementaires. Comme les propositions du Comité de jonction, qui sont aussi dans l'espèce celles de deux grandes associations françaises : l'Association professionnelle des sténographes français et l'Institut sténographique de France, ne se rattachent à aucune des questions inscrites à l'ordre du jour, je pense qu'elles devraient être vidées immédiatement.

Ce vœu est ainsi formulé :

« Le huitième Congrès international de sténographie, réuni à Bruxelles, émet le vœu que, dans les pays où il existe plusieurs assemblées parlementaires, les conditions d'admissibilité et d'examen aux postes de sténographe officiel, soient uniformisées par suite d'une entente entre les Bureaux de ces assemblées, et que les remaniements nécessaires soient apportés aux règlements des concours en vue de les harmoniser. »

M. DECAISNE. — Y a-t-il, en Belgique, des conditions spéciales pour l'admission des sténographes parlementaires ?

M. SCHEERE. — Il n'y a aucune règle fixe.

M. DECAISNE. — Existe-t-il une limite d'âge ?

M. SCHEERE. — Pas que je sache.
Il y a trois ans, lors du dernier concours pour la Chambre des représentants, on avait exigé que les candidats fussent à même de sténographier en français et en flamand, mais aucun postulant ne répondant à ces exigences, il a bien fallu y renoncer.

M. DEPOIN. — Il y a cependant, à la Chambre belge, un sténographe, M. Vuylsteke, qui sténographie les deux langues ?

M. THOMAS. — Il y a, à la Chambre, trois sténographes bilingues. Il en est de même au Sénat, mais il serait évidemment préférable, au point de vue du bon fonctionnement du service, que des sténographes spéciaux fussent chargés de recueillir les discours prononcés en langue flamande.

M. VAN AALS. — Si j'ai bien compris, le vœu du Comité de jonction tend à ce que, dans tous les pays, les connaissances exigées des sténographes parlementaires soient les mêmes pour l'admissibilité aux Chambres?

M. DEPOIN. — Pardon, ce n'est pas là la portée du vœu. Il n'est pas dit que, dans tous les pays, on doive exiger des candidats les mêmes connaissances et imposer les mêmes limites d'âge ; chaque pays est libre d'organiser ses services comme il l'entend. Ce que nous demandons, c'est qu'une harmonie complète règne entre les règlements d'admission de chacune des Chambres d'un même pays.

M. DECAISNE. — M. le Dr Fuchs pourrait-il nous dire quelles sont les règles spéciales admises, dans le royaume de Saxe, pour le recrutement des sténographes parlementaires ?

M. LE Dr FUCHS. — Dans le royaume de Saxe, les deux Chambres sont desservies par le même Bureau et il en résulte que les conditions d'admission sont identiques pour les deux assemblées.

M. LE PRÉSIDENT. — Le Comité de jonction demande que là où il existe deux Chambres, les conditions d'admissibilité soient les mêmes pour les deux assemblées.

M. VAN AALS. — Le point que nous discutons ne se rapporte-t-il pas exclusivement à un intérêt français ?

M. DEPOIN. — Non, la question présente un intérêt international, puisqu'elle s'applique à un grand nombre de pays dans lesquels il y a deux Chambres.

M. VAN AALS. — Quels sont les pays possédant deux Chambres et où les conditions d'admissibilité diffèrent ?

M. LE PRÉSIDENT. — La plupart des grands pays possèdent deux Chambres ; il n'y a que le Luxembourg qui n'ait qu'une assemblée délibérante.

M. VAN AALS. — En Hollande et en Allemagne il y a deux Chambres, mais les conditions d'admissibilité sont identiques. Ce que je demande, c'est de connaître les pays où ces conditions diffèrent.

M. SCHEERE. — En France...

M. HAVETTE. — Il est fort possible que ce vœu bénéficie à la France, mais il est certain qu'il présente un intérêt international. Il se peut que, dans tous les autres pays, les conditions demandées par ce vœu soient déjà réalisées, mais il suffit qu'il y en ait un où elles ne le soient pas, pour que le vœu présente un intérêt international et puisse être émis par le Congrès.

M. DEPOIN. — Certainement, la chose ne fait pas de doute.

M. LE PRÉSIDENT. — Après ces explications, je crois que nous pouvons passer au vote. (*Adhésion.*)
(Le vœu est adopté à l'unanimité.)

Création d'un brevet de capacité pour les sténographes commerciaux

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le Dr Fuchs pour donner lecture de son rapport.
(Voir ce rapport, *Annexe n° 2.*) (*Applaudissements.*)

M. LE Dr FUCHS. — Mesdames et Messieurs, je suis obligé d'ajouter encore quelques mots à mon rapport, car, pour le huitième Congrès national de l'école Gabelsberg, vingt-quatre sociétés, pour la plupart du sud de l'Allemagne, (Darmstadt, Alzey, Bensheim, Cassel, Eschwege, Francfort-sur-Mein, Fulda, Offenbach, etc.), ont proposé d'amender le règlement que nous venons d'examiner. Je me bornerai à une simple énumération de ces propositions.
Quant aux sièges des commissions, on désire que dans tous les grands centres ayant une industrie ou un commerce assez développé et dans tous les chefs-lieux de province — en Prusse dans tous les chefs-lieux de département — des commissions soient organisées pour les examens de sténographe commercial. Les commissions pour les deux examens réunis ne doivent être établies que dans les villes d'une certaine importance — en Prusse dans tous les chefs-lieux de province. Vous trouverez dans cette proposition l'affirmation la plus précise qu'on est satisfait du fonctionnement des dites commissions et qu'on veut les multiplier, raison de plus pour souligner mon vœu général.
En outre, on veut que dans les commissions entrent aussi des représentants de l'industrie et du commerce, notamment des chambres

de commerce, et aussi des représentants de la justice et de l'administration. Dans mon rapport, j'avais déjà signalé la tendance de donner plus de relief à ces examens en adjoignant aux membres des commissions des personnes intéressées. Je trouve cette idée très bonne.

Dans mon rapport, j'ai indiqué une vitesse de deux cent quarante syllabes pour les praticiens et de cent quatre-vingts syllabes pour les sténographes commerciaux. Ces chiffres ne peuvent évidemment être fixés qu'un peu arbitrairement, car qui oserait prouver incontestablement que la vitesse de deux cent quarante syllabes pour les praticiens doive céder à celle de l'amendement : deux cent cinquante syllabes? On pourrait aussi fixer une vitesse de deux cent quarante-cinq syllabes. Mais enfin, il faut bien prescrire un chiffre quelconque et, pour le degré supérieur, on a maintenant le choix entre deux cent quarante et deux cent cinquante syllabes. Pour les sténographes commerciaux, au contraire, on veut faciliter l'examen en réduisant le chiffre de cent quatre-vingts à cent cinquante syllabes. Pour ma part, je préfère les cent quatre-vingts syllabes, car un sténographe à cent cinquante syllabes n'est que d'un faible secours pour une maison de commerce et, par suite, le contraire d'une recommandation pour la sténographie.

D'autre part, j'approuve la proposition de faire faire la transcription à la machine à écrire, si c'est possible. Il est également juste qu'il soit inséré dans le diplôme une note constatant le degré d'habileté dont le sténographe a fait preuve. Cependant, je trouve que cette proposition présente une lacune : le temps fixé pour la transcription à la machine à écrire devra être inférieur au temps qui est accordé pour la traduction en écriture ordinaire. Notre Congrès, qui va suivre celui-ci, aura soin, j'espère, d'y remédier.

Enfin, on veut biffer l'expression de « titre ». C'est, semble-t-il, une motion rédactionnelle, car un titre ne peut être accordé, en général, que par le souverain ou ses représentants, soit le Conseil des ministres, soit un ministre, soit une Commission d'État. En échange, le règlement devrait accorder, dit-on, au candidat le « droit » de se nommer « praticien » ou « sténographe commercial ». Je considère cette proposition comme très accessoire.

Mais, ce ne sont pas là toutes les propositions faites à ce sujet: trois sociétés de Dusseldorf ont proposé au dit Congrès national quelques amendements.

Elles veulent ajouter à l'épreuve de sténographe commercial la rédaction d'une lettre commerciale dont la matière serait indiquée très sommairement par l'examinateur.

Elles voudraient aussi exiger des sténographes dits praticiens de faire valoir une prise authentique avec la transcription.

Le prix d'inscription n'étant pas fixé, elles proposent la gratuité de l'examen pour les adhérents de la Fédération générale et 10 ou 20 marks pour les autres, suivant le degré auquel ils aspirent. La moitié de la somme serait remboursée au candidat qui n'aurait pas satisfait.

A mon avis, toutes ces propositions ne pèsent pas lourd vis-à-vis du règlement et je m'abstiens donc d'une critique approfondie de ces variantes qui semblent s'inspirer du proverbe : *variato delectat.*

D'après le *Deutsche Stenographen-Zeitung* (1905, N° 12, p. 366), l'école Stolze-Schrey suit l'exemple de l'école Gabelsberger en créant des brevets de capacité (*Fertigkeits-zeugnisse*) pour les sténographes commerciaux. Le Bureau de la Fédération a proposé un règlement et l'assemblée plénière l'a adopté. On ne distingue pas les deux degrés de praticien et de sténographe commercial. Le minimum de la prise sténographique est de cent cinquante syllabes par minute. Les examens ont lieu à un jour fixé d'avance ou suivant les besoins dans les différentes régions. La dictée dure dix minutes également et doit être relue après la prise. Suivant que la lecture a été bonne ou mauvaise, le Comité décide si la transcription écrite doit être fournie. Une seule faute altérant le sens du texte suffit pour renvoyer le candidat. Si la traduction contient des fautes graves d'orthographe ou de ponctuation, une observation spéciale sera ajoutée au diplôme. (*Applaudissements.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Pour donner suite au rapport si intéressant que nous venons d'entendre, je crois que nous devrions nous prononcer tout d'abord sur la question de principe.

M. DECAISNE. — Je crois qu'avant de discuter, il serait très intéressant d'entendre les explications qui seront encore fournies à ce sujet.

M. LE PRÉSIDENT. — M. le Dr Fuchs nous a fait part de la procédure suivie au royaume de Saxe, en ce qui concerne le système Gabelsberger. Il nous a donné aussi quelques indications sur les méthodes en usage à l'école Stolze-Schrey. La question se décompose en deux parties bien distinctes, à savoir : 1° Faut-il créer un brevet de capacité ? 2° Quels sont les moyens d'exécuter ce projet ?

M. LE Dr FUCHS. — Puisque M. Decaisne traite à peu près la même question, je crois utile qu'il prenne la parole avant d'aborder la discussion. Cela me paraît d'autant plus nécessaire que M. Decaisne traitera d'une façon toute spéciale le second point que je n'ai examiné que d'une manière générale. Dans tous les cas, j'estime qu'il ne faut pas scinder le débat.

M. LE PRÉSIDENT. — Si l'assemblée est d'accord, je donnerai la parole à M. Decaisne. (*Adhésion.*)

Établissement d'un questionnaire relatif aux sténographes commerciaux et industriels

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Decaisne pour donner lecture de son rapport.

M. DECAISNE. — Voici le rapport que j'ai l'honneur de présenter au nom du Comité de jonction.

(Voir ce rapport, *Annexe n° 3.*) (*Applaudissements.*)

M. DECAISNE. — Depuis que ce rapport a été fait, j'ai eu l'honneur de m'entretenir avec M. Bonnabry qui s'est occupé de la même question, en Suisse. Je crois qu'il pourra nous donner des indications très complètes qui nous permettront d'envisager la question sous toutes ses formes et de discuter en parfaite connaissance de cause.

M. BONNABRY. — Mesdames et Messieurs, lors de l'assemblée générale des sténographes de la Suisse romande, la présidence de cette fédération me fut offerte et, un mois après, je fus prié de lancer un questionnaire.

Je fis tout d'abord paraître dans les journaux un article-questionnaire qui n'avait d'autre but que d'attirer l'attention de la presse et du public. Cet article fut, à ma connaissance, reproduit intégralement par quatorze journaux et partiellement par neuf autres périodiques.

J'ai alors lancé le questionnaire avec prière de me le retourner dûment rempli, et j'ai eu la satisfaction d'apprendre qu'on s'est entretenu un peu partout de la chose et, notamment à Fribourg, alors qu'auparavant l'on se doutait assez peu de l'utilité que notre art-science pouvait présenter au point de vue commercial.

Ce questionnaire, quoique moins détaillé que celui de M. Decaisne, s'en rapproche sensiblement, mais il s'étend davantage sur la question des langues, très importante en Suisse, car nous sommes obligés de connaître le français, l'allemand, voire même l'italien.

Quoiqu'il y ait à peine dix jours de cela, un certain nombre de réponses sont déjà parvenues, mais en nombre insuffisant pour qu'il soit possible d'en tirer dès à présent des conclusions.

J'espère que, pour le prochain Congrès, si vous désignez un rapporteur pour chaque pays, nous serons en mesure de présenter un travail détaillé. (*Applaudissements.*)

Enfin, pour être complet, je dois vous dire encore que je me suis entendu, en dernier lieu, avec la Société des Commerçants suisses. Vous savez que celle-ci joue un rôle très important et constitue un organisme quasi-officiel. J'ai obtenu l'autorisation de publier dans le bulletin de cette Société un article circonstancié ainsi qu'un questionnaire. C'est le président lui-même qui s'est chargé de recevoir les réponses.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous remercions vivement M. Bonnabry des renseignements si intéressants qu'il vient de nous fournir et nous formons des vœux pour que ses efforts soient couronnés de succès.

Je propose maintenant de voter sur la question de principe, c'est-à-dire sur l'*utilité de la création d'un brevet de capacité.*

M. DEPOIN. — On peut toujours voter sur cette question; cela n'engage à rien. Ensuite le Comité pourrait, je pense, s'arroger le droit de nommer des rapporteurs, parmi lesquels le Comité de jonction aurait à choisir un rapporteur général.

M. LE Dr FUCHS. — C'est la meilleure façon de procéder.

M. SCHEERE. — Je pense qu'il importe de préciser la question et de la poser comme suit : *Y a-t-il lieu de créer un brevet de capacité pour les sténographes commerciaux ?*

M. DEPOIN. — Mesdames et Messieurs, lors de la réunion du Comité de jonction, à Luxembourg, en août 1902, le Comité s'était préoccupé de revoir les vœux émis dans les congrès précédents, afin de les coordonner.

A cette réunion, le Comité de jonction a exprimé le vœu :

« Qu'il y a lieu d'établir une distinction entre celui qui a simplement des notions de sténographie et celui qui, étant arrivé à une certaine habileté sténographique et possédant une bonne instruction, peut remplir sa tâche à la satisfaction du patron auquel il serait proposé.

» Que le meilleur moyen d'arriver à ce résultat serait la création d'un diplôme spécial délivré à toute personne atteignant une vitesse de cent mots au moins par minute et ayant obtenu soit le certificat d'études primaires, soit le certificat d'études supérieures.

» Que l'examen pour l'obtention de ce diplôme, qui serait appelé certificat de capacité de sténographe commercial, devrait être passé en présence d'une commission composée de deux délégués des sociétés d'enseignement et professionnelles de sténographie, de façon à présenter les meilleures garanties.

» Que ce mode de délivrance de diplôme devrait être porté à la connaissance des commerçants qui seraient engagés à choisir de préférence leurs sténographes parmi les personnes qui en seraient munies.

» Enfin il serait désirable que les sociétés de sténographie se conforment, pour les conditions de leurs concours, au programme qui sera adopté par la Commission d'examen. »

M. SCHEERE. — Il y a donc lieu de créer un diplôme de sténographe commercial et de s'en tenir au vœu formulé par le Comité de jonction, à Luxembourg.

M. DECAISNE. — En laissant cependant à chaque pays le soin de rechercher les détails d'exécution.

M. MEYSMANS. — Il existe en Belgique, depuis un an, un diplôme officiel de correspondant-comptable ; on pourrait peut-être aussi créer un diplôme officiel de sténographe.

M. LE PRÉSIDENT. — Pour créer un diplôme officiel il faudrait une réglementation émanant des pouvoirs publics.

M. LE Dr FUCHS. — L'Institut royal de Dresde s'occupe également de cette question et il est bien possible qu'en fin de compte nous

ayons des examens officiels. Mais cela n'est pas certain et je ne peux pas préjuger de la solution qui interviendra. Je ne suis que membre de l'Institut et je ne puis évidemment pas ordonner que des examens officiels soient institués. Naturellement, je serais enchanté si l'on instaurait des épreuves de l'espèce, mais je doute fort que cela soit possible.

M. DEPOIN. — Je crois qu'il serait très intéressant que le rapporteur spécial, qui sera désigné pour chaque nation, se charge également de recueillir les avis, quant aux points principaux qui devraient être uniformisés. En France, la question est résolue et le Comité de jonction français, en établissant son programme, a admis un minimum de conditions qui lui paraissent devoir être remplies par les commissions d'examen comme par les candidats. Il y a un grand intérêt à ce qu'un mouvement se fasse pour l'unification des points principaux car, en somme, les associations françaises accepteraient très bien certaines retouches à leur programme. Dans tous les cas, il y a une utilité internationale à ce que les personnes qui se trouvent à la tête du mouvement, dans les différents pays, se mettent d'accord pour unifier les conditions qui puissent satisfaire tout le monde, car il faut absolument que le diplôme puisse être considéré partout comme ayant une valeur analogue; d'autant plus que bien des personnes à la faveur de circonstances spéciales de la vie, se trouvent transportées d'un pays à l'autre. Il n'en serait certainement pas ainsi si les conditions variaient considérablement d'un pays à un autre.

La question de vitesse ne peut être une pierre d'achoppement dans la réalisation de notre projet puisque l'uniformisation se fait entre deux pays très dissemblables comme langues et qu'il est établi, par exemple, que cent quatre-vingts syllabes allemandes équivalent à cent mots français. On peut donc parfaitement s'entendre en ce qui concerne les capacités minima du sténographe commercial et définir aussi d'une façon très nette les conditions d'instruction générale que devront posséder les candidats qui désirent être reconnus comme bons sténographes.

Le rapporteur de chaque nation aurait donc à recueillir les avis des associations de son pays. Pour la France, c'est déjà fait puisque le Comité de jonction a établi son programme. Si M. le Dr Fuchs pouvait étudier la question pour la Saxe, nous aurions une opinion autorisée.

M. SCHEERE. — Vous connaissez tous comme moi le vieux proverbe : « Le mieux est l'ennemi du bien ». On parle d'unifier les bases du diplôme. Je crois que la chose ne serait pas toujours possible ; dans notre pays notamment nous avons la liberté absolue d'enseignement. Ces certificats n'ont d'ailleurs aucune valeur, car ils ne sont même pas connus et sont encore moins appréciés. Quant à la question de vitesse, il sera certainement facile de s'entendre, puisque l'accord règne déjà entre plusieurs pays de langues différentes.

J'en reviens donc à la première proposition qui est la plus simple et je demande de nous mettre d'accord, en principe, sur l'utilité du brevet de sténographe commercial ; puis, de charger un délégué par nation, de faire une enquête, dans son propre pays. Il serait bon d'ajouter ensuite, comme l'a dit M. Meysmans, que le diplôme de sténographe commercial devrait être officiel. Cela est possible partout et surtout en Belgique.

M. HAVETTE. — Je ne vois pas du tout l'utilité de rendre ce diplôme officiel. Pourquoi faire intervenir l'Etat ?

M. SCHEERE. — Je ne vois aucun inconvénient à ce que l'Etat intervienne.

M. HAVETTE. — Je ne vois pas que l'Etat intervienne dans les autres arts. Que l'Etat constate l'instruction donnée dans ses établissements, j'en conviens ; mais qu'il vienne contrôler ce qui se passe dans nos sociétés particulières, je n'en vois guère l'utilité. D'autre part, je ne crois pas que la formule qui nous est soumise et qui dit qu'il y a lieu de créer des diplômes constatant les capacités du sténographe soit plus exacte. En effet, le diplôme n'est plus à créer puisqu'il existe déjà dans certaines sociétés. On pourrait tout au plus dire qu'il serait désirable que ce diplôme fut généralisé.

M. VAN DEN BOSCH. — Et uniformisé.

M. HAVETTE. — Oui ; il est également désirable que les conditions d'examen soient autant que possible uniformisées. Quant à moi, mon tempérament me porte à repousser toute ingérence de l'Etat dans la constatation des qualités des sténographes commerciaux.

M. LE PRÉSIDENT. — Si nous substituons au mot « créer » le terme *généraliser*, je pense que tout le monde sera d'accord.

M. DEPOIN. — Le vœu serait ainsi formulé : « Le Congrès est d'avis qu'il y a lieu de généraliser l'institution d'un brevet de sténographe, tel qu'il existe dans certains pays, en s'efforçant d'uniformiser, dans les différents pays, les conditions essentielles de l'obtention de ce brevet. »

M. SCHEERE. — Ce texte donne-t-il satisfaction à M. Havette ?

M. HAVETTE. — Parfaitement.
(Le vœu, ainsi amendé, est adopté à l'unanimité.)

M. DEPOIN. — Je propose au Congrès de bien vouloir désigner immédiatement ses rapporteurs et de nommer notre président, M. Scheere, pour la Belgique; M. le Dr Fuchs, pour l'Allemagne; M. Decaisne, pour la France ; M. Wagener, pour le Luxembourg ; M. Mogeon, pour la Suisse et M. Wéry, pour la Hollande. Pour tous les autres pays qui ne sont pas représentés ici, je propose que le Comité de jonction désigne lui-même les rapporteurs. (*Adhésion.*)

M. DECAISNE. — Je désirerais aussi que les délégués du Comité de jonction désignassent eux-mêmes un rapporteur général. (*Adhésion.*)

M. SCHEERE. — Permettez-moi de vous faire encore une communication. Le Comité provisoire a tenu à ce que vous conserviez un souvenir de Bruxelles. Aussi, a-t-il fait frapper à votre intention un petit bijou qui va être distribué. J'espère que vous le porterez avec autant de plaisir que nous en avons eu à vous l'offrir. (*Applaudissements.*)

La séance est levée à 12 heures 15 minutes.

SECONDE SÉANCE DU VENDREDI 21 JUILLET 1905

Présidence de M. le Dr FUCHS

La séance est ouverte à 2 heures 45 minutes.

Prennent place au bureau, MM. le Dr Fuchs (Allemagne), Depoin (France), Wagener (Luxembourg), Wéry (Hollande), Bonnabry (Suisse) et Brodhéoux (Belgique), secrétaire général.

MM. Thomas et Martens sont désignés comme sténographes secrétaires.

Enseignement de la sténographie

M. LE PRÉSIDENT. — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport de M. Havette sur les connaissances à exiger des professeurs de sténographie.

La parole est à M. Havette pour donner lecture de son rapport. (Voir ce rapport, *Annexe n° 4.*) (*Applaudissements.*)

M. DEPOIN. — Mesdames et Messieurs, je crois devoir tout d'abord rendre hommage au talent avec lequel M. Havette a traité la question qui nous est soumise et à la consciencieuse étude qu'il a faite des conditions dans lesquelles le professorat de sténographie est constitué dans les différents Etats. Il y a là une documentation qui sera d'un très puissant secours aux congressistes pour se faire une opinion sur la question.

J'ai seulement une remarque à faire au sujet de la rédaction du vœu qui nous est soumis. La première partie de ce vœu est ainsi conçue :

« Que les sociétés sténographiques ne désignent comme professeurs que des personnes dont elles se seront assurées, par un examen sincère, sanctionné par la délivrance d'un diplôme, qu'elles possèdent un minimum de connaissances ou de qualités consistant en :

» Une bonne instruction générale dont le premier élément doit être une complète connaissance de la langue (grammaire, syntaxe, orthographe) ;

» Des qualités pédagogiques ;

» Une connaissance complète et absolue des règles de la méthode à enseigner ;

» Une certaine habileté professionnelle ;

» Des données précises d'histoire générale de la sténographie ;

» L'historique du système démontré ;
» La technique sténographique générale ;
» Les bases des divers systèmes ;
» Les usages de l'art abréviatif ;
» Les conditions d'instruction et de capacité que doivent remplir les sténographes secrétaires et rédacteurs ;
» Que les sociétés d'enseignement n'admettent à enseigner dans leurs cours que des professeurs porteurs d'un diplôme attestant qu'ils ont subi cet examen. »

Si ces personnes possédaient toutes les connaissances et toutes les qualités indiquées, ce serait un ensemble, un maximum, et non un minimum, car toutes les énonciations qui figurent dans cette énumération sont en elles-mêmes absolument suffisantes et il est certain qu'on ne peut demander davantage. Je dois vous dire que ces conditions sont loin d'être remplies par la majeure partie des professeurs des associations enseignantes de Paris, pour ne citer que les plus importantes. J'ai assisté quelquefois, par curiosité, à des leçons d'ouverture de certains cours et j'ai été stupéfait de ce que j'entendais dire sur l'état des systèmes et sur l'histoire de la sténographie en France.

Il serait évidemment très souhaitable que tous les professeurs réunissent toutes les qualités indiquées dans le rapport, mais cet ensemble, extrêmement vaste et très bien conçu, ne peut guère être considéré que comme un idéal auquel il faut tendre. Dans la pratique, il faudra s'en tenir à des moyennes, comme cela se fait d'ailleurs dans tous les examens.

Il est évident que les sociétés ne doivent accorder le titre de professeur délégué qu'à ceux qui remplissent d'une façon satisfaisante les conditions énoncées par M. Havette. L'Institut sténographique de France exige de ses professeurs délégués des conditions à peu près semblables. Mais toute autre est la situation des professeurs de bonne volonté qui créent des cours ; il serait en effet très difficile d'obliger ceux d'entre eux qui ne réaliseraient pas les conditions mentionnées au rapport à cesser leur enseignement. Aucune société n'accepterait cette situation.

Une autre objection se présente au sujet du dernier alinéa du vœu de M. Havette, qui est ainsi conçu :

« Que les Etats, les villes ou les établissements publics n'admettent à professer la sténographie dans les lycées, collèges, écoles, cours, qui dépendent d'eux, que des professeurs chez lesquels un examen officiel aura constaté l'existence du minimum de connaissances requises, ou qui présenteront un diplôme délivré par une société sténographique dans les conditions précédemment indiquées. »

Dans beaucoup de pays la sténographie est entrée dans l'enseignement comme procédé pédagogique. En France et en Suisse notamment, une certaine sténographie à deux degrés est utilisée à son degré élémentaire comme instrument pédagogique. Il est évident qu'on ne peut exiger de l'instituteur qui enseigne la sténographie

dans ces conditions les mêmes connaissances que des professeurs qui forment des sténographes professionnels ou commerciaux.

Sous le bénéfice de ces observations, j'adhère complètement au rapport de M. Havette.

M. DECAISNE. — Les conditions formulées par M. Havette sont appliquées en fait par l'A. P. S. F. Les aspirants au brevet d'aptitude à l'enseignement de la sténographie doivent subir un examen qui consiste en une épreuve à la vitesse de cent ou cent cinquante mots, au choix du candidat, et en un examen oral portant sur l'histoire, les principes et les applications de la sténographie. Le candidat doit en outre faire une leçon sur une partie essentielle du système qu'il enseigne, indiquée par le jury d'examen.

Au point de vue international, je me rallie aux observations présentées par M. Depoin et je crois qu'on pourrait s'en tenir, comme minimum, à la connaissance parfaite du système enseigné et à la justification d'une certaine vitesse.

M. LE PRÉSIDENT. — Je partage aussi l'avis de M. Depoin. Il faut établir des distinctions ; tous les professeurs ne peuvent pas posséder des connaissances aussi complètes que celles indiquées au rapport. On voit souvent, en Allemagne, dans de petits villages, d'anciens soldats qui enseignent la sténographie. On ne peut pas exiger d'eux de vastes connaissances et on ne peut pas non plus leur défendre d'enseigner.

M. MEYSMANS. — Je crois qu'il y a moyen de concilier toutes les opinions : c'est d'exiger dans chaque branche un nombre de points déterminé. Ainsi, pour la pédagogie, on pourrait exiger cinquante points sur cent, et ainsi de suite pour les autres matières.

Il est évidemment désirable que les conditions formulées par le rapporteur soient remplies, mais on doit aussi admettre que les candidats puissent ne pas répondre entièrement à cet idéal.

M. DECAISNE. — Demander le plus pour avoir le moins.

M. MEYSMANS. — Parfaitement.

M. HAVETTE. — Je crois qu'il n'est pas désirable que le Congrès, en émettant ce vœu, laisse cependant aux sociétés la liberté d'admettre des professeurs amateurs.

Les connaissances que j'ai énoncées doivent être considérées comme un minimum en ce sens qu'elles sont indispensables au professeur de sténographie, celui-ci pouvant d'ailleurs posséder d'autres connaissances, telles que la géographie, la chimie, etc.

M. DEPOIN. — Nous ne pouvons tenir compte que des connaissances sténographiques et nous n'avons pas à nous préoccuper des connaissances extrinsèques que chacun peut posséder par surcroît.

M. HAVETTE. — Je ne vois aucun inconvénient à donner satisfaction à M. Depoin en rédigeant le premier paragraphe comme suit :

« Que les sociétés sténographiques ne désignent *comme professeurs délégués par elles* que des personnes... »

M. MEYSMANS. — On pourrait ajouter les mots « autant que possible ».

M. DEPOIN. — D'une façon générale, on doit considérer que les mots « autant que possible » sont sous-entendus dans tous les vœux émis par les Congrès.

M. HAVETTE. — C'est évident.

M. DEPOIN. — Je vous propose, Messieurs, de rédiger comme suit le premier paragraphe :

« Que les sociétés sténographiques ne désignent comme professeurs *délégués par elle* que des personnes dont elles se seront assurées, par un examen sincère, sanctionné par la délivrance d'un diplôme, qu'elles possèdent *un ensemble* de connaissances ou de qualités consistant en : »

Pour le dernier alinéa, je propose la rédaction suivante :

« Que les Etats, les villes ou les établissements publics n'admettent *comme professeurs spéciaux de sténographie*, dans les lycées, collèges, écoles, cours, qui dépendent d'eux, que des personnes chez lesquelles un examen officiel aura constaté... (la suite comme au rapport).

M. HAVETTE. — Je me rallie à cette rédaction.

(Les deux paragraphes ainsi amendés, mis successivement aux voix, sont adoptés à l'unanimité. L'ensemble du vœu est adopté à l'unanimité.)

Motion d'ordre

M. DEPRINS. — Mesdames et Messieurs, je m'étais fait inscrire pour traiter la question de l'utilité de la sténographie pour les hommes de lettres et les journalistes. Je me proposais de traiter cette importante question d'une façon très générale, mais, au cours de mon rapport j'ai été amené à toucher d'une façon assez directe la question de méthode. C'est pourquoi la Commission n'a pas cru devoir accepter mon travail.

J'avais demandé que cet objet fût néanmoins maintenu à l'ordre du jour. M. Scheere, président de la Commission, et dont je regrette l'absence à la présente séance, m'a répondu qu'il ne pouvait pas accéder à mon désir, les Congrès n'ayant pour objet que l'examen des questions d'intérêt purement matériel et professionnel.

Quoiqu'il en soit, je considère la question comme très importante et je demande à l'assemblée de vouloir bien m'accorder un quart d'heure pour traiter cet objet d'une façon très générale et je prends l'engagement de ne pas toucher à la question de méthode.

M. LE PRÉSIDENT. — M. le président Scheere dont je tiens la place m'a remis le menu de notre réunion d'aujourd'hui et je ne me crois pas autorisé à y ajouter des mets supplémentaires. *(On rit.)*

M. DEPRINS. — Je voudrais simplement qu'il y eût un échange de vues sur cet objet, qui est d'ailleurs d'intérêt international, et je serais heureux que nos confrères étrangers voulussent bien nous donner quelques indications sur l'état de la question dans leurs pays respectifs.

M. LE PRÉSIDENT. — Je vous propose, Mesdames et Messieurs, de renvoyer l'objet de cette motion au Bureau qui statuera. (*Adhésion.*)

Application de la méthode directe à l'enseignement de la sténographie

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Meysmans pour donner lecture de son rapport.

(Voir ce rapport, *Annexe n° 5.*) (*Applaudissements.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Nous remercions M. Meysmans pour sa communication intéressante et inédite pour la plupart d'entre nous.

M. GILOT. — Le rapport de M. Meysmans appelle quelques observations : il avait été entendu que les questions de méthode seraient absolument écartées, ce qui est de règle dans tous les Congrès interméthodiques. Sans critiquer le rapport quant au fond, on peut lui appliquer l'expression latine *in cauda venenum*. La fin du rapport est en réalité une réclame en faveur d'un système déterminé et je pense dès lors que cette finale ne peut pas être imprimée.

M. LE Dr GASTER. — Je ne conteste pas l'intérêt que peut présenter le rapport, mais je dois protester aussi contre l'impression de ce document, parce que la méthode exposée par M. Meysmans n'est pas applicable aux sténographies cursives allemandes.

D'autre part, le rapporteur nous dit qu'il faut apprendre par l'œil, par l'oreille et par la main et il ne parle pas du cerveau qui doit cependant intervenir dans l'étude de la sténographie qui n'est pas seulement un art technique mais est aussi un art scientifique.

M. LE PRÉSIDENT. — Je ferai remarquer à M. Gilot que M. Meysmans est libre de faire imprimer ce qu'il veut et qu'il ne nous appartient pas de protester. La méthode d'enseignement qu'il préconise a d'ailleurs déjà été exposée dans l'ouvrage que M. Meysmans a publié.

M. GILOT. — Mais, pardon, M. le président, je parle de l'impression au compte rendu du Congrès.

M. LE PRÉSIDENT. — Je pense qu'il suffit que la protestation de M. Gilot figure au procès-verbal.

Quant à l'observation de M. le Dr Gaster, je dois dire que je la

trouve trop rigoureuse. D'ailleurs, M. Meysmans n'a pas émis le vœu de voir généraliser sa méthode d'enseignement ; il en a simplement exposé le principe au Congrès.

M. MEYSMANS. — Je ne puis pas accepter l'observation de M. Gilot et je crois même qu'elle ne peut pas être discutée, mon rapport ayant été lu et accepté par la Commission.

Je répondrai à M. le Dr Gaster que, contrairement à ce qu'il croit, la méthode directe est appliquée dans une certaine mesure par beaucoup d'auteurs allemands. La plupart des ouvrages allemands commencent, en effet, par indiquer l'alphabet puis donnent immédiatement des textes à lire. On conseille ensuite d'écrire un grand nombre de fois ces textes. Dans presque tous les traités, on trouve d'un côté des textes en écriture ordinaire et, en regard, les mêmes textes en sténographie. N'est-ce pas là la méthode directe ?

Je suis d'avis, comme M. le Dr Gaster, que l'intelligence doit intervenir dans l'étude de la sténographie, comme dans toute étude, mais il ne faut pas oublier cet adage admis aujourd'hui par tous les pédagogues, *nihil est in intellectu quod non prius fuerit in sensu*, — il n'y a rien dans l'esprit qui n'y soit entré par les sens.

M. LE PRÉSIDENT. — Un mot, pour constater qu'il existe déjà plusieurs traités où la méthode directe est employée, tels les ouvrages de Gruenschloss (Strasbourg) et de Fortin-Herman (Paris).

M. LE Dr GASTER. — Je répète que le rapport de M. Meysmans est extrêmement intéressant, mais je proteste contre son affirmation que les auteurs allemands appliquent la méthode directe. Avant de copier des textes, l'élève doit étudier les règles du système. L'étude de la sténographie doit servir au développement de l'intelligence des élèves.

En Allemagne, si la méthode de M. Meysmans était appliquée dans les établissements officiels, on trouverait en haut lieu que la sténographie n'est pas digne d'être enseignée dans les écoles supérieures.

M. GILOT. — Je n'ai pas critiqué la méthode directe, car je l'emploie moi-même pour le système que j'enseigne, mais ce que je critique c'est que M. Meysmans préconise ouvertement un système déterminé ; il dit même que certains de ses élèves arrivent au bout de deux mois à la vitesse de septante-cinq mots par minute. Je ne puis pas admettre que cela figure au compte rendu, puisqu'il a été entendu qu'il ne pourrait être question de méthodes.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous n'avons pas à voter sur le rapport de M. Meysmans et il ne nous appartient pas de décider de son impression. La Commission statuera.

M. MEYSMANS. — Je n'ai pas dit que le système que j'enseigne soit supérieur à aucun autre, mais simplement que la méthode directe pouvait s'y appliquer avec plus de facilité. Je n'ai rien condamné, rien critiqué et je trouverais mesquin de la part du Bureau d'exiger que

mon rapport soit mutilé. J'ai d'ailleurs confiance dans sa loyauté et j'espère qu'il ordonnera que mon rapport soit imprimé intégralement.

Motion d'ordre

M. DEPOIN. — Je demande à l'Assemblée de bien vouloir interrompre cette discussion qui ne peut aboutir à aucune conclusion. Les protestations qui se sont élevées seront actées au procès-verbal et, dès lors, il faut évidemment que le texte qui les a provoquées y figure également.

M. Meysmans nous a exposé de quelle manière il a appliqué la méthode directe à son propre enseignement. C'est une indication que nous ne pouvons pas contrôler mais que nous devons considérer comme une documentation curieuse, utile et intéressante à recueillir. Le Congrès ne peut que prendre acte du rapport, mais il n'a aucun vote à émettre à son sujet. L'assemblée ne peut que passer à l'ordre du jour et c'est ce que je vous propose de faire. (*Adhésion.*)

M. VAN AALS. — Je voudrais demander à M. Meysmans quelle est la différence entre la méthode directe et la méthode indirecte.

M. LE PRÉSIDENT. — La discussion sur cet objet est close. Veuillez donc vous adresser à M. Meysmans après la séance.

Communications du Bureau

M. LE PRÉSIDENT. — Mesdames et Messieurs, on me remet à l'instant un télégramme de notre confrère M. Canet, directeur de la *Plume Sténographique*, à Limoges. M. Canet, retenu par ses devoirs professionnels s'excuse de ne pouvoir être des nôtres.

D'autre part, je viens de recevoir de M. Guénin, sténographe reviseur au Sénat français, une note sur le recrutement des services officiels. Je vous propose d'inscrire cette note à l'ordre du jour de notre prochaine réunion. (*Adhésion*).

Enseignement de la sténographie dans les écoles commerciales

M. DEPOIN. — Ce matin, en lisant le rapport du Comité de jonction, j'ai attiré votre attention sur un vœu rédigé en 1904 et relatif aux écoles commerciales. Je prie l'Assemblée de vouloir bien le discuter en ce moment, car nous n'aurons pas d'autre occasion de le faire.

Ce vœu, qui a été adopté par le Congrès des Sociétés savantes, est ainsi conçu :

« Que l'enseignement de la sténographie et de la machine à écrire soit obligatoire pour tous les élèves des écoles commerciales qui, à l'examen d'entrée, n'ont pas justifié d'une connaissance suffisante de ces deux arts.

» Que l'effort demandé pour leur formation sténographique aux élèves des cours commerciaux et des établissements d'instruction supérieure commerciale soit en proportion du but qu'on se propose d'atteindre. »

Ce vœu, après avoir été adopté par le Congrès des Sociétés savantes l'a été également par le Congrès commercial qui vient de se tenir à Paris, sous la présidence de M. Siegfried.

M. Siegfried, quoique grand partisan de la sténographie, craignait d'imposer l'obligation, mais M. Jourdan, directeur de l'école des Hautes Etudes commerciales de Paris, ayant fait remarquer que l'obligation existe pour le tiers environ des écoles commerciales et que ce serait par conséquent un recul de ne pas imposer l'obligation, M. Siegfried s'y rallia, ainsi que le Congrès.

Il me paraît très intéressant de renouveler ce vœu qui est très important pour tous les pays où il existe des écoles commerciales subsidiées par l'Etat.

La seconde partie du vœu a pour but d'uniformiser le coefficient de capacité sténographique exigé des élèves à la sortie des écoles commerciales. Dans certaines écoles on s'en tient à une simple épreuve calligraphique, alors que dans d'autres on exige des vitesses de cent vingt-cinq ou de cent trente mots.

Je crois que le chiffre de cent mots, adopté par l'A. P. S. F. est le plus convenable et répond aux besoins du commerce. Il correspond d'autre part au chiffre de cent quatre-vingts syllabes cité ce matin par M. le Dr Fuchs.

M. HAVETTE. — Il serait bon de préciser en indiquant dans le texte que les examens de sortie des écoles de commerce doivent se faire à la vitesse de cent mots par minute.

M. DEPOIN. — Nous pourrions ajouter : « en aboutissant à l'acquisition d'une vitesse d'environ cent mots par minute ». *(Adhésion.)*

Enfin, Mesdames et Messieurs, le Comité de jonction vous propose d'ajouter à ce vœu un troisième paragraphe ainsi conçu :

« Que les dispositions adoptées par les règlements des différentes écoles commerciales existant dans un même pays soient uniformisées. »

(L'ensemble du vœu est adopté à l'unanimité.)

Motion d'ordre

M. VAN DEN BERGH. — La Commission m'a autorisé à présenter une motion relative à la sténographie judiciaire. Comme il ne me sera pas possible d'assister à la séance de demain matin, je demande la permission de développer brièvement l'objet de ma motion. Le vote pourrait dans tous les cas être remis à demain.

Tout le monde est d'accord pour admettre qu'il est désirable que les dépositions des témoins soient sténographiées à l'audience, mais je

pense qu'il devrait en être de même au bureau de police et, en conséquence, j'ai l'honneur de vous soumettre le vœu suivant :

« 1° Que l'enseignement de la sténographie soit introduit dans le corps de police ;

» 2° Que pour l'admission des agents de police futurs, la préférence soit accordée à ceux connaissant la sténographie ;

» 3° Que la connaissance de la sténographie soit prise en considération pour l'avancement des agents. »

M. DECAISNE. — Ce vœu serait acceptable en Allemagne, où l'on enseigne la sténographie à l'armée, la police étant généralement recrutée parmi les anciens militaires. Mais, dans d'autres pays, et notamment en France et en Belgique, l'enseignement de la sténographie à l'armée n'existe pas, ou n'existe qu'à l'état embryonnaire.

M. VAN DEN BERGH. — En Belgique, les emplois d'agent de police ne sont pas réservés exclusivement aux anciens militaires.

M. LE PRÉSIDENT. — Ce vœu serait superflu pour l'Allemagne, car il y est déjà réalisé. C'est pourquoi M. Depoin propose de dire : « Que l'enseignement de la sténographie *soit généralisé* dans le corps de police ».

Nous voterons demain sur ce vœu.

M. HAVETTE. — Il n'y a pas lieu de s'arrêter dans cette voie ; après les agents de police, ce sera le tour d'une autre catégorie d'employés. Il serait plus simple de proposer que tout le monde apprenne la sténographie. *(On rit.)*

La connaissance de la sténographie n'aura aucune influence sur la valeur professionnelle des agents de police.

M. DEPOIN. — On pourrait généraliser la mesure en émettant le vœu que, dans certaines administrations, la préférence soit donnée, au cas où des candidats auraient à peu près la même valeur, à ceux connaissant la sténographie ; ce serait un coefficient de choix et de mérite.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous voterons demain. Notre ordre du jour étant épuisé, je crois que nous pouvons nous séparer.

M. DEPRINS. — Ne pourrait-on pas voter sur la motion que j'ai présentée tout à l'heure ?

M. LE PRÉSIDENT. — Nous ne nous croyons pas autorisés à trancher cette question en l'absence de M. le président Scheere.

Il me reste, Messieurs, à vous remercier de votre confiance, de votre attention et de votre concours.

M. L. LONGINI. — Nous serons tous d'accord, Mesdames et Messieurs, pour remercier M. le Dr Fuchs d'avoir bien voulu accepter la présidence de cette séance et pour le féliciter de la façon absolument remarquable dont il a dirigé nos débats. *(Applaudissements.)*

La séance est levée à 4 heures et demie.

PREMIÈRE SÉANCE DU SAMEDI 22 JUILLET 1905

Présidence successive de MM. SCHEERE et DEPOIN

La séance est ouverte à 9 heures 15 minutes.

Prennent place au Bureau : MM. Scheere (Belgique), Depoin (France), Bonnabry (Suisse), Dr Fuchs (Allemagne), Wagener (Luxembourg), Wéry (Hollande) et Brodhéoux (Belgique), Secrétaire Général.

MM. Duvivier et L. Longini sont désignés comme sténographes-secrétaires.

Communications

M. LE PRÉSIDENT donne lecture de plusieurs télégrammes et dépose sur le Bureau diverses publications adressées au Congrès.

M. LE PRÉSIDENT. — M. Havette a bien voulu me faire parvenir, à titre d'hommage au Congrès, un exemplaire de la *Bibliographie sténographique* qu'il vient de faire paraître. Je tiens à féliciter tout spécialement M. Havette pour son ouvrage, absolument remarquable à tous les points de vue et je tiens aussi à le remercier pour le don qu'il fait au Congrès.

J'ai eu à peine le temps de feuilleter l'œuvre de M. Havette ; je me réserve de l'étudier à loisir, mais le peu que j'en ai vu me porte à vous engager tous, Mesdames et Messieurs, à vous procurer ce livre absolument merveilleux : je ne saurais trouver d'autre mot pour le qualifier.

M. Havette a dû, pour aboutir au superbe résultat qu'il a atteint, se livrer à des recherches nombreuses et laborieuses ; si son travail nous montre toute sa science, ses commentaires nous prouvent aussi toute sa compétence dans les questions qui nous sont chères à tous. Je lui réitère mes félicitations et je suis heureux de lui exprimer toute ma satisfaction personnelle de le voir assister à notre Congrès. (*Applaudissements prolongés.*)

Il est également parvenu au Congrès différents autres ouvrages dont voici la nomenclature : rapport sur la sténographie commerciale présenté au Congrès des sociétés savantes par M. Navarre ; rapport sur la sténographie dans l'armée présenté au même Congrès par M. Pelletier ; bibliographies belge, hollandaise, suisse, suédoise, yougo-slave.

Je profite de cette dernière publication pour attirer votre attention sur la bibliographie belge de M. le sous-lieutenant Thomas. Ce travail est très remarquable ; M. Thomas a dû se livrer à des recherches très nombreuses dont il y a lieu de le remercier et de le féliciter.

Avant de céder la place à M. Depoin, j'ai le plaisir de vous annoncer qu'à la suite des démarches faites par M. Longini, les congressistes pourront admirer du haut du péristyle du Palais de la Bourse, le superbe cortège historique qui constitue l'un des clous des inoubliables fêtes du 75me anniversaire de notre Indépendance.

(*M. Depoin remplace M. Scheere au fauteuil de la présidence.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Avant de poursuivre l'examen de notre ordre du jour, je tiens à vous mettre au courant de la décision prise par le Bureau au sujet d'une motion d'ordre déposée hier par M. Deprins :

La motion d'ordre de M. Deprins a été accueillie par le Bureau, car la question qu'il a soulevée a été en temps utile soumise au Comité et son mémoire n'a été écarté qu'en raison de passages relatifs à des discussions de méthode. L'auteur ayant retiré toute cette partie de son mémoire et s'étant engagé à rester dans les thèses générales, aura la parole à la fin de la séance de ce matin.

Le Bureau a admis aussi que les motions de MM. Van den Bergh et Guénin fussent soumises au Congrès à la séance de l'après-midi, ces motions visant des questions qui ont été traitées dans le rapport du Comité de jonction. Ce n'est donc pas une exception à la règle admise dans tous les congrès à savoir que nulle question ne peut être introduite, si elle n'a pas été d'abord soumise au Comité d'organisation, règle qui est la sauvegarde des assemblées contre les imprudences, les entraînements et les surprises, auxquels leur dignité a tant à perdre et l'intérêt commun rien à gagner. (*Applaudissements.*)

La parole est à M. Havette pour la lecture d'une note sur un « chargé d'affaires étranger ayant, en 1826, pour mission de découvrir en France un tachygraphe, pouvant rendre compte des travaux d'une assemblée délibérante ».

(Voir cette note, *Annexe n° 6.*) (*Applaudissements.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Messieurs, vous estimerez avec moi que M. Havette en faisant cette intéressante communication, a rendu un véritable service à l'histoire du développement de la sténographie au XIXe siècle.

Il y a un réel intérêt à rechercher quel pourrait bien être le diplomate en question et pour le compte de quel gouvernement il agissait. On trouvera peut-être dans les archives du Ministère des affaires étrangères quelques renseignements sur cette personnalité qui n'a certainement pas agi de son propre chef, mais selon des instructions reçues de son gouvernement.

M. MEYSMANS. — Je crois pouvoir donner quelques indications complémentaires. Il me semble avoir lu — je crois que c'est dans l'Histoire de la sténographie, de Faulmann — que vers la même époque était arrivé en Hollande un sténographe parisien pour prendre les débats d'une assemblée délibérante ; qu'il s'était assis pour commencer son

travail, mais qu'il se récusa dès les premières paroles prononcées, en disant : *je ne savais pas qu'il existait une langue iroquoise pareille à celle-là.*

Il résulte d'abord, si ce fait est exact, qu'on s'imaginait autrefois pouvoir sténographier dans toutes les langues et que le praticien qui s'était présenté, de son côté, croyait qu'on parlait le français dans tous les pays.

M. LE PRÉSIDENT. — C'est là un fait qui semble se rattacher d'autant plus au sujet, que M. Havette avait rapproché lui-même la demande qu'il nous a exposée, à l'appel fait en septembre 1826 par la *Société Concordia*. Quoi qu'il en soit, c'est là un point qu'il serait intéressant d'élucider dans la mesure du possible.

La parole est à M. Thomas pour la lecture, au nom de M. Guénin, sténographe reviseur au Sénat français, d'une très intéressante étude historique inédite sur : « Un compte rendu officiel, il y a mille cinq cents ans ».

(Voir cette note, *Annexe n° 7.*) *(Applaudissements.)*

M. LE PRÉSIDENT. — Il est intéressant de constater qu'on était arrivé à un tel résultat à l'aide des notes tironiennes.

Je crois utile de vous expliquer le fonctionnement même de ces tablettes. Elles se composaient de planchettes de bois d'olivier très minces, enduites sur les deux faces d'une très petite couche de cire. Notre crayon actuel était remplacé par un poinçon émoussé dont l'autre extrémité était munie d'une petite spatule à l'aide de laquelle on pouvait effacer les textes.

Maintenant, comment procédait-on ? Ces planchettes étaient percées d'un trou par où passait un cordonnet, de sorte qu'au fur et à mesure que l'une d'elles était complète, on la faisait retomber de l'autre côté, et ainsi de suite.

Lorsque les dix ou douze planchettes étaient écrites d'un côté, le *notari* retournait le jeu et écrivait au verso. Lorsque toute les planchettes étaient pleines, on entourait le jeu d'un cordon plus long qu'on nouait, et c'est sur ces nœuds que l'on plaçait des cachets de cire. Ce n'est que lors de la transcription que l'on faisait sauter le cachet. A la faveur du procédé que je viens d'expliquer, il était littéralement impossible d'effacer les signes et de les remplacer par d'autres.

Je crois être l'interprète de tous en adressant à M. Guénin nos sincères remercîments pour son très intéressant rapport et en remerciant M. Thomas d'avoir bien voulu nous en donner lecture. *(Applaudissements.)*

La sténographie en Hollande

M. VAN AALS donne lecture d'une note sur l'état de la sténographie en Hollande.

(Voir cette note *Annexe n° 8.*) *(Applaudissements.)*

M. LE PRÉSIDENT. — Je tiens à remercier M. Van Aals de son intéressante communication. Toutefois, je ne puis admettre certaines de ses affirmations ni sa critique à l'adresse des sociétés allemandes. Le monde entier admire l'essor de la sténographie en Allemagne. D'autre part, l'on ne peut mettre en doute la sincérité avec laquelle on procède dans ce pays à l'élaboration des statistiques.

Quant à M. Steger, chef du service sténographique des Etats-Généraux des Pays-Bas, nous avons tous apprécié le mérite exceptionnel de ce brillant sténographe et M. Van Aals se trompe lorsqu'il prétend que les journaux sténographiques étrangers ne se sont occupés que tardivement du décès de M. Steger.

M. NAVARRE. — Je tiens à rectifier l'assertion de M. Van Aals sur un point. Notre journal le *Sténographe illustré* a pu annoncer la mort de M. Steger avant même les journaux sténographiques hollandais. D'autre part, en consultant la collection du *Sténographe illustré*, on peut constater qu'une place respectable a toujours été consacrée à la sténographie hollandaise.

M. HAVETTE. — J'ai publié, moi aussi, dans la *Revue internationale de sténographie,* une notice nécrologique.

M. LE Dr FUCHS. — Il y a plusieurs erreurs dans le rapport de M. Van Aals. La presse allemande a parlé également de M. Steger. Mais il faut tenir compte de ce que celle-ci est mensuelle : il faut donc attendre quatre semaines avant de pouvoir publier une nouvelle de l'espèce ; ensuite, il arrive parfois qu'un événement est signalé lorsque la revue est déjà imprimée, ce qui peut provoquer un retard de deux mois.

M. le Rapporteur a douté de la sincérité des statistiques allemandes; mais est-il bien en situation d'émettre pareille critique en connaissance de cause ? Je ne le pense pas.

Ce sont des employés assermentés qui sont chargés de l'élaboration de la statistique pour ce qui se réfère à l'école Gabelsbergérienne. Nous sommes toujours en possession de documents signés par des personnalités dignes de foi, des directeurs d'école par exemple. Pour les sociétés, les données nous sont fournies par les présidents qui, certes, ne sont pas tous des menteurs en Allemagne.

L'on arrondit peut-être parfois les chiffres, mais cela ne peut modifier les résultats définitifs que d'une façon insignifiante ; du reste, des erreurs de détail se produisent fatalement dans les statistiques les plus officielles et les plus importantes.

Je parle ici principalement au nom de l'école Gabelsbergérienne, car je n'ai pas le droit de prendre la défense des Stolziens, mais M. von Wittken s'élèvera certainement comme moi contre ce reproche bizarre adressé à la statistique allemande.

M. LE PRÉSIDENT. — Je donne la parole à M. von Wittken.

M. VON WITTKEN (*en allemand ; traduction de M. le Dr Fuchs*).

M. von Wittken proteste également de la façon la plus absolue contre l'accusation formulée à l'adresse des statistiques allemandes. Les statistiques de l'école Stolze-Schrey sont absolument sûres et présentent toutes garanties d'exactitude. M. von Wittken insiste sur la sincérité de la statistique de l'école Stolze-Schrey ; je n'ai pas dit autre chose ; j'ai dit que M. von Wittken sera là également pour défendre l'école Stolze-Schrey comme j'ai pris moi-même la défense de l'école que je représente.

Il relève aussi la différence qui existe entre l'école Gabelsbergérienne qui dispose d'employés assermentés, et l'école Stolze-Schrey qui n'en a pas. Mais cette différence explique précisément la raison pour laquelle j'ai protesté spécialement contre les allégations de M. Van Aals, car le reproche adressé à des employés assermentés est beaucoup plus grave. — Je pense que c'est bien là le sens et la portée des observations de M. von Wittken.

M. L. LONGINI. — Je crois que M. le Dr Fuchs, dans sa traduction résumée, a omis un point assez important en ce qui concerne les déclarations de M. von Wittken ; ce dernier, en effet, a fait ressortir que l'école Gabelsbergérienne dispose de fonctionnaires salariés, ce qui n'est pas le cas pour l'école Stolze-Schrey.

M. LE Dr FUCHS. — Je n'ai pas cru devoir attirer l'attention du Congrès sur ce point spécial, parce qu'il ne me paraissait pas capital ; d'ailleurs, les frais en question ne sont pas couverts par le Gouvernement, mais viennent d'une autre source...

M. VAN AALS. — Je n'ai pas eu la pensée de dire que les statistiques allemandes n'étaient pas vraies et que nous avions devant nous des menteurs dans ce pays. J'ai fait une comparaison entre le nombre des associations et celui des sténographes réels...

M. LE PRÉSIDENT. — En ce qui me concerne, je dois déclarer qu'il n'est pas à propos, dans un congrès, de développer des comparaisons de l'espèce.

M. VAN AALS. — Vous m'avez permis de lire d'abord les observations que j'ai faites ; maintenant, vous m'accorderez bien le droit de riposter aux orateurs.

M. LE PRÉSIDENT. — La questions des statistiques n'est nullement à l'ordre du jour, M. Van Aals, et je ne crois pas qu'elle puisse être débattue. Le Congrès n'est-il pas de cet avis ? (*Assentiment*)

M. HAVETTE. — M. Van Aals est parti d'une idée préconçue. Il s'est figuré que dans les différents pays de l'Europe on ne se préoccupait pas assez de la situation de son pays, au point de vue sténographique. Je pense qu'il se trompe. Personnellement, j'ai accordé à la Hollande, dans la *Revue internationale*, une place beaucoup plus large qu'aux autres pays et j'estime qu'en Belgique aussi on rend hommage aux

efforts et à l'activité de MM. Van Aals et Folmer qui sont actuellement à la tête du mouvement sténographique en Hollande. (*Applaudissements.*)

M. LE PRÉSIDENT. — L'incident est clos.

Constitution d'annales permanentes de la sténographie par des rédacteurs nationaux

M. FOLMER donne lecture de son rapport sur la constitution d'annales permanentes de la sténographie par des rédacteurs nationaux.

(Voir ce rapport, *Annexe n° 9.*) (*Applaudissements.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Je remercie l'orateur de sa communication.

Lors du Congrès de 1900, il a été émis un vœu tendant à la création d'un annuaire international qui n'a pu être rédigé parce qu'il représente une somme de travail considérable et qu'il nécessite un grand nombre de souscriptions pour couvrir les frais d'édition. En effet, toutes les matières que ce recueil devrait contenir exigent un grand nombre de pages, et, partant, de grosses dépenses.

Le Comité de jonction avait désigné pour chaque pays un rédacteur chargé du travail.

Je rappelle ce point, parce que cela prouve à M. Folmer que nous sommes entièrement d'accord avec lui et qu'il a repris une question qui avait déjà été soulevée lors des congrès antérieurs.

Sous le bénéfice de ces observations, je demanderai si d'autres membres désirent la parole sur cette question.

M. DECAISNE. — Je suis d'accord avec M. Folmer pour dire qu'il y a un intérêt primordial à avoir dans chaque pays un annuaire de la sténographie ; malheureusement cela coûterait un prix fou. Toutefois, le Congrès pourrait émettre le vœu que dans chaque pays un annuaire interméthodique très complet soit édité par les soins du Comité de jonction. (*Assentiment unanime.*)

M. LE PRÉSIDENT. — M. Decaisne vient de proposer un amendement simplifiant la question. Sa proposition est réalisable, car nous avons publié en France, en 1900, un annuaire interméthodique de l'espèce. J'ajouterai cependant, pour répondre aux observations de M. Folmer, qu'il ne paraît pas avoir eu sous les yeux l'annuaire de l'Association Prévost-Delaunay auquel toutes les écoles peuvent rendre hommage et, à ce sujet, je dois dire, puisqu'il a été question de statistiques, que ces dernières sont établies avec une grande sincérité.

M. NAVARRE. — Je demande que dans le vœu, amendé par M. Decaisne, figure le mot *national* après *interméthodique* et que le recueil porte le titre d'*Annuaire sténographique interméthodique national.*

M. LE Dr FUCHS. — Convaincu qu'il est impossible dans mon pays de préparer semblable annuaire, je m'abstiens pour ce qui concerne l'Allemagne.

M. LE PRÉSIDENT. — Quoi qu'il en soit, la question est tranchée par le vote du Congrès.

M. FOLMER (*en hollandais ; traduction de M. Linaer*).

L'objection principale de M. le Président contre l'impossibilité d'imprimer pareil annuaire, résiderait dans la question financière. Or, je me demande si les membres du Comité de jonction ne peuvent pas s'adresser utilement à leurs Gouvernements respectifs pour l'obtention de subsides.

M. DECAISNE. — J'estime qu'on pourrait laisser aux membres du Comité de jonction toute latitude en ce qui concerne les voies et moyens.

M. LE PRÉSIDENT. — Le Congrès a voté tout à l'heure, à l'unanimité, la proposition amendée par M. Decaisne.

Or, M. Folmer revient sur la question qu'il a lui-même abandonnée, en proposant que les membres du Comité de jonction se chargent, dans les divers pays, de se procurer les ressources nécessaires. Mais il me semble que bien peu de gouvernements accorderaient un subside avant d'avoir eu sous les yeux au moins un spécimen de la publication projetée.

L'important serait donc de trouver d'abord les fonds qu'exige la confection de ce spécimen. Peut-être alors se procurerait-on plus aisément le montant global nécessaire à l'élaboration et à l'impression du travail définitif.

Quant aux subventions gouvernementales, elles sont accordées en effet à certaines sociétés qui ont un caractère philanthropique ou industriel; mais très rarement — je ne vois pas beaucoup d'exemples en France — elles sont consenties à des associations n'envisageant qu'un intérêt purement professionnel ; et il me paraît bien difficile d'introduire dans cet annuaire quelque chose qui le fasse sortir de cette série d'indications et de renseignements essentiellement professionnels.

Utilité de la sténographie pour les hommes de lettres et les journalistes

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Deprins pour donner lecture de sa communication dans les termes que nous avons indiqués tantôt.

M. DEPRINS. — Je serais heureux d'avoir sur la question que je vais traiter l'avis des congressistes. Je suis moi-même directeur de théâtre et homme de lettres...

M. VAN AALS. — Il y a un écrivain allemand qui s'est servi de la sténographie... Goethe...

M. DECAISNE. — Charles Dickens était sténographe...

M. DEPRINS. — Ce sont les remarques que j'ai faites personnellement et les impressions que j'ai recueillies, que je vais vous énumérer. (Voir ce rapport, *Annexe n° 10.*)

M. LE PRÉSIDENT (*interrompant la lecture du rapport*). — Il avait été formellement entendu que vous n'entreriez pas dans les questions de système. Je vous arrête là...

M. L. LONGINI. — Vous entrez dans des questions de système ; votre rapport ne peut pas figurer au compte rendu. Je tiens à protester énergiquement et je regrette que M. Deprins n'ait pas tenu son engagement formel de retirer toute cette partie de son mémoire qui, d'ailleurs, n'avait pas été accepté par la Commission en raison de son caractère tendancieux.

M. GILOT. — Je me raille entièrement à la protestation de M. Longini.

M. DEPRINS. — Je désire faire connaître simplement l'utilité de la sténographie pour les hommes de lettres.

M. LE PRÉSIDENT. — Il est certain qu'en supprimant cette fin l'orateur aurait enlevé à son rapport son caractère tendancieux et l'accord eût pu se faire. Ce sont ces mêmes conclusions — que je ne puis admettre — qui ont déjà soulevé au sein du Comité d'organisation de vives critiques et qui ont provoqué le rejet du rapport.

Ces conclusions ne peuvent donc figurer au compte rendu.

Efforçons-nous, dans nos assises internationales, de ne présenter que des vœux d'un caractère général indiscutable. N'introduisons dans nos débats que les questions qui nous unissent et écartons avec soin toutes celles qui nous divisent et sur lesquelles l'accord serait d'ailleurs impossible.

En Angleterre, l'on peut dire que les journalistes et les sténographes se confondent. En Allemagne, bien des publicistes sont en même temps sténographes : plusieurs directeurs de journaux politiques connaissent la sténographie.

Il devait se fonder en France une école du journalisme, grâce à l'initiative d'un journaliste extrêmement distingué, M. Albert Bataille, qui avait prévu au programme l'enseignement de la sténographie. Et le vœu du rapporteur eût peut-être présenté quelque intérêt si la mort de Bataille et les circonstances qui provoquèrent au *Figaro* une crise importante, n'eussent fait échouer cette tentative.

Dans le cas présent, le vœu ne s'adresse qu'à des personnalités isolées.

D'autre part, je dois dire que cette question n'est pas neuve et qu'elle a déjà été l'objet de communications dans divers congrès.

Mais pareils vœux resteraient absolument platoniques : lorsque nous nous adressons à des administrations, aux pouvoirs publics ou à des associations pour leur proposer une mesure concernant le développement de la sténographie, nous sommes en présence de personnalités ou de corps moraux sur lesquels nous pouvons exercer une certaine action ; mais quand il s'agit d'individualités isolées comme c'est le cas pour les journalistes — car les associations qui les groupent sont d'un ordre purement financier — il n'y a pas possibilité d'émettre des vœux qui puissent avoir un caractère effectif. *(Assentiment.)*

Je vous propose de consacrer encore quelques minutes d'attention à une communication de M. Guénin. *(Adhésion.)*

Recrutement des sténographes parlementaires

M. NAVARRE, au nom de M. Guénin, donne lecture du rapport.
(Voir ce rapport, *Annexe n° 11.*) *(Applaudissements.)*

M. HAVETTE. — Il serait nécessaire d'examiner s'il y a concordance entre ce vœu et celui émis hier quant à l'unification des conditions d'admissibilité et d'examen au poste de sténographe officiel dans les pays où existent deux assemblées délibérantes.

M. LE PRÉSIDENT. — Ce sont deux choses distinctes.

Ici M. Guénin nous signale qu'il serait intéressant que le Congrès précise la limite d'âge extrême.

M. HAVETTE.—J'incline à croire que les deux vœux se complètent.

M. LE PRÉSIDENT. — Je considère que la question de la limite d'âge est secondaire. Il se peut que nous ayons qualité pour émettre un vœu ; mais l'important, c'est l'unification des conditions d'admissibilité. Il n'y a pas d'inconvénient à ce que la limite d'âge soit portée au-delà de trente-cinq ans. Mais ce qui importe, c'est que les candidats d'un même pays ne soient pas placés dans des conditions différentes, selon qu'il s'agit de l'une ou l'autre assemblée délibérante.

M. NAVARRE. — Vous discutez sur la première partie seulement du vœu qui, comme vous le dites, est plutôt accessoire ; mais la seconde partie du vœu est bien plus importante : « le recrutement du personnel sténographique parlementaire aura toujours lieu par la voie du concours ».

M. LE PRÉSIDENT. — Dans le vœu d'hier, il est simplement question des pays où il y a des concours et il est indiqué que pour ces pays, nous désirons que les conditions d'admissibilité soient les mêmes dans les deux Chambres.

Là où les concours existent, il n'est pas nécessaire qu'on invite les pays à les organiser.

M. VAN DEN BOSCH. — Je crois qu'il serait difficile d'établir une limite d'âge, d'autant plus qu'à dix-huit ans on peut déjà être un excellent sténographe parlementaire. Du reste, cette limite d'âge ne peut pas être unifiée, l'âge auquel les jeunes gens peuvent avoir satisfait aux obligations militaires variant de pays à pays.

M. THOMAS. — M. Van den Bosch vient de parler de la limite d'âge inférieure, mais il ne me paraît pas non plus désirable d'exprimer d'une façon précise que la limite d'âge supérieure doive être fixée à trente-cinq ans. Un tel vœu resterait d'ailleurs forcément platonique car les exigences du recrutement ne permettraient pas toujours de s'y conformer. — Le nombre de candidats varie selon les pays. En Belgique il s'est présenté que, faute de candidats méritants parmi les jeunes, on a dû admettre dans les services officiels des sténographes ayant dépassé la quarantaine.

M. LE PRÉSIDENT. — Pour nous résumer, je pense que le vœu de M. Guénin devrait être simplement mis à l'étude et renvoyé à cette fin au Comité de jonction. *(Adhésion.)*

Communication

M. LE PRÉSIDENT. — Mesdames et Messieurs, j'ai reçu le télégramme suivant : « Regrette être empêché par service militaire d'assister au Congrès. Aux amis et confrères, sincères salutations. (signé : Mélin). » *(Applaudissements.)*

Vos applaudissements, Mesdames et Messieurs, me dispensent d'en dire davantage.

La séance est levée à 11 heures 50 minutes.

SECONDE SÉANCE DU SAMEDI 22 JUILLET 1905

Présidence de M. BONNABRY

La séance est ouverte à 2 heures 30 minutes.

Prennent place au Bureau : MM. le D[r] Fuchs (Allemagne), Depoin (France), le chevalier Weber (Luxembourg), Wéry (Hollande) et Brodhéoux (Belgique), secrétaire général.

MM. Linaer et Thomas sont désignés comme sténographes-secrétaires.

Les manuscrits sténographiques de Shakspeare

M. MARTENS, au nom de M. Mathias Levy, de Londres, donne lecture d'un mémoire relatif aux manuscrits sténographiques de Shakspeare.

(Voir ce mémoire, *Annexe n° 12.*) (*Applaudissements.*)

(L'assemblée remercie vivement M. Mathias Levy pour sa très intéressante communication.)

Les associations professionnelles de sténographes

M. DECAISNE, au nom de M. Bonvoux, Président de l'A. P. S. F., donne lecture d'un rapport sur les associations professionnelles de sténographes.

(Voir ce rapport, *Annexe n° 13.*) (*Applaudissements.*)

M. LE D[r] FUCHS. — M. Decaisne, ou plutôt M. Bonvoux, nous demande où en est, en Allemagne, la question des associations professionnelles de sténographes.

On peut dire qu'il n'en existe pas. L'école Gabelsberger commence toutefois à créer des syndicats, mais j'ignore ce qui se fait dans les autres écoles. C'est une question qui demande beaucoup d'études préalables, et notamment l'étude du règlement de l'A. P. S. F.

M. DEPOIN. — Je crois être l'interprète de plusieurs de nos collègues en émettant le vœu que la Commission d'organisation de ce Congrès prenne la direction d'un mouvement dans le sens de la création d'une association professionnelle en Belgique.

Vous avez pu vous rendre compte, d'après le rapport de M. Bonvoux, de la très grande utilité de ces organismes, tant au point de vue de l'intérêt général des sténographes qu'au point de vue de l'intérêt particulier de beaucoup d'entre eux.

Le vœu qui termine le rapport de M. Bonvoux, « que le nombre des associations professionnelles soit aussi restreint que possible dans une même région », a déjà été voté au Congrès de 1900.

Il n'est pas dans les traditions des congrès de remettre en discussion des vœux votés antérieurement, mais nous pouvons déclarer que ce vœu est maintenu. (*Adhésion.*)

La sténographie judiciaire

M. MARTENS, au nom de M. J.-G. de Villefaigne, donne lecture du rapport de la sous-commission de sténographie parlementaire et judiciaire.

(Voir ce rapport, *Annexe n° 14.*) (*Applaudissements.*)

(Les conclusions du rapport sont adoptées à l'unanimité.)

M. LE PRÉSIDENT. — M. Van den Bergh a présenté hier, par motion d'ordre, un vœu ainsi conçu :

« 1° Que l'enseignement de la sténographie soit introduit dans le corps de police ;

» 2° Que pour l'admission des agents de police futurs, la préférence soit accordée à ceux connaissant la sténographie ;

» 3° Que la connaissance de la sténographie soit prise en considération pour l'avancement des agents. »

M. DECAISNE. — Je ne crois pas que nous puissions adopter un vœu formulé d'une façon aussi générale. Quelles connaissances sténographiques voulez-vous d'ailleurs exiger des agents de police, dont un grand nombre savent à peine lire et écrire ? La sténographie ne peut du reste leur être d'aucune utilité et je crois qu'il faut s'en tenir, dans les pays de procédure écrite, à la présence d'un sténographe dans le cabinet du juge d'instruction, pour enregistrer les dépositions des témoins.

M. DEPOIN. — Le vœu de M. Van den Bergh n'ayant pas fait l'objet d'un rapport préalable, et son auteur ayant exposé d'une façon fort sommaire les raisons qui l'ont déterminé à le présenter, je vous propose, Mesdames et Messieurs, de le renvoyer au Comité de jonction qui le portera à l'ordre du jour du prochain Congrès.

M. Van den Bergh pourra alors présenter un rapport complet sur cette question. (*Adhésion.*)

La fraternité dans la famille sténographique

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Thomas pour donner lecture du rapport de M. Cortès.

(Voir ce rapport, *Annexe n° 15.*) (*Applaudissements.*)

M. LE CHEVALIER WÉBER. — Le vœu de M. Cortès est certaine-

ment idéal, mais je ne pense pas qu'il puisse faire l'objet d'un débat dans un congrès international.

Je n'en vois pas le côté pratique. Ce vœu est humanitaire, philanthropique, mais il ne présente pas un caractère saisissable.

M. NAVARRE. — Je crois que nous sommes tous d'accord sur l'objet du rapport, et notre présence ici en est la preuve, mais je ne pense pas que nous ayons à émettre un vœu. Nous ne pouvons pas d'ailleurs demander à toutes les écoles de fusionner entre elles ; c'est irréalisable. Je pense que nous devons nous borner à acter le rapport de M. Cortès comme une communication adressée au Congrès.

M. DEPOIN. — La portée du vœu n'est pas de demander aux différentes écoles de fusionner entre elles, ce qui serait demander à chacune en particulier de se dissoudre. Ce n'est pas cela que propose M. Cortès.

Je pense que, nous inspirant de ce rapport, nous pourrions émettre le vœu que les polémiques entre les journaux sténographiques restent dans le domaine de la dignité et de l'élévation des pensées, qu'elles s'en tiennent aux discussions de doctrines et qu'elles ne s'abaissent pas à des questions personnelles, à des insinuations ou à des attaques qui ne peuvent que discréditer ceux qui s'y livrent. En France, il est arrivé que des conflits de ce genre ont été portés devant les tribunaux, ce qui est profondément regrettable. C'est pourquoi je propose au Congrès d'émettre le vœu « que les polémiques entre les sociétés et les journaux sténographiques restent toujours courtoises et ne dépassent pas le niveau de la dignité professionnelle ».

M. NAVARRE. — Je pense que nous serons tous d'accord pour accepter cette rédaction qui présente un caractère plus saisissable que le vœu formulé par M. Cortès.

M. LE CHEVALIER WÉBER. — Parfaitement.

(Le vœu ainsi rédigé est adopté à l'unanimité.)

La sténographie musicale

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Thomas pour donner lecture d'un mémoire sur un essai de sténographie musicale, adressé au Congrès par M. le Dr Prof. Mussa, de Turin.

(Voir ce mémoire, *Annexe n° 16.*)

(L'assemblée remercie vivement M. le Dr Prof. Mussa pour sa très intéressante communication.)

Motions diverses

M. LE PRÉSIDENT. — Mesdames et Messieurs, notre ordre du jour étant épuisé, il nous reste à déterminer la date et le lieu du prochain

Congrès international. Aucune invitation formelle ne nous étant encore parvenue, je vous propose de renvoyer la question au Comité de jonction. (*Adhésion.*)

Le Comité de jonction devant s'adjoindre quelques membres, je prie ceux d'entre vous qui seraient désireux d'en faire partie d'adresser une demande à M. Depoin, secrétaire général. Le Comité statuera incessamment.

M. LE Dr GASTER fait part à l'assemblée du programme très copieux de la journée du lendemain, réservée à une excursion à Anvers.

Congratulations

M. BRODHÉOUX, secrétaire général, au nom de la Commission d'organisation, adresse des remercîments aux gouvernements étrangers qui ont bien voulu se faire représenter au huitième Congrès international de sténographie, ainsi qu'aux praticiens distingués et aux professeurs éminents qui ont répondu à l'appel des sténographes belges et qui ont présenté au Congrès de si intéressantes communications. (*Applaudissements.*)

Il propose enfin à l'assemblée de voter des remercîments à MM. Duvivier, Friant, Linaer, Longini, Martens et Thomas qui ont bien voulu recueillir la sténographie des débats. (*Applaudissements.*)

M. LE PRÉSIDENT exprime aux sténographes belges toute la gratitude des confrères étrangers pour l'accueil aimable et cordial qui leur a été fait à Bruxelles. Il remercie tout particulièrement M. Scheere, président de la Commission d'organisation, qui est, à son grand regret, obligé de s'absenter cet après-midi, et à M. Brodhéoux, le distingué secrétaire du Congrès. (*Applaudissements.*)

M. DEPOIN félicite la Commission organisatrice de la façon aussi brillante qu'heureuse dont elle a triomphé des multiples obstacles dont sa route était semée.

Il remercie tout spécialement M. Scheere, président de la Commission, qui, malgré le deuil cruel dont il vient d'être frappé, a voulu rester au poste et a conduit si heureusement au port la barque qui lui avait été confiée.

L'orateur exprime l'espoir que l'appel à la fraternité qui nous a été adressé par notre éminent confrère espagnol, M. Cortès, sera entendu et que, grâce à l'action des congrès internationaux, cet idéal sera bientôt réalisé. (*Applaudissements.*)

En terminant, M. Depoin remercie la Belgique d'avoir, après l'Angleterre, la France, l'Autriche-Hongrie, l'Allemagne et les Etats-Unis, relevé le drapeau des congrès internationaux. Il espère que l'exemple sera suivi et il remercie la Belgique de son hospitalité. (*Applaudissements prolongés.*)

Le huitième Congrès international de sténographie est clos et la séance est levée à 4 heures.

RAPPORTS

VIIIe CONGRÈS INTERNATIONAL DE STÉNOGRAPHIE

ANNEXE N° 1

—

RÉSULTATS DU VIIe CONGRÈS INTERNATIONAL

RAPPORT

présenté par M. DEPOIN, au nom du bureau du Comité de jonction sur les résultats du VIIe Congrès international.

(Adopté dans la séance du 7 juillet 1905, présidée par M. Grosselin.)

Mesdames, Messieurs,

Le rapport que j'ai l'honneur de vous présenter au nom du Comité de jonction des Congrès de sténographie a pour but de vous exposer la suite donnée aux vœux des Congrès sténographiques internationaux de Paris en 1889 et 1900. Ce dernier a émis plusieurs vœux importants d'ordre général.

Le premier est relatif à la création d'un office international de sténographie. Nous avions espéré que cette institution pourrait naître dans la capitale du Grand-Duché de Luxembourg. Des circonstances financières entravent la réalisation de ce projet qui devait coïncider avec la construction d'un musée national. L'Institut international de bibliographie de Bruxelles, qui vient d'être doté de vastes locaux, a accueilli l'idée et, d'après un échange de vues préalable avec l'un des représentants autorisés de cet établissement, aucun obstacle ne s'opposerait à ce que cette institution pût entrer prochainement en vigueur. Le Congrès de Liège recevra sans doute des déclarations publiques à ce sujet.

L'œuvre considérable entreprise, sur les indications du Congrès de 1900, par le Comité de jonction, l'établissement d'une bibliographie sténographique internationale, est maintenant réalisée. Pour l'Allemagne, on a dû se restreindre à la période décennale de 1891 à 1900. Mais pour la France, la Belgique, la Hollande, la Suède, la Suisse, les pays Yougo-Slaves, la bibliographie a pu revêtir un caractère général et remonter aux premières origines, grâce à nos collègues M. Havette, M. Thomas, le regretté

M. Steger, le capitaine Melin, M. Louis Mogeon et M. Bezensek. Vous avez sous les yeux ces travaux, parmi lesquels l'œuvre si laborieuse, si consciencieuse et si parfaite de M. Havette se place au premier rang et a un droit tout particulier à vos éloges.

Quant à l'annuaire international, la France seule a réalisé le desideratum du Congrès. Là il reste beaucoup à faire, et nous vous proposons d'exprimer le vœu que les efforts réunis du Comité de jonction et de la presse sténographique assurent à l'avance un nombre de souscriptions suffisant pour qu'une publication de ce genre puisse être entreprise et de continuer utilement sur les bases établies en 1902 à la réunion de Luxembourg.

Passons maintenant aux vœux spéciaux correspondant aux trois divisions de notre programme.

1. *A*. — STÉNOGRAPHIE PARLEMENTAIRE. — Le Congrès de 1889 a émis le vœu que le recrutement du personnel des services officiels soit toujours fait par voie de concours ; que la revision des discours soit effectuée par des sténographes et que les chefs des services soient choisis parmi les praticiens faisant partie de ces services officiels. Ces trois vœux, pour la France, étaient déjà des réalités. Enfin le dernier vœu, longuement discuté dans la séance du 16 août 1889, demandait que le recrutement des services officiels se fît sans distinction de méthodes, ce mode de recrutement étant le seul qui permette de faire entrer les meilleurs praticiens et d'assurer le perfectionnement des systèmes. Personne n'a songé à revenir sur ces vœux dans le Congrès de 1900. M. Olivier Loyer avait déposé une proposition tendante à supprimer le baccalauréat comme condition d'admissibilité dans les services officiels Ce vœu fut écarté comme ayant un caractère spécial à la France et renvoyé à un Congrès national. Son auteur n'a pas essayé de le faire revivre ; mais, depuis lors, l'attention du monde sténographique français a été appelée, par les résultats des concours les plus récents, sur deux des questions traitées en 1889. Les résultats de ces concours ont tout d'abord montré le bien fondé de la résolution votée sur la proposition de M. Guenin. Au concours de la Chambre en 1903, deux phonétistes de système différent, M. Izard (Duployé-Buisson) et M. Robert (Aimé-Paris) ont été admis concurremment avec un Prévost-delauniste, fils du très distingué chef-adjoint du service, M. de Noircarme. Au concours du Sénat en 1905, M. Pillon (Duployé-métagraphe) a été admis. Au concours de la Chambre en juin, M. Seigneur (Duployé-intégral) a été admis. Les candidats placés immédiatement après les admis, M. Bonnet au premier concours, M. Seigneur au second, M. Lefèvre au troisième, sont phonétistes Ces résultats se produisent au moment où près des deux tiers du personnel des services officiels (exactement vingt-neuf sur quarante-cinq) pratiquent un système dérivé de Prévost, montrent à quel point les résultats de l'expérience s'éloignent de la perspective entrevue par M. Delaunay. Tout en protestant contre le terme d'*unitarisme* comme empreint d'une nuance d'utopie, notre éminent collègue demandait avec une grande loyauté que l'on continuât des expériences comparatives pour aboutir au choix de la meilleure méthode qui devrait être imposée si ces résultats étaient concordants S'il vivait encore, il devrait convenir que l'heure n'est pas venue encore de se décider.

J'ajouterai, en ouvrant une parenthèse, qu'une sanction indirecte a été donnée en 1903 à ce vœu du Congrès dans ses applications à l'ordre administratif. Une tentative en faveur de l'unité de système avait été faite à la Direction des Chemins de fer de l'Etat. Le règlement, en admettant la

sténographie dans les matières facultatives de l'examen aux emplois du service central, imposait aux candidats une méthode déterminée. Les protestations des sténographes de tous les systèmes ont amené le retrait de cette mesure et les concours sont maintenant ouverts aux candidats sans distinction de chapelle.

Revenons aux derniers concours parlementaires. Les éliminations prononcées ont mis en relief les différends existant entre les deux assemblées quant aux conditions extrinsèques exigées des candidats. Jusqu'à ces dernières années, pour l'âge maximum des candidats, il existait un écart de quinze ans entre les deux Chambres, en sens inverse (ce qui peut sembler bizarre) du minimum d'âge imposé par la Constitution aux membres de ces assemblées. Une décision du Bureau de la Chambre des députés a réduit cet écart à cinq ans. Les deux tiers du chemin sont faits par une assemblée ; pent-être l'autre pourra-t-elle à son tour franchir l'autre tiers. Un de nos collègues, M. Guenin, vous présentera un vœu tendant à fixer à trente-cinq ans la limite d'âge maxima. A un autre point de vue, le règlement de la Chambre des députés contient une disposition répondant en quelque manière aux idées de M. Loyer : en cas d'insuffisance de tous les candidats bacheliers, de non bacheliers peuvent concourir et se faire admettre. En revanche le baccalauréat ès-lettres est seul accepté, à l'exclusion de tous autres, tandis qu'au Sénat l'assimilation est de droit. Il peut donc se faire, par le jeu combiné de ces règlements, qu'un candidat brillamment classé perde tout le bénéfice de son travail parce qu'il est atteint par la limite d'âge au Sénat, tandis qu'à la Chambre où il pourrait se présenter avec succès, il se trouve écarté parce que le baccalauréat qu'il possède et qui lui a permis de concourir au Sénat, n'est pas le baccalauréat ès-lettres. Des déclarations publiques récemment faites par M. Paul Doumer, montrent que le président actuel de la Chambre des députés est disposé à étudier les moyens d'unifier, par un accord entre les Bureaux des Chambres, les dispositions qui régissent les conditions de l'examen.

S'appuyant sur ce principe que « les conditions pour l'admission à des emplois équivalents doivent être uniformes, » notre vénéré président, M. Grosselin, s'est associé à un vœu présenté par M. Depoin au nom de l'Institut sténographique de France. Ce vœu a été approuvé par l'Association professionnelle des sténographes français dans sa séance du 24 juin. En voici le texte :

« Le huitième Congrès international de sténographie, réuni à Bruxelles, émet le vœu que, dans les pays où il existe plusieurs assemblées parlementaires, les conditions d'admissibilité et d'examen aux postes de sténographe officiel, soient uniformisées par suite d'une entente entre les Bureaux de ces assemblées, et que les remaniements nécessaires soient apportés aux règlements des concours en vue de les harmoniser ».

1. *B*. — STÉNOGRAPHIE JUDICIAIRE. — Les vœux du Congrès de 1900 à cet égard ont été l'objet d'un rapport très documenté de M. de Villefaigne auquel il semble difficile de rien ajouter et que le Comité de jonction fait sien, en le présentant au Congrès de Bruxelles.

2. *A*. — STÉNOGRAPHIE COMMERCIALE. — Le point le plus intéressant était celui des garanties à exiger pour la délivrance des brevets de sténographe. En pratique la question a fait un grand pas en France, grâce aux mesures prises par l'Association professionnelle pour rendre ses examens accessibles à tous, et pour abaisser la cotisation de ceux de ses membres inscrits dans d'autres sociétés. D'autre part, le projet préparé par une commission spéciale réunie par les soins du Comité de jonction

français, a été soumis à différents groupes et favorablement accueilli. Les Congrès Duployens de 1904 et 1905 y ont adhéré. D'un autre côté, dans plusieurs villes, comme en France à Bordeaux et Lyon, en Belgique à Anvers et Bruxelles, les examens de clôture des cours publics de sténographie se font en présence de commissions officielles désignées par les autorités universitaires, politiques et municipales. Pour les épreuves générales que l'Institut sténographique a établies, les commissions ont fonctionné dans de nombreux centres pour ainsi dire administrativement. Plusieurs commissions formées pour ses épreuves par l'Association unitaire ont été présidées par des inspecteurs primaires. Pour tous les cours faits dans l'armée, les commissions d'examen ont été constituées par les autorités militaires. Ainsi de sérieux efforts ont été faits pour donner suite aux décisions du Congrès.

La situation des sténographes commerciaux a préoccupé les divers Congrès et a donné lieu, à la réunion du Comité de jonction tenu à Bordeaux en 1903, à l'adoption du questionnaire préparé par M. Decaisne, et que le Comité de jonction soumet au Congrès de Bruxelles.

Des éléments importants pour cette enquête ont été déjà recueillis. Ils ont fait l'objet d'une communication de M. Navarre au Congrès des Sociétés savantes en 1903, qui a eu les honneurs de l'impression dans le compte rendu officiel et a été publiée à part sous les auspices du Ministère de l'instruction publique.

Elle fait partie des publications présentées au Congrès.

Le facteur principal de l'abaissement des honoraires étant l'incapacité de certains candidats qui jette une défaveur sur l'ensemble de la profession, le Comité de jonction a fait imprimer et distribuer un tract dont M. Lelioux a bien voulu rédiger le texte, sur *les connaissances préalables indispensables au sténographe*. Ce tract a été distribué au membres du Congrès.

2 *B*. — ASSOCIATIONS CORPORATIVES. — Les vœux du Congrès de 1889 ont eu leur répercussion non seulement par la fondation de l'Association professionnelle et interméthodique des sténographes français, exclusivement recrutés au moyen d'épreuves à cent et cent cinquante mots, mais encore par l'introduction dans les statuts de plusieurs sociétés, de clauses imposant des examens gradués aux membres, en étendant leurs droits de contrôle ou de direction en proportion de leurs capacités professionnelles justifiées. Les sociétés qui, comme l'Institut sténographique en 1897, le Syndicat des dames sténographes en 1900, sont entrées dans cette voie, se sont vivement félicitées d'avoir pris une mesure où elles ont puisé une autorité grandissante. Elles sont arrivées à ce résultat de supprimer absolument le chômage pour leurs membres et de procurer des situations, non seulement honorables mais rémunératrices à tous ceux qui ont subi les épreuves statutaires à la vitesse de cent mots et au-dessus. M. Bonvoux, président de l'Association professionnelle, vous présentera un rapport spécial sur son organisation.

3. — ENSEIGNEMENT DE LA STÉNOGRAPHIE. — Des statistiques récemment publiées ont prouvé que les vœux des Congrès de 1889 et 1900 pour le développement de l'enseignement de la sténographie étaient entrés en France dans la voie de la réalisation. Un document émané du Ministère de l'instruction publique a révélé que dans cinq cent onze établissements en dépendant, la sténographie est enseignée. Mais ce chiffre est notoirement inférieur à la réalité, car des contrôles partiels ont permis de constater que dans bien des circonscriptions d'inspection primaire les enquêtes ont été insuffisantes ou nulles. En revanche, la statistique des écoles spéciales dépendant du Ministère du commerce est complète. Dans un septième seulement de ces écoles l'enseignement de la sténographie ne fonctionne pas encore. Dans plusieurs il se donne simultanément d'après deux systèmes, l'un phonétique, l'autre non phonétique, aux choix des élèves. Cette mesure serait parfaite si, dans la pratique, elle ne donnait lieu à aucun abus. Mais on assure qu'en certains endroits (mettons que ce soit aux îles Gambier) il se trouverait des directeurs qui, pour éviter à l'un des professeurs de sténographie l'humiliation d'une classe trop réduite grâce au succès de son concurrent, imposeraient arbitrairement à toute une catégorie d'élèves de quitter le professeur de leur choix pour aller fréquenter le cours trop déserté. Ainsi comprise, la liberté des méthodes serait une ironie. Espérons que les choses ne se passent ainsi qu'aux îles Gambier.

Depuis le Congrès de 1900 des vœux ont été émis dans diverses assemblées, à la suite de la publication de la statistique du Ministère du commerce, dans le sens de l'unification des dispositions fort disparates auxquelles donne lieu, dans les écoles relevant de ce Ministère, l'enseignement de la sténographie. Tantôt il est obligatoire, tantôt facultatif, tantôt comme nous l'avons dit, il n'existe pas. Il est donné ici pendant une heure par semaine, là pendant deux heures, ailleurs pendant trois. Il dure un an dans certaines écoles, deux ans dans d'autres, dans quelques-unes trois ans. Les résultats de l'enseignement sont constatés par des examens qui vont de la calligraphie pure à une vitesse supérieure à cent mots dans certains cas, avec toutes sortes de variantes. Tantôt l'examen est obligatoire, tantôt facultatif. Enfin le coefficient de la sténographie dans l'examen de sortie, est extrêmement variable. Le Congrès des Sociétés savantes tenu à Paris en 1904, dans la section des sciences économiques et sociales présidée par M. Levasseur, administrateur du Collège de France, a émis des vœux inspirés par ceux du Congrès de 1900 et qui ont été repris il y a quelques semaines par le Congrès du commerce, dans sa section d'enseignement présidée par M. Jacques Siegfried :

« Que l'enseignement de la sténographie et de la machine à écrire soit obligatoire pour tous les élèves des écoles commerciales qui, à l'examen d'entrée, n'ont pas justifié d'une connaissance suffisante de ces deux arts.

» Que l'effort demandé pour leur formation sténographique aux élèves des cours commerciaux et des établissements d'instruction supérieure commerciale, soit en proportion du but qu'on se propose d'atteindre en aboutissant à l'acquisition d'une vitesse d'environ cent mots par minute. »

Nous proposons au Congrès de Bruxelles de les renouveler en se prononçant dans le sens que les dispositions adoptées par les règlements des diverses écoles commerciales existant dans un même pays soient unifiées.

Le Congrès de 1900 s'était préoccupé de deux questions qui n'avaient pas été touchées en 1889 : l'enseignement de la sténographie dans l'armée et dans les écoles normales.

Le Congrès des Sociétés savantes qui depuis 1893 a fait dans la plupart de ses sessions une place à la sténographie, a entendu, en 1902, une communication du capitaine Pelletier, rapporteur de la question au Congrès de 1900. Les vœux adoptés par nous lui ont été rappelés et le Bureau de la Section des sciences économiques et sociales a témoigné de l'intérêt que présentait ce mémoire en lui accordant aussi les honneurs du compte rendu officiel et d'un tirage à part exécuté par l'Imprimerie nationale. Grâce à l'initiative de M. Maurice Berteaux, Ministre de la guerre et pré-

sident de la Société républicaine des conférences populaires, cette dernière société a été autorisée à créer des cours de sténographie dans les casernes sous le patronage du gouvernement. Depuis le 1[er] novembre 1904, septante et un centres militaires ont vu fonctionner des cours et l'an prochain les vœux du Congrès de 1900 auront trouvé en France leur complète réalisation.

Le Ministère de l'instruction publique a montré moins d'empressement à nous suivre que le Ministère de la guerre. Toutefois des efforts isolés, mais de plus en plus nombreux, ont été faits pour l'introduction de l'enseignement de la sténographie dans les écoles normales. Les vœux du Congrès de 1900 ont été appuyés par la Ligue de l'enseignement, et tout récemment le Congrès colonial réuni à Paris s'est associé dans la Section d'enseignement colonial présidée par M. Halais, maire de Hanoï, aux vœux de la Ligue en faveur de l'introduction d'un cours de sténographie dans le programme des écoles normales, spécialement de celles destinées à former des instituteurs coloniaux. Le Congrès a également félicité le Gouvernement de l'Indo-Chine qui a déjà beaucoup fait pour développer l'enseignement de la sténographie et qui a accordé quatre primes de 1,000 francs, par voie de concours, aux colons et fonctionnaires de la Cochinchine qui justifieraient de la connaissance de la sténographie. Le Congrès colonial a émis le vœu que cet exemple soit suivi dans les autres colonies françaises.

Le développement croissant de l'enseignement de la sténographie oblige à se préoccuper sérieusement du recrutement du professorat. Notre collègue M. Havette a présenté à la réunion du Comité à Bordeaux, un rapport détaillé sur les connaissances exigées dans les divers pays des professeurs de sténographie. Ce rapport est entre vos mains.

Je ne puis terminer cet exposé sans adresser au nom du Comité de jonction des remerciements au Gouvernement grand-ducal et à la municipalité de Luxembourg qui, en 1902, nous ont fait dans ce pays si sympathique un accueil qui ne sera pas oublié ainsi qu'à la municipalité de Bordeaux, qui a reçu officiellement le Comité en 1903. Si le Gouvernement suisse et la ville de Berne qui s'étaient proposés de nous offrir l'hospitalité en 1904, n'ont pas pu le faire, la cause en est à un douloureux concours de circonstances qui ont successivement enlevé trois des représentants de la République helvétique dans le Comité de jonction : M. le professeur Socin, M. le colonel Suter et M. Rudolphe Schwarz, président du Bureau sténographique des Chambres fédérales qui se faisaient un plaisir de nous ménager une de ces réceptions cordiales comme la Suisse en a le secret, ils ont succombé à quelques semaines d'intervalle en 1903. A leurs noms, comme à ceux de M. Cappelen, chef du service sténographique de Norvège qui a disparu au lendemain du Congrès de 1900 où il avait conquis l'unanime sympathie, de M. Marchante, chef du service sténographique au Parlement espagnol, délégué au même Congrès, mort en décembre 1902, enfin de M. Steger, le vénéré directeur honoraire du service sténographique officiel des Pays-Bas, décédé en 1904 à l'âge de soixante-seize ans, permettez-moi de joindre pour les associer tous, dans un souvenir ému, le nom de M. Paul Detot, sténographe reviseur au Parlement français, ce laborieux et modeste praticien qui fut l'honneur de la carrière et dont la vie, toute de travail et de persévérance, peut être donnée comme modèle aux sténographes parlementaires de l'avenir.

(Voir page 21.)

ANNEXE N° 2

—

CRÉATION D'UN BREVET DE CAPACITÉ POUR LES STÉNOGRAPHES COMMERCIAUX

RAPPORT

présenté par M. le Dr FUCHS, professeur et docteur en philosophie, délégué officiel du Gouvernement saxon et de l'Institut royal sténographique de Saxe.

Mesdames, Messieurs,

On pourrait se demander si la question que je dois traiter « Création d'un brevet de capacité pour les sténographes commerciaux » est une question internationale, ou seulement nationale. Le seul fait que le Comité de jonction l'a inscrite au programme du Congrès international pourrait trancher ce doute. Mais je ne suis pas adorateur d'un ukase, quelle que soit l'autorité qui l'ait formulé et je crois par conséquent qu'il importe d'établir en quelques mots l'intérêt international de la question.

Aujourd'hui, les grandes questions, n'importe de quelle nature, ne se rattachent plus à une seule nation. S'il est vrai que tous les chemins conduisent à Rome, on n'utilise cependant que les grandes lignes inscrites dans les horaires de chaque pays et connus de tout le monde. Ainsi les sténographes, eux aussi, recherchent pour toutes les idées générales d'une certaine portée l'uniformité des institutions. Ils veulent rapprocher et uniformiser les institutions tendant à réaliser un intérêt commun de l'art sténographique. Comme le commerce de nos jours passe les frontières des nations, les sténographes commerciaux suivent ce développement et, comme le besoin de se servir de correspondants connaissant plusieurs langues va s'étendant de jour en jour, il est désirable que leurs qualités et leurs connaissances soient à peu près semblables. Je souligne *à peu près*, car si le besoin de parallélisme entre les capacités des sténographes commerciaux des différents pays est évident, on doit en même temps reconnaître les degrés extrêmement différents du développement de notre art, par exemple en France, en Allemagne, dans le Grand-Duché de Luxembourg, en Espagne, et les différences notables de la situation commerciale, sociale, financière des différents pays. En outre, le nombre des sténographes est très différent et, par conséquent, la chance de se créer une position l'est également. L'école Gabelsbergérienne, dans l'Empire allemand, pour ne citer qu'un exemple, comptait, le 30 juin 1904, mille six cent septante-neuf sociétés avec soixante-deux mille trois cent cinquante-trois

membres; dans le domaine germanique, c'est-à-dire où l'on parle allemand, mille huit cent soixante-neuf sociétés avec septante-trois mille deux cent trente-six membres; système Gabelsberger, avec les adaptations à d'autres langues, mille neuf cent septante-quatre sociétés avec septante-huit mille neuf cent nonante-cinq membres; tandis qu'en France, au 1er janvier 1905, l'école Duployé, d'après une communication aimable de M. Depoin, comprenait quarante-six sociétés avec quatre mille huit cents membres. Or, il serait exagéré de demander une uniformité absolue des détails dans les règlements français et allemands. Puis il y a un développement historique qu'on ne peut pas éliminer d'un trait de plume. Nous avons chez nous trente-six ligues régionales de sociétés Gabelsbergériennes; en France on en compte que trois : l'Institut sténographique pour l'école Duployé; l'Association unitaire pour l'école Prévost-Delaunay et l'Union des sociétés de sténographie, interméthodique. Il en résulte que le nombre des commissions dans les deux pays ne peut pas être le même; il dépend du besoin, du nombre d'adhérents, du chiffre de la population, du site géographique, etc. Voilà pourquoi la question dont nous parlons, à côté de son caractère international a aussi des aspects purement nationaux. J'ajoute que dans quelques pays et dans certaines écoles il existe déjà des examens pour les sténographes commerciaux; c'est le résultat de grands efforts, de nombreuses délibérations et de compromis qu'on ne voudrait pas sacrifier à l'uniformité. Voilà, en dernier lieu, la raison pour laquelle je ne propose pas de vœux strictement formulés et qui devraient être observés rigoureusement. Il suffira d'émettre simplement le vœu que des examens de capacités pour les sténographes commerciaux soient organisés dans les pays représentés au Congrès et de déclarer désirable que leurs règlements ne s'éloignent pas trop d'un règlement type que nous formulerons, si vous y tenez, à la fin de la discussion, en en tirant ce qui n'aura pas été contesté.

N'attendez donc point, Mesdames et Messieurs, que je vous propose un plan arrêté qu'il faudra, ou accepter sans aucun amendement, ou rejeter purement et simplement; contentez-vous de l'exposé du règlement de la Fédération allemande, méthode Gabelsberger, pour en tirer ce qui est applicable ailleurs. Je laisserai de côté, comme c'est l'usage des congrès, les détails de méthodes et d'écoles et je me bornerai à des points de vue généraux.

Je mettrai au premier plan les questions à étudier plus spécialement : nombre des examens par an, siège de l'examen, formation d'une commission chargée de la préparation de l'examen et de la surveillance, classes ou degrés, matière et vitesses, durée de la transcription de la prise, droit d'inscription, emploi des fonds, primes en dehors du certificat, texte du certificat. Toutes ces questions seront à régler selon les habitudes des sociétés sténographiques, et souvent, on sera fort embarrassé de trouver le mieux, supérieur au bon.

Permettez-moi maintenant, Mesdames et Messieurs, de vous exposer de quelle manière la Fédération allemande Gabelsberger, par arrêté du mois de juin 1903, a réglementé tous ces détails.

Le nombre des examens annuels est d'un au minimum. Il s'en suit que, suivant les besoins, ce nombre peut être porté à n'importe qu'elle hauteur.

L'endroit où doit se passer l'examen est le siège de l'Union qui le prépare. Comme il se forme tous les jours de nouvelles unions de sociétés sténographiques, le nombre des sièges d'examen augmente également. Je compte, dans l'annuaire de 1905, en Allemagne, trente-six unions, comprenant plusieurs sièges, et il y a encore à peu près douze unions locales.

Ces unions sont très différentes quant au nombre des sociétés affiliées; par exemple, l'union de la Prusse de l'Est compte six sociétés, celle de la Prusse de l'Ouest neuf, celle de Brandebourg trente-cinq, celle de la Silésie vingt et une, celle de la ville de Chemnitz soixante. Comme le royaume de Saxe comprend actuellement à lui seul deux cent soixante-sept sociétés, il n'y a que les unions locales qui organisent des examens. Il est absolument certain que, d'après ces chiffres, on ne pourra pas généraliser la question de savoir combien il faut de sièges d'examen dans chaque pays; cela dépendra toujours de multiples considérations que ne sauront juger que les organisations locales. Toutes ces unions fixent naturellement comme siège de l'examen le chef-lieu de la province ou du canton, ou la ville même. Mais il leur est permis de désigner aussi une ville autre que celle du siège social. Si les unions sont très petites, elles peuvent se réunir pour l'organisation des examens.

On élit une commission dans chaque union. Le nombre des membres n'est pas fixé; la qualité exigée des examinateurs non plus, mais il est néanmoins certain que le choix se porte toujours sur des personnes le mieux qualifiées, surtout sur des professeurs de sténographie ayant satisfait à un examen officiel. Quelques unions admettent aussi comme membres, honoraires plutôt qu'actifs, des fonctionnaires de l'Etat, de la province, du canton ou de la ville, des inspecteurs de l'instruction publique et, s'il y a lieu, des boursiers, des chefs de grands établissements industriels ou commerciaux, etc. Ils sont élus, en tous cas, pour trois ans. Le président de la commission est nommé par le président de la Fédération générale qui porte son choix sur des personnes recommandées par les unions

Il y a deux degrés ou titres : 1° celui de praticien; 2° celui de sténographe commercial. Le titre de praticien ne doit pas être confondu avec celui de sténographe du Sénat ou de la Chambre des députés : il ne vise que le commerce; les praticiens parlementaires ont chez nous un autre titre.

L'examen de praticien comprend une dictée de dix minutes à la vitesse de deux cent quarante syllabes par minute et la transcription en écriture ordinaire; le second degré comprend une dictée de dix minutes à cent quatre-vingts syllabes par minute et la transcription. Aux praticiens, on accorde pour la traduction deux heures quarante minutes au plus; aux sténographes commerciaux, deux heures. Les commissions délivrent aussi des certificats supérieurs sur demande. Il est interdit aux candidats de se servir d'un livre ou d'un manuel; celui qui enfreindrait cette défense serait exclu.

Le prix d'inscription à verser d'avance à une personne désignée par l'union n'est pas fixé et je m'abstiens d'une proposition à cet égard pour des raisons indiquées à divers endroits de mon rapport. Les frais sont payés d'abord et l'excédent sert au remboursement du voyage des membres du Comité ou est considéré comme un fonds augmentant les recettes générales de l'union.

Si le candidat fait valoir des connaissances spéciales, la commission peut lui accorder une prime, mais seulement par un vote unanime. Le président de la Fédération la choisit et l'alloue lui-même. La prime consistera, sans que cela soit prescrit expressément, en une œuvre sténographique quelconque.

Il est permis de se présenter plusieurs fois à l'examen.

Chaque candidat qui aura réussi l'examen recevra un diplôme signé du

représentant de la Fédération et des membres de la Commission. Le diplôme contient : 1° l'entête de la Fédération ; 2° le titre de « Certificat» ; 3° le nom du candidat ; 4° l'affirmation qu'il a pris et transcrit une dictée de dix minutes de tel ou tel nombre de syllabes, sans lacunes ; qu'il a eu besoin de tant de minutes pour la traduction et qu'on lui accorde le titre de praticien ou de sténographe commercial ; 5° lieu, date et signatures.

Voilà, Mesdames et Messieurs, l'organisation de l'examen dans l'école Gabelsbergérienne allemande. On entendra peut-être encore quelques détails sur les examens des autres écoles allemandes, mais je termine ici mon rapport, laissant la parole aux représentants des dites écoles ici présents. Du reste, je suis convaincu que chez eux l'organisation est à peu près la même ou que, si elle en diffère, ce n'est pas par des différences de principe, mais par des différences d'un caractère plus ou moins local.

Quant à une conclusion, j'estime qu'elle doit être extrêmement générale, par exemple : « Le Congrès émet le vœu que des brevets de capacité pour les sténographes commerciaux soient créés dans les différents pays. »

(Voir page 23.)

ANNEXE N° 3

—

QUESTIONNAIRE RELATIF AUX STÉNOGRAPHES COMMERCIAUX OU INDUSTRIELS

RAPPORT

présenté par M. Émile DECAISNE, vice-président de l'Association professionnelle des sténographes français.

Messieurs et chers Confrères,

En souhaitant la bienvenue aux membres du Comité international de jonction, présents à Luxembourg, le 11 août 1902, le distingué Ministre de l'instruction publique et des finances du Grand-Duché disait que, « par suite des transformations du monde moderne, la sténographie répond à l'état d'âme d'une société dans laquelle l'industrie et le commerce sont les principales préoccupations ».

Messieurs, ce langage élevé, tenu non seulement par M. le Ministre de l'instruction publique, mais encore par tous les représentants autorisés du Grand-Duché de Luxembourg, correspondait si bien au sentiment qui nous animait tous, que le Comité de jonction décidait à l'unanimité de porter à l'ordre du jour du prochain Congrès international, la question d'actualité si pressante de la sténographie commerciale et industrielle et chargeait l'auteur du présent travail de lui soumettre, lors de sa plus prochaine session, à Bordeaux, un questionnaire sur les conditions générales de la sténographie commerciale ou industrielle telle qu'elle est actuellement pratiquée, sur son fonctionnement normal, sur son avenir, et sur les modifications ou améliorations qu'il pourrait y avoir lieu d'y apporter.

Ce questionnaire, soumis au Comité de jonction et approuvé par lui, est destiné, dans notre pensée, à préparer une vaste enquête et à provoquer les réponses nécessaires à celui d'entre vous qui sera chargé de présenter un rapport général aussi complet que possible au prochain Congrès international.

L'étude que nous vous soumettons est forcément brève, peut-être même incomplète, le champ que nous nous sommes assigné étant lui-même restreint. Il ne nous a pas paru, en effet, utile, à l'occasion d'un travail qui ne peut être que préparatoire, de nous livrer à une étude approfondie,

tant de l'histoire générale que des avantages multiples de la sténographie au point de vue commercial ou industriel ; ce soin appartiendra peut-être à votre futur rapporteur, qui, nous n'en doutons pas, saura répondre à votre confiance. Nous nous sommes donc borné à chercher à condenser, en une série de questions aussi précises que possible, les points intéressants à fixer, à notre avis, pour permettre un travail d'ensemble.

Nous avons pensé qu'il y avait lieu de diviser notre questionnaire en trois parties. La première a trait à la situation actuelle du sténographe commercial ou industriel. Cette partie est de beaucoup la plus étendue : il nous a semblé, en effet, qu'il était bon de faire préciser, le plus exactement possible, l'état présent de la sténographie commerciale ou industrielle, et surtout les défectuosités ou les inconvénients de son application actuelle, pour permettre d'envisager en pleine connaissance de cause les remèdes à préconiser.

La seconde partie se rapporte précisément aux améliorations à apporter à la situation présente ; elle a pour but de provoquer de la part de nos confrères, des propositions qui pourront être l'objet d'un sérieux examen.

Enfin, la troisième partie essaie d'envisager les points sur lesquels une intervention des représentants autorisés de la corporation sténographique pourrait être efficace.

Nous formons le vœu, si le présent projet est accepté par le Congrès, qu'il lui soit donné une large publicité dans chaque pays, afin de provoquer le plus grand nombre de réponses possible.

Voici, Messieurs et chers Confrères, le projet de questionnaire que nous avons l'honneur de vous soumettre :

Première partie

Situation du sténographe commercial ou industriel.

Question générale : Quelles sont les conditions dans lesquelles vous remplissez vos fonctions ?

Quels travaux vous sont demandés ?

Ne faites-vous que de la sténographie ?

Vous demande-t-on également de pratiquer la machine à écrire ?

Vous demande-t-on la connaissance d'une langue étrangère ?

Laquelle ?

Quelles sont vos heures de présence ?

Combien de ces heures sont-elles consacrées à la sténographie ?

Quels ont été vos appointements de début ? par mois ou par semaine.

Quel progrès ont fait ces appointements jusqu'à l'heure actuelle ? Donnez la proportion.

En combien de temps ?

Quelle méthode de sténographie pratiquez-vous ?

Quels sont vos rapports avec vos patrons ?

Éprouvez-vous des difficultés dans l'exercice de votre profession ? Lesquelles ?

Vous accorde-t-on des vacances ?

De quelle durée ?

Préfère-t-on comme sténographe une dame ?

Pour quelle raison ?

S'il s'agit d'une question de prix, quelle est la proportion relativement à vos appointements ?

Quels sont vos rapports avec les autres employés de la maison ?

Deuxième partie

Améliorations à apporter à la situation actuelle des sténographes commerciaux ou industriels.

Question générale : Quels moyens préconisez-vous pour l'amélioration de votre situation actuelle ?

Est-ce de séparer nettement la profession de sténographe ou de sténodactylographe de toute autre occupation ?

Vos appointements en seraient-ils diminués ?

A combien proportionnellement estimez-vous la diminution qui en résulterait ?

Pensez-vous que la connaissance ultérieure d'une langue étrangère ferait augmenter le chiffre de vos appointements ?

Dans quelle mesure ?

Troisième partie

Intervention des représentants de la sténographie.

Question générale : Une intervention des représentants autorisés de la sténographie dans votre pays pourrait-elle être efficace ?

Dans quel cas ?

Dans quelles conditions ?

Auprès de qui cette intervention pourrait-elle se produire ?

Sous quelle forme ?

(Voir page 26.)

ANNEXE N° 4

—

CONNAISSANCES A EXIGER DES PROFESSEURS DE STÉNOGRAPHIE

RAPPORT

présenté par M. R. HAVETTE au Comité de jonction des Congrès internationaux de sténographie, réuni à Bordeaux le 7 août 1903.

Messieurs,

Le Comité de jonction des Congrès internationaux de sténographie, dans sa réunion de 1902, à Luxembourg, m'a chargé de traiter, pour le présent Congrès, la question des connaissances à exiger des professeurs de sténographie.

Le rapport qui suit a été soumis une première fois au Comité de jonction réuni à Bordeaux en 1903. Il fait connaître, après un exposé des conditions dans lesquelles le sujet s'offre à vos délibérations, les résultats de l'enquête à laquelle je me suis livré pour savoir ce qui déjà existe et se fait au point de vue qui nous occupe dans divers pays où la sténographie est enseignée. Il se termine par une conclusion sur laquelle vous aurez à statuer.

Au début de ce rapport, laissez-moi, Messieurs, céder à un penchant un peu personnel, et vous dire deux mots des antériorités historiques.

Pierre Dupont (de la Rochelle) nous raconte (1), dans une note autobiographique, aujourd'hui conservée à la bibliothèque de la ville de Bordeaux, que, lorsqu'il vint à Paris, en 1786, et qu'il voulut y enseigner la tachygraphie, il dut se faire admettre à l'Académie royale d'écriture, subir pour cela un examen, faire sur l'écriture des démonstrations sur le détail desquelles je ne suis pas fixé, et enfin acheter une charge de maître écrivain. C'était là un minimum de garanties que l'on exigeait de lui préalablement à son établissement comme professeur d'un art similaire à celui qui nous occupe.

Coulon Thévenot lui-même était maître écrivain juré de l'Académie royale d'écriture.

Cela tient à ce que, avant la Révolution, les maîtres écrivains jouis-

(1) Voir : R. HAVETTE, *Deux sténographes à Bordeaux en 1784 et 1789*, Paris, 1903, p. 24 et suiv.

saient du privilège exclusif d'enseignement de l'écriture : il fallait faire partie de leur corporation si l'on voulait enseigner les arts graphiques. On sait par exemple les procès que les maîtres écrivains soutinrent au moyen âge contre les petites-écoles de Paris, pour se défendre contre tout empiètement sur leurs prérogatives.

A la Révolution, le privilège des maîtres écrivains disparut. Cette corporation n'eut plus alors à exercer son contrôle sur l'enseignement d'un art qui depuis n'a fait que se répandre. Je ne sache pas qu'on ait exigé aucun diplôme ni aucune garantie des personnes qui, depuis cette époque ont enseigné la sténographie.

Je vois cependant, en 1821, Mlle Coulon de Thévenot titulaire de deux brevets de professeur de tachygraphie (1), délivrés l'un par Louis-Philippe d'Orléans, le futur roi (2), l'autre par Mme Adelaïde-Louise d'Orléans (3). Mais il s'agit là d'un acte volontaire de sollicitation près de personnes notables, comme en accomplissaient d'une manière générale les fournisseurs des maisons royales, dans le but de se servir du titre qui leur était délivré comme moyen réclame.

A l'étranger, des examens de sténographie revêtus de l'autorité de l'Etat et consacrés par un diplôme, existent depuis longtemps en Bavière, en Saxe, en Wurtemberg, en Styrie, en Tyrol, en Galicie, en Bohême, en Autriche, en Hongrie, en Croatie et Slavonie. En Bavière, les règlements ministériels qui concernent cet objet remontent à l'année 1841. En Saxe, l'installation d'une commission d'examen pour les professeurs de sténographie des écoles publiques (lycées, écoles normales, etc.), a été ordonnée, pour la première fois en 1875, par le Ministre des cultes et de l'instruction publique (4).

* * *

Messieurs, la question des connaissances à exiger des professeurs de sténographie a déjà été traitée dans vos divers Congrès, mais non point directement et à fond ; elle l'a été, liée à d'autres questions et sommairement.

En 1889, M. L.-P. Guénin proposait à l'assemblée d'émettre le vœu suivant (5) :

« Que l'enseignement de la sténographie soit facultatif dans l'enseignement primaire, obligatoire dans l'enseignement secondaire.

» Que des cours de sténographie soient créés à l'école normale d'instituteurs dans chaque département. »

Puis, surérogatoirement, en quelque sorte, « parce qu'il y aurait lieu, disait-il, d'exiger des professeurs certaines garanties au point de vue professionnel », il demandait qu'une commission fût instituée par les gouvernements, dans chaque pays, pour s'assurer de la capacité professionnelle des chargés de cours.

Ce vœu, appuyé par MM. Depoin, Albrecht et Weber, fut adopté par le Congrès, dans sa séance du 13 août 1889.

En 1900, la question fut encore effleurée. Elle se trouva posée à la suite d'un rapport de M. Lelioux sur la question 7 du programme : « Consécra-

(1) Dont les originaux font partie de notre collection.
(2) Voir *Revue Internationale de Sténographie*, n° 37, juillet 1902.
(3) Idem, *ibid.*, n° 46, avril 1903.
(4) Rapport de M. le Dr Fuchs au Congrès de 1900 (compte rendu, p. 80).
(5) Compte rendu du Congrès de 1889, p. 65.

tion de la possession des connaissances sténographiques au moyen d'un diplôme délivré par l'Etat ou les corps enseignants. »

Cette question était très générale ; elle concernait les sténographes, c'est-à-dire les personnes qui, après avoir étudié la sténographie aspiraient à devenir des praticiens de cet art ; mais elle ne paraissait pas se rapporter à la situation particulière des professeurs, et très justement, dans son rapport, M. Lelioux avait laissé ce point de côté. Il concluait ainsi :

« 1° Il n'est pas désirable que, dans les pays où existe la liberté des systèmes et des méthodes, et où la sténographie n'est pas comprise dans l'enseignement universitaire, la possession des connaissances sténographiques soit consacrée au moyen de diplômes délivrés par l'Etat ou les corps enseignants officiels.

» 2° Il y a lieu de souhaiter que l'Etat en matière de sténographie tienne compte des garanties particulières que présentent les associations professionnelles (1). »

Mais, au cours de la discussion, M. le Dr Fuchs, de Dresde, très légitimement imbu des faits particuliers concernant son pays, où l'Institut royal sténographique, établissement d'Etat, est consacré non seulement au compte rendu des débats parlementaires, mais à l'expansion de l'art sténographique, où les professionnels de cet établissement sont en même temps professeurs, M. le Dr Fuchs, à la séance du 10 août 1900, exposa les conditions dans lesquelles ont lieu les examens qui servent au recrutement du personnel de l'Institut de Dresde. Ses propositions qui, estimait-il, après cet exposé, « se recommandaient par elles-mêmes, » étaient ainsi libellées :

« 1° Le Congrès émet le vœu que dans chaque pays où l'étude de la sténographie est comprise obligatoirement dans l'enseignement général, une commission instituée par les principales écoles de sténographie de ce pays, et augmentée en cas de besoin, de représentants des pays où il y a des examens officiels de sténographie, propose à son gouvernement respectif d'organiser des examens officiels de sténographie.

» 2° Ces commissions sont chargées de présenter au huitième Congrès international de sténographie un rapport sur les résultats de leurs démarches (2). »

Evidemment, dans l'exemple pris par M. Fuchs pour amener sa conclusion, il s'agit bien encore de la consécration des connaissances sténographiques, mais des connaissances sténographiques d'un personnel occupant une situation particulière et presque unique ; et c'était en quelque sorte restreindre la question, tout en l'élevant peut-être, que de l'envisager sous ce point de vue spécial à un pays.

Le Congrès ne statua pas à cette séance. Il remit la discussion au 14 août.

Ce jour-là, il fut donné lecture, non pas en entier, mais seulement dans ses conclusions, d'un rapport de M. Max Gondos, de Budapest. Voici ces conclusions :

« 1° Pour être admis comme professeurs de sténographie, les candidats devront, à l'avenir, se soumettre à un examen théorique devant une commission nommée *ad hoc* par les gouvernements respectifs, qui leur délivrera un certificat de capacité. L'examen s'étendra sur l'histoire des systèmes sténographiques en général, et sur celle du système propre au

(1) Compte rendu, p. 199.
(2) Idem, p. 82.

candidat, sur la théorie de ce système, de façon à permettre d'en constater une connaissance suffisante.

» 2° Les commissions d'examen publieront, pour l'usage des candidats, un questionnaire sur une base aussi large que possible ; il est désirable que ces questionnaires présentent entre eux des analogies.

» 3° Les commissions sont invitées à composer ou à faire éditer un guide ou manuel authentique, embrassant la méthodologie de chaque système et tout ce qu'on est autorisé à demander à un futur professeur en fait de connaissances didactiques, en dehors de celle de son propre système.

» 4° Ce guide aura pour but :

» *a)* D'orienter dans un esprit libéral la marche progressive de notre art, tout en faisant prévaloir l'esprit conservateur en ce qui constitue la base essentielle de chaque système : la vocalisation et les procédés abréviatifs ;

» *b)* De créer des points de contact entre les divers systèmes (1). »

M. Cortès, de Madrid, envisagea aussi la question des professeurs.

« L'art sténographique, dit-il notamment, est avant tout pratique et la première qualité requise pour être un bon professeur est de pratiquer beaucoup, car ce n'est que de cette façon qu'on peut donner à l'élève les conseils nécessaires et les règles pour faciliter le travail. »

Et plus loin :

« Donc, il faut un professeur et qu'il soit bon. Mais, comment se rendre compte de la valeur du professeur et des élèves tant que la sténographie ne sera pas enseignée officiellement ?... Pour obtenir le diplôme de professeur, on devrait faire ce même exercice (dictée de cent à cent cinquante mots par minute) et en outre un examen oral ou écrit sur l'histoire de la sténographie et de la sténographie comparée (2). »

Cependant M. Cortès, après avoir ainsi, comme M. Fuchs, parlé du professorat, ne concluait pas fermement sur cette question et se bornait à dire :

« Mon opinion est par conséquent que les sociétés et les particuliers qui tiennent des cours de sténographie doivent remettre des diplômes de capacité, comme on le fait avec tant de succès en France, en Angleterre, en Allemagne et aux Etats-Unis. »

Le Congrès adopta les conclusions de MM. Fuchs et Cortès, rejeta celles de M. Lelioux et ne statua pas sur celles de M. Max Gondos, indiquant ainsi, semble-t-il, qu'il ne voulait pas prendre parti à ce moment sur la question du professorat, que ne comportait pas son programme.

Cependant, vous le voyez, Messieurs, la question que vous m'avez chargé de traiter a déjà été agitée dans différents congrès ; je ne sais si elle le fut à Munich en 1890, à Berlin en 1891, à Budapest en 1894 et à Stockholm en 1897 ; elle l'a été, au Congrès de 1889 et au Congrès de 1900, accessoirement à la question plus générale de la consécration des connaissances sténographiques et confondue avec elle.

Je crois que vous avez bien fait de l'en dégager.

On peut en effet être sténographe sans se destiner à l'enseignement de la sténographie, et les garanties que l'on sera en droit d'exiger d'un professeur pourront être différentes de celles qu'offrira un praticien. Le praticien devra être surtout habile en son métier ; il devra aussi posséder une instruction générale dont les éléments ont été très bien déterminés par M. Lelioux dans son rapport sur *Les connaissances indispensables au sténo-*

(1) Compte rendu, p. 198.
(2) Idem, p. 206.

graphe, dont vous avez ordonné l'impression et la publicité. Quant au professeur, pour justifier son titre et sa qualité, il devra non seulement avoir des aptitudes pédagogiques, puisqu'il se destine à l'enseignement, mais en outre faire montre de connaissances qui lui permettront d'enseigner utilement et complètement son art.

Quelles sont ces connaissances ? C'est ce que nous allons rechercher.

* * *

D'une manière générale, le professeur doit apparaître, aux yeux de ceux auxquels il dispense le savoir, comme supérieur à eux, dans la spécialité où il s'est confiné, même lorsqu'ils auront reçu de lui toute la somme d'instruction qu'ils sont en droit d'en attendre ; il faut que, lorsqu'il leur aura communiqué la matière de son enseignement, il n'ait pas épuisé sa science personnelle. C'est en effet un principe pédagogique certain que les connaissances que doit posséder le maître doivent dépasser l'objet de son enseignement.

Il convient d'abord qu'il ait un fonds d'instruction générale indépendant de l'art même qu'il enseigne. En logique et en bon sens, il va de soi que ce fonds d'instruction, sur lequel s'appuiera son enseignement spécial, devra être au moins égal à la moyenne de celui que possèderont ses élèves.

Or, « le sténographe secrétaire doit être intelligent et instruit », dit M. Lelioux dans son rapport ; et il ajoute, précisant et concluant : « Tout sténographe doit posséder... une bonne instruction générale dont le premier élément est la connaissance complète de la langue (grammaire, syntaxe, orthographe) (1). »

Cette conclusion, nous ne pouvons que la reprendre, en l'appliquant au professeur de sténographie et en la considérant, à son égard comme un minimum.

Il est en effet indispensable, surtout au professeur de sténographie, qu'il ait étudié avec soin la grammaire, la syntaxe et l'orthographe de sa langue. Cela est indispensable tant parce qu'il devra expliquer certains procédés sténographiques basés sur la phonétique, en faire la comparaison avec l'orthographisme, que parce qu'il lui faudra corriger les devoirs et les exercices de ses élèves, et lutter même parfois par un rappel des règles grammaticales, contre la tendance passagère que pourront avoir ceux-ci à perdre l'orthographe et à écrire phonétiquement, dans l'usage, par application des principes sténographiques.

A côté de cela il sera bon que le professeur sache enseigner, se mettre à la portée de ses élèves pour leur communiquer sa science ou les éléments de son art, retenir et fixer leur attention, lutter contre leurs défaillances, les intéresser, au besoin les distraire utilement, discerner les bons élèves de ceux qui seraient incapables de ne tirer aucun fruit de leur étude.

« Celui qui veut enseigner la sténographie à des jeunes gens, disait M. Albrecht au Congrès de 1889, (2) ne doit pas être seulement sténographe ; il faut qu'il soit aussi pédagogue... Le professeur de sténographie doit posséder tous les secrets du professeur. » *(Approbation.)* Et s'il en est ainsi, croyez-moi ! les élèves ne s'échapperont pas ; un cours commencé avec soixante élèves ne finira pas avec vingt-cinq... Quand on sait captiver

(1) Rapport de M. Lelioux : *Connaissances préalables indispensables au sténographe.* Compte rendu du Congrès de 1900, p. 273. Conclusion adoptée par le Congrès.

(2) Compte rendu, p. 68.

l'attention de ceux que l'on veut instruire, et qu'on fait faire à ses élèves de véritables progrès, ils ne s'en vont pas. *(Très bien ! Très bien !)*

Le professeur devra avoir une connaissance approfondie de la méthode qu'il enseigne.

« L'essentiel, m'écrit-on de Suisse, pour qu'un cours produise un résultat satisfaisant, pour que les élèves emportent de ce cours et de l'enseignement du professeur une bonne impression, c'est que ce professeur fasse preuve dans son enseignement, d'une assez forte culture sténographiquement parlant, qu'il soit absolument « ferré » sur la portée des différentes règles, qu'il soit d'une précision formelle, qu'il sache exposer et démontrer clairement et pratiquement toutes les règles et toutes les combinaisons. »

Cette nécessité pour le professeur de posséder absolument et invariablement les éléments de la méthode qu'il enseigne, va se justifier par une anecdote qui m'est fournie par un confrère étranger :

« Dans le courant de l'hiver 1895-1896, m'écrit ce correspondant, j'ai assisté par curiosité à un cours public de sténographie. Je fus saisi dès la première leçon de l'infériorité professorale de celui qui enseignait. En effet, après nous avoir dicté diverses règles et nous avoir remis des cartes schématiques donnant les tracés tout faits, le professeur me fit venir au tableau noir pour écrire quelques monogrammes en application des règles qu'il venait de nous enseigner, et que j'avais parfaitement comprises comme tous les autres assistants. Aussitôt que j'eus exprimé le premier mot, que j'avais tracé correctement, suivant la règle donnée, le professeur me dit que mon tracé était erroné, ce que je contestai vivement, m'en rapportant à la règle. Tous mes camarades affirmèrent à haute voix qu'ils avaient tracé comme moi et que nous étions dans le vrai. Finalement le professeur dût se rendre. Mais la confiance n'y était plus et les deux tiers des élèves ne revinrent plus au cours ; l'illusion était perdue. »

Il est avéré, Messieurs, que des jeunes gens, après une année d'étude, sacrés ensuite professeurs, achèvent leur instruction personnelle en enseignant dans des cours publics. Que doit être un tel enseignement et comment de tels professeurs ne succombent-ils pas sous un ridicule que n'excuse pas le désir des sociétés qui les accréditent de répandre la méthode qu'elles préconisent ?

Ce que le professeur doit enseigner, c'est une méthode sténographique dont la possession permettra à l'élève, une fois son étude achevée, de pratiquer, s'il le veut, utilement le système qu'il aura appris, et de faire de cette pratique sa profession. La pratique convenable d'un système sténographique ne peut aller sans la connaissance de toutes les règles de la méthode par laquelle il est enseigné. Ces règles, le professeur devra inévitablement les connaître toutes pour mettre son élève à même de les appliquer.

Le professeur doit non seulement remplacer le livre, mais être apte à suppléer à ses défauts. Le manuel écrit, si bien fait qu'il soit, contient trop ou n'est pas assez complet. Il contient trop parce que s'adressant à des esprits divers, il veut les satisfaire tous ; il est incomplet parce qu'il ne peut prévoir, au moment où elles se produiront, les objections que l'élève soulèvera, les questions qu'il posera. Il est froid et rigide dans sa forme et dans son texte ; il nécessite de la part de l'étudiant un travail supplémentaire à l'étude même, parce que, la mémoire lui faisant momentanément défaut, pour retrouver une règle déjà vue et oubliée, pour solutionner une question d'application, l'élève devra feuilleter son manuel, se livrer à une recherche. Le professeur au contraire possédant bien l'objet de son ensei-

gnement, résoudra immédiatement le problème posé.

Le professeur devra s'être livré à la pratique de la sténographie et y avoir acquis une certaine habileté.

« L'homme qui connaîtrait à fond, au point de vue théorique, un système de sténographie, sans l'avoir jamais mis en pratique, disait M. Albrecht au Congrès de 1889 (p. 69), se trouverait dans la même situation que celui qui saurait par cœur la grammaire de Noël et Chapsal, et qui n'aurait pas eu l'occasion d'en appliquer les règles. »

« Un professeur, m'écrit M. Janin-Ueltschi, dans une communication qu'il a bien voulu m'adresser, doit pouvoir fournir une vitesse un peu appréciable, afin de renseigner ses futurs élèves sur les conditions requises pour prendre pratiquement et correctement. »

Ne serait-ce que par amour-propre, le professeur doit faire montre d'une certaine aisance à tracer les signes et les caractères de la méthode qu'il enseigne.

Il le doit aussi pour donner à son élève confiance en ses qualités d'instructeur. L'élève parfois, arrivé à une certaine habileté de main, subit un arrêt, éprouve de la difficulté à aller plus vite ; il hésite, se décourage, croit qu'il ne dépassera pas cette limite. Le professeur doit le soutenir, l'encourager; il doit pouvoir au besoin lui montrer par l'exemple qu'il peut aller plus loin avec les moyens qu'il possède.

Son expérience encore doit lui permettre de mettre l'élève en garde contre certains tracés défectueux, contre les déformations que la pratique imprime aux caractères sténographiques.

D'ailleurs, le passage de la théorie à la pratique, les dispositions à prendre pour sténographier avec aisance, nécessitent certains conseils que le professeur doit être à même de donner.

« Nous pensons, m'écrit l'Union sténographique suisse, qu'un professeur de sténographie doit présenter certaines qualités morales, en ce sens, qu'il doit s'efforcer d'entretenir le feu sacré dans l'esprit de ses élèves, les intéresser à la sténographie en leur relatant certains faits intéressants de l'histoire ou de l'application de l'art abréviatif, et surtout les encourager quand le moment difficile de la prise sous dictée sera venu. Il doit chercher à ranimer les courages, à faire comprendre à ceux qui redoutent ce moment, que les difficultés présentes sont plus apparentes que réelles, et qu'il suffit d'un peu d'esprit de suite pour en venir facilement à bout. »

Le pourra-t-il s'il n'a pas pratiqué lui-même ?

Nous n'exigerons pas, bien sûr, que le professeur compte parmi les professionnels les plus habiles. Selon nous, le *criterium* de la vitesse nécessaire est le suivant: il faut que le professeur ait au moins la rapidité d'écriture jusqu'à laquelle lui-même dans les dictées conduira l'élève. Cette vitesse paraît être celle de cent mots à la minute. On considère habituellement que, ayant atteint ce degré, un sténographe peut se placer dans le commerce; s'il veut pousser au-delà, s'il se destine à la sténographie parlementaire, par exemple, il pourra, ayant atteint cent mots, commencer déjà à s'exercer sur des orateurs peu rapides. Le professeur de sténographie devra donc, à notre avis, pouvoir écrire pratiquement au moins cent mots à la minute. Bien entendu c'est là un minimum, et s'il a pratiqué réellement, sa situation sera préférable au point de vue de l'expérience qu'il aura pu acquérir et dont il fera bénéficier ses élèves.

Le professeur devra être renseigné sur le champ d'applications de l'art qu'il enseigne, afin de pouvoir au besoin guider son élève sur le parti qu'il pourra tirer de son étude.

C'est au maître, s'il est consciencieux, qu'incombera le soin de prévenir son élève des conditions d'instruction générale qui doivent être remplies pour réussir au mieux dans la profession, si l'élève se propose de faire de l'exercice de l'art sténographique son métier.

Le professeur devra posséder de très solides notions de l'histoire générale de l'art sténographique.

Cela paraît si naturel, on semble tellement s'accorder partout à l'exiger que j'éprouve quelque difficulté à trouver des raisons spéciales pour justifier cette nécessité.

Evidemment on peut concevoir un sténographe bon praticien, se contentant de mettre en œuvre, pour vivre, l'art qu'il a appris, n'ayant aucun souci de perfection, indifférent par conséquent aux conditions dans lesquelles son métier fut exercé avant lui, peu désireux de savoir comment son art est né, s'est transformé, perfectionné.

Une telle et si complète indifférence, si elle est concevable, me paraît devoir être l'exception.

Sans même envisager l'utilité que peut avoir, pour le progrès à venir, la connaissance des faits du passé, la curiosité historique me semble à ce point naturelle, elle a été tellement provoquée en nous dès notre plus jeune âge par l'étude de l'histoire générale, que je trouverais extraordinaire qu'elle ne se montrât pas au sujet de l'art dont on étudie les éléments, de la profession à la pratique de laquelle on s'exerce ; et il me paraît non moins légitime que cette curiosité se manifeste dès le début de l'étude.

A qui l'élève s'adressera-t-il pour la satisfaire sinon à son professeur qui est à ses yeux la source de science et de lumière à laquelle il est autorisé à puiser ?

Cette histoire de notre art est assez intéressante d'ailleurs, contient assez de faits, pour que le professeur s'en serve comme moyen d'illustrer en quelque sorte ses leçons, de les rendre moins arides.

Particulièrement, l'historique du système enseigné, son développement solliciteront la curiosité des élèves, provoqueront peut-être leur reconnaissance à l'égard de ceux qui leur ont fourni l'instrument de travail dont ils vivront, ou le moyen d'acquérir d'autres connaissances dont ils tireront profit. Ces notions développeront en eux l'activité intellectuelle, y provoqueront le goût de l'étude et de la recherche du mieux en vue d'une perfection toujours espérée, jamais atteinte.

Pour des raisons similaires, et aussi pour donner à son enseignement une base de plus en plus scientifique, le professeur devra posséder la technique sténographique, connaître les bases des divers systèmes proposés et surtout de ceux qui sont pratiqués.

Il devra pouvoir analyser les moyens mis en œuvre dans le système qu'il enseignera, les comparer avec ceux des systèmes différents de son pays, et même ne pas ignorer les bases des sténographies étrangères.

L'étude comparative des transformations de l'art sténographique, des moyens mis à diverses époques en œuvre pour concourir au même but, mettra les élèves enclins à innover, en garde contre leurs propres tendances. L'histoire de notre art fourmille en effet d'exemples de novateurs supposés qui, ignorants du passé, ont prétendu constituer de toutes pièces des systèmes sténographiques, à l'aide de procédés expérimentés depuis longtemps et que l'épreuve de la pratique avait fait abandonner définitivement. Par contre, on y voit que la combinaison nouvelle de moyens connus, la transformation méthodique et progressive de certains systèmes a pu mettre sur la voie de progrès réels.

Enfin, toutes ces connaissances historiques et techniques feront que de plus en plus l'élève s'intéressera à son art, qu'il l'aimera mieux et ainsi s'y attachera et le pratiquera avec plus de goût.

Telles sont, Messieurs, semble-t-il, les connaissances dont on peut considérer la possession comme indispensable ou utile aux professeurs de sténographie.

* * *

Je crois que ce n'est pas sortir du cadre de l'étude qui m'incombe que de me demander maintenant comment on s'assurera que le professeur a acquis ces connaissances et par quel moyen il justifiera qu'il les possède.

C'est ici que j'ai besoin d'examiner ce qui se passe à cet égard dans les diverses contrées où la sténographie est enseignée et pratiquée.

ANGLETERRE

Dans ce pays, chacun peut enseigner la sténographie même si sa propre connaissance du système qu'il enseigne est imparfaite. Aucune connaissance générale ou spéciale (technique ou historique) n'est exigée des professeurs de sténographie.

Dans certaines grandes écoles, la sténographie fait partie du programme des cours ; les professeurs ne sont pas spécialement professeurs de sténographie, ils enseignent aussi d'autres matières. Partant, ils possèdent d'autres connaissances que la sténographie ; mais ces connaissances ne sont point exigées d'eux en tant que professeurs de sténographie.

En ce qui concerne particulièrement la propagation du système Pitman, certaines sociétés accordent des certificats de théorie et des certificats d'aptitude à l'enseignement.

L'une d'entre elles (The Incorporated Society of shorthand Teachers) dont le président est M. Alfred Pitman, soumet, préalablement à leur entrée dans son sein, ses membres dits associés à une petite enquête, relative à leurs connaissances générales et sténographiques. Mais c'est là une association particulière, sans attaches officielles. « Je ne connais pas, me dit le correspondant qui me fournit ces renseignements, d'autre société qui considère la sténographie comme son principal objet et qui exige d'une façon spéciale la possession de connaissances générales de ses membres (1). »

ALLEMAGNE

J'ai déjà dit que des examens d'Etat existent depuis longtemps dans différentes parties de ce pays. En Bavière, on exige que les professeurs aient passé les examens d'Etat, pour enseigner la sténographie. En Saxe, on ne trouve pas toujours des professeurs qui aient subi l'examen, et les écoles admettent, en cas de besoin, suivant leur choix et leur confiance, des professeurs non diplômés ; cependant les professeurs diplômés sont préférés aux autres. En Wurtemberg, on vise à n'avoir que des professeurs diplômés pour toutes les écoles sans exception.

En Bavière, un décret ministériel du 27 juillet 1842 a prescrit que pourraient seules enseigner la sténographie les personnes qui en auraient confirmé la capacité par un examen théorique et pratique selon les règles générales fixées par Gabelsberger lui-même. Du vivant de Gabelsberger,

(1) Lettre de M. Mathias Levy, hon. secr., Institut of sh. vriters à Londres.

une seule personne a subi cet examen. Après son décès (le 4 janvier 1849), un autre décret ministériel, du 16 juillet 1852, a réglementé l'examen. Finalement, une ordonnance royale du 26 mai 1873, contenant le *Règlement pour les examens des professeurs dans les instituts classiques et techniques de la Bavière,* a réorganisé les examens pour le professorat sténographique.

Pour être admis à passer ces examens, il faut posséder le diplôme d'un lycée (baccalauréat), d'une école supérieure industrielle ou d'une école normale, et un certificat spécial d'études et d'exercices pratiques de sténographie.

L'examen comprend des épreuves écrites et des épreuves orales. Les épreuves écrites, qui ont lieu à huis clos, consistent : 1° en questions sur la théorie de la formation et de l'abréviation des mots, et sur la théorie des abréviations logiques ; 2° dans la traduction en calligraphie sténographique d'un texte en écriture ordinaire, d'abord sans abréviations, ensuite avec abréviations logiques ; 3° dans la traduction en écriture ordinaire d'un texte sténographique, sans et avec abréviations logiques ; 4° dans l'écriture sous dictée à la vitesse de quatre-vingts à cent mots à la minute, et dans la traduction de cette dictée en sténographie non abrégée ; 5° en questions portant sur le développement de la littérature sténographique.

Au cours de l'examen oral, le candidat doit faire une leçon sur diverses parties du système, avec exposé au tableau ; il doit répondre aux questions éventuelles qui lui sont posées à l'occasion de cette démonstration.

Les épreuves écrites et les questions posées concernent toutes le système Gabelsberger.

Les candidats qui ont subi l'examen avec succès reçoivent un diplôme dans lequel leur qualification à l'enseignement sténographique est déclarée selon le degré relatif (I, II, III).

La commission d'examen est composée d'un conseiller du Ministère des cultes et de l'instruction publique, président, et de deux professeurs de lycée, examinateurs. Le procès-verbal est rédigé par un conseiller juridique du Gouvernement. Pour toute la Bavière, il n'y a qu'une seule commission à Munich (1).

En Saxe, des leçons facultatives de sténographie ont été introduites dans le programme des lycées et des écoles normales, par ordonnance du Ministre de l'instruction publique du 7 mai 1873, confirmée par une loi du 22 août 1876 et par un règlement du 20 mars 1884. Les livres d'enseignement admis sont déterminés par une ordonnance du 6 mai 1876.

Une autre ordonnance du Ministre de l'intérieur (duquel dépend l'Institut royal sténographique de Dresde), ordonnance contresignée par le Ministre des cultes et de l'instruction publique, a autorisé cet établissement d'Etat à faire passer des examens de sténographie et à délivrer des diplômes ; elle a décidé en même temps que ne seraient plus admis désormais comme professeurs de sténographie aux écoles publiques, que ceux qui auraient passé les dits examens. En conséquence, l'Institut de Dresde, à la date du 9 février 1875, a établi le règlement des examens dont il était chargé.

La commission d'examen se compose d'un président qui est le président de l'Institut (actuellement M. le Dr Clemens) ou son remplaçant, et de trois membres désignés chaque fois par l'Institut, parmi ses membres.

Le candidat doit présenter : une demande d'admission, un précis de sa vie, le diplôme d'un lycée on d'une école normale, ou autre certificat de

(1) Renseignements donnés par M. le professeur Henri Noé.

même valeur ; il doit justifier au cours de l'examen de sa connaissance complète de la méthode officielle (Gabelsberger), de son habileté pratique, de son aptitude à l'enseignement, de connaissances approfondies en histoire générale de la sténographie.

Il doit mettre en sténographie calligraphiée un texte qui ne lui est communiqué qu'au moment de l'examen ; — prendre une dictée de cent mots par minute et la relire couramment, — répondre à trois questions concernant l'état actuel de la méthode, au point de vue systématique. Puis il est interrogé oralement sur l'histoire de la méthode Gabelsberger, son développement et son état actuel ; il doit prouver devant une classe d'élèves qu'il est capable d'expliquer n'importe quelle partie de la méthode.

Celui qui satisfait à l'examen reçoit un diplôme portant une note générale : excellent, très bien, bien ou suffisant (1).

En vertu d'un décret ministériel de 1901, les femmes sont admises à passer les examens.

En Wurtemberg, les examens ont lieu à peu près selon la même procédure. Ils sont dirigés par l'association sténographique du pays. Mais le Gouvernement nomme, depuis 1892, le président de la commission. Ce président est actuellement le directeur du lycée de Ludwigsbourg.

Dans les pays de l'Allemagne où n'existent pas de commissions officielles, les sociétés sténographiques non seulement du système Gabelsberger, mais d'autres systèmes (Stolze, à Berlin; Stolze-Schrey, à Berlin; Arends, à Berlin; Stenotachygraphie, à Berlin ; etc.) ont organisé des examens et délivrent des diplômes.

L'Union des sténographes Stolze-Schrey notamment a institué une commission de trois membres chargée de faire subir les examens de professorat à ceux de ses sociétaires qui manifestent le désir de s'y soumettre. A la demande est jointe une note biographique rédigée en sténographie. Il est perçu un droit d'inscription de 5 marks, qui est porté à 10 marks si le candidat demande à subir l'examen à une autre époque que celle de la session annuelle. En cas d'indigence, il est fait remise du droit.

La commission peut repousser dès l'abord celui qui, dans sa demande ou dans cette note, aurait commis des fautes de grammaire, de langue, ou d'orthographe sténographique.

L'examen comprend une partie écrite et une partie orale.

A l'écrit, un travail est demandé sur l'écriture abrégée, son histoire, la littérature sténographique, les bases philologiques de l'écriture rapide, la pédagogie, la méthode sténographique. Un délai de six semaines, pouvant être prolongé sur demande motivée, est accordé pour la préparation de ce travail qui est remis sur feuille spéciale, en même temps qu'une déclaration, en conscience, que l'auteur s'y est livré sans aucun secours étranger.

A l'oral, le candidat est interrogé sur les fondements de la sténographie simplifiée Stolze-Schrey, sur les bases des autres principaux systèmes, sur les dates les plus importantes de l'histoire de la sténographie, sur la pédagogie. Il peut être invité à faire une leçon dont le thème lui est communiqué quelques jours d'avance.

Si le candidat satisfait à l'examen, il reçoit un certificat portant une note : très bien, bien ou suffisant.

Je signale qu'il existe en Allemagne un ouvrage où les aspirants au titre de professeur trouvent, en outre de l'exposé de la méthode Gabelsberger, les matières sur lesquelles ils pourront être interrogés dans les examens

(1) Fuchs, Rapport au Congrès de 1900, p. 81.

officiels ; c'est-à-dire un exposé de l'histoire de la sténographie de l'antiquité jusqu'à nos jours dans les divers pays, du développement de la sténographie en général et du système Gabelsberger en particulier.

Ce livre, de la collection « Reuters Bibliothek für Gabelsberger-Stenographen » (Band 119, Dresde 1900 ; und Band 136, Dresde 1902 ; Supplément, 1903), est intitulé : *Stenographisches Repetitorium, ein Hilfsbuch für Lehrer der Stenographie und zur Vorbereitung auf die Staatliche Stenographie Lehrer-Prüfung,* — von Kurt Schmidt.

AUTRICHE

Cinq commissions d'examen de sténographie pour le système Gabelsberger, le seul admis à l'enseignement dans les écoles secondaires, ont été instituées par décret ministériel du 14 mai 1860. Elles siègent à Vienne, Prague, Insbruck, Graz et Leopole. Elles sont autorisées à conférer des brevets non seulement pour la sténographie de Gabelsberger allemande, mais aussi pour ses applications aux langues italienne (Insbruck et Graz), tchèque (Prague), polonaise et ruschène (Leopole).

Les commissions sont composées chacune de trois ou quatre membres nommés chaque année par le Ministère de l'instruction publique à Vienne.

La procédure et le programme de ces examens sont à peu près les mêmes que ceux qui sont suivis à Dresde et à Munich. Le candidat doit justifier qu'il possède complètement la méthode à enseigner; au point de vue de ses connaissances générales, on exige de lui la présentation du diplôme de bachelier d'une école secondaire quelconque : lycée, gymnase, école commerciale, école des Arts et Métiers ou école préparatoire, à moins qu'il soit professeur dans une de ces écoles.

Les femmes sont admises à prendre part aux examens (1).

En Hongrie (Budapest) et en Croatie (Agram), il existe aussi des commissions d'examen pour les sténographies hongroise et croate du système Gabelsberger.

ITALIE

Il n'existe pas dans ce pays de commission officielle; mais les sociétés sténographiques du système Gabelsberger-Noé ont des examens et délivrent des diplômes.

J'ignore quel est le programme de ces épreuves.

Je ne sais pas non plus si les sociétés du système Pitman délivrent des certificats.

ESPAGNE

« Depuis qu'en 1869 — dit M. Cortès, dans son rapport au Congrès de 1900 (2) — un ministre révolutionnaire qui fut plus tard le chef du parti républicain progressiste, supprima la seule classe de sténographie qu'il y eût en Espagne et qui avait été fondée par un roi absolu, l'étude de cet art-science et son enseignement sont complètement libres ; c'est-à-dire que n'importe qui peut donner des leçons de sténographie, et celui qui veut

(1) Renseignements fournis par M. le professeur Henri Noé et M. Max Grümbaum.

(2) Compte rendu, p. 205.

apprendre n'a qu'à choisir un professeur de son goût. Il résulte de cette liberté absolue qu'à côté de professeurs éminents, il y en a qui sont moins que médiocres. »

SUISSE

La sténographie est enseignée en Suisse facultativement dans les écoles primaires de certains cantons On n'exige pas la production d'un diplôme; il suffit d'être notoirement bon sténographe et d'être réputé posséder les qualités voulues pour l'enseignement : droits civiques, talents pédagogiques, etc. « Aucune loi, aucun décret ni règlement n'existe sur la matière. L'expérience ne montre pas la nécessité de modifier cette situation (1). »

« Les établissements d'enseignement sont heureux de trouver, pour enseigner la sténographie, des personnes connues, de bonne volonté (qui ne sont pas légion), sans avoir encore à les soumettre à des formalités spéciales. Les sociétés connaissent facilement ceux de leurs membres qui sont aptes à l'enseignement; elles ne peuvent être exigeantes non plus, l'enseignement de la sténographie n'étant pas toujours bien rétribué, ni du goût de tout le monde, pas même des bons sténographes (2) ».

Néanmoins, les associations sténographiques ont institué des examens de professorat.

Il y a en Suisse quatre sociétés sténographiques :

En Suisse allemande : la société Gabelsberger et la Société générale suisse de sténographie Stolze-Schrey.

En Suisse romande : l'Union sténographique suisse Aimé-Paris et la Fédération duployenne de la Suisse romande.

Suisse allemande. — La société stolzienne est la seule qui, dans cette contrée, ait des examens pour les professeurs. Elle délivre, depuis une trentaine d'années, des certificats de professeur aux personnes qui subissent avec succès ces examens. En général, il y a deux candidats par an. Ces certificats, quoiqu'ils n'aient pas de caractère officiel, peuvent être utiles aux titulaires s'ils se disposent à enseigner la sténographie dans les écoles ou dans les cercles. « Il y a lieu cependant d'observer, dit M. le D[r] Socin, dans une communication qu'il a bien voulu m'adresser à ce sujet, que *ces certificats sont surtout demandés par des individus qui ne sont pas fameux comme maîtres de sténographie*. Les bons professeurs déclarent ne pas en avoir besoin. Les écoles choisissent de préférence un de leurs professeurs ou un de leurs anciens élèves; au moins faut-il que l'instruction générale du professeur ne soit pas au-dessous de celle des élèves. Bref, c'est le personnage qui est envisagé en premier lieu.

» Pour les cours publics organisés par les sociétés de sténographie, on est plus modeste. Souvent, les maîtres n'ont aucune notion de pédagogie, ou, s'ils sont instituteurs de métier, oublient qu'ils ne parlent pas à des enfants.

» La vérité est que, pour des professeurs de sténographie qui méritent ce nom, la demande est beaucoup plus considérable que l'offre. Je connais bien des personnes très capables, très consciencieuses, ajoute mon correspondant, qui refusent de diriger des cours parce que, sur chaque leçon, elles comptent quatre heures de corrigé.

» Voilà, termine-t-il, les raisons pour lesquelles on est, dans le choix des

(1) Lettre de M. Feierabend.
(2) Idem.

professeurs de sténographie, moins sévère que dans d'autres branches, et pourquoi cet enseignement est encore dans un état précaire. »

Voici quelques extraits du règlement, daté de Zurich, 1[er] juin 1901, qui concerne les examens de la Société générale suisse de sténographie (Stolze) :

« La commission se compose d'un président et de deux membres.

» Le droit d'inscription est de 10 francs.

» Le candidat doit posséder un degré suffisant de culture générale et présenter le diplôme de sortie d'une école moyenne ou supérieure, ou autre diplôme de même valeur.

» A sa demande doivent être jointes : une courte biographie, la justification de son degré d'instruction, la moitié du droit d'inscription.

» L'examen comporte une épreuve préparatoire écrite, et une épreuve principale écrite et orale.

» L'épreuve préparatoire consiste dans : la traduction d'un texte sténographique adressé au candidat par la Commission; la traduction sténographique d'un certain nombre de mots difficiles; deux pages de sténographie calligraphiée, avec sténogrammes agrandis. Ces travaux doivent être remis une semaine avant le commencement de l'examen.

» Si ces travaux sont satisfaisants, dit l'art. 7, le candidat reçoit notification de l'examen supérieur principal écrit, c'est-à-dire le thème d'une dissertation relative à la sténographie. La commission peut à cet égard tenir compte des préférences du candidat. Ce travail doit être remis dans un délai de quatre semaines.

» A l'examen oral, le candidat est interrogé sur ses connaissances relatives au système de l'Union, et son développement jusqu'à sa forme actuelle. Il est soumis à une épreuve de vitesse à cent cinquante syllabes par minute. Il doit justifier de sa connaissance de la méthode d'enseignement du système et faire une leçon pour montrer s'il est apte à l'enseignement ; il peut être interrogé sur les principales époques de l'histoire et de la littérature de la sténographie en général et de l'histoire de la sténographie dans la Suisse en particulier.

» Si le candidat est admis, il reçoit un certificat portant une des trois notes : très bien, bien ou suffisant.

» La note obtenue peut être améliorée si le candidat connaît un autre système allemand ou étranger ou l'adaptation du système de l'Union à une langue étrangère. »

Suisse romande ou Suisse française. — C'est en 1896 que l'Union sténographique suisse Aimé-Paris a institué les examens de professorat auxquels chaque année elle continue à procéder. L'idée qui a inspiré cette création a été d'arriver à former une phalange de professeurs capables d'enseigner la méthode et possédant non seulement la technique et la pratique du système, mais une solide culture historique.

Le règlement, adopté à cette époque, modifié légèrement en 1903, contient dans ses articles 6, 7, 8, 9 et 13, les clauses relatives aux examens de professorat.

La demande du candidat, rédigée en sténographie professionnelle, adressée au président du Comité central, doit être accompagnée d'un court résumé des études générales et sténographiques effectuées; éventuellement d'un état des résultats obtenus par le candidat dans des concours précédents, et d'indications sur l'enseignement qu'il peut avoir déjà distribué.

L'examen comprend des épreuves écrites et des épreuves orales.

Aux épreuves écrites, le candidat doit fournir, trois semaines avant l'examen, un rapport, en sténographie dite positive (sans abréviations), sur un sujet imposé choisi par le jury, et un second rapport, en sténographie dite professionnelle, sur un sujet libre choisi dans le domaine de la sténographie. La transcription en écriture usuelle de ces deux travaux est exigée au moment de l'examen. En 1902, le sujet imposé était: *J.-J. Rousseau a dit qu'il serait facile de faire une langue fort claire par écrit avec les seules consonnes: discutez et commentez cette pensée, et dites les applications qu'elle a pu recevoir en sténographie.*

Le jour de l'examen, le candidat doit sténographier une dictée faite à une vitesse de quatre-vingts mots à la minute pendant trois minutes, et fournir la traduction. Cette épreuve est éliminatoire. Il doit aussi mettre en sténographie professionnelle un thème en écriture usuelle, et traduire une version donnée en sténographie professionnelle.

L'examen oral comprend une démonstration au tableau noir, pour permettre au jury d'apprécier les aptitudes pédagogiques du postulant.

Il comporte, en outre, des questions sur l'histoire de la sténographie en général, de la sténographie Aimé-Paris en particulier, sur les applications de cette sténographie, ses bases essentielles, son enseignement, sa vulgarisation, la possibilité de son adaptation aux langues étrangères.

Le candidat peut être invité à expliquer certaines opinions émises par lui dans ses deux rapports écrits. Il peut être interrogé sur les conditions que doit remplir un sténographe secrétaire ou un sténographe rédacteur.

On exige du postulant au titre de professeur une connaissance approfondie, technique et pratique du système, jusqu'aux abréviations extrêmes; une connaissance parfaite et documentée de la genèse du système, depuis Taylor jusqu'à Guénin, en passant par Conen de Prépéan et Aimé-Paris.

On lui demande de savoir ce qui caractérise, au point de vue graphique, les systèmes anglo-français et les systèmes allemands. On l'interroge sur la théorie des angles, la police des sons, l'application des signes les plus simples aux sons les plus fréquents, les théories de l'horizontalité et de la verticalité de l'écriture, de la mobilité des voyelles, etc., l'analogie scientifique entre les consonnes fortes et les consonnes faibles, les voyelles pures et les voyelles nasales. On lui demande de définir les caractères spéciaux des systèmes Prévost-Delaunay et Duployé, d'établir les distinctions qu'ils présentent à l'égard du système Aimé-Paris; le jury discute avec lui ses affirmations. On l'interroge sur l'histoire générale de la sténographie depuis l'antiquité: notes tironiennes, tentatives de création de systèmes sténographiques aux XVIIe et XVIIIe siècles, origine des systèmes français, principaux systèmes employés dans les grands pays; sur l'enseignement de la sténographie dans les écoles; sur l'emploi de la sténographie comme moyen pédagogique pour l'enseignement de l'orthographe usuelle.

Pour l'obtention du titre de professeur de sténographie, le candidat doit réunir un minimum de soixante-quatre points sur quatre-vingts, comme total des huit branches qui forment les bases d'appréciation du jury. Un chiffre inférieur à sept dans l'une des branches entraîne l'élimination. Je ne vois pas qu'il soit accordé de note pour l'instruction générale.

Les épreuves ayant été subies avec succès, il ne s'en suit pas que le nouveau professeur soit appelé de suite à diriger un cours. Il doit faire au préalable un apprentissage de professorat; dans ce but, il reçoit la direction d'un cours de perfectionnement et d'entraînement où il se familiarise avec les nécessités de l'enseignement. Ce stage une fois achevé, il est chargé de la direction d'un cours public.

La Fédération duployenne de la Suisse romande, de son côté, a, dans son assemblée générale, tenue à Lausanne le 7 juin 1903, institué des examens de professorat, sanctionnés par un diplôme, et adopté, pour entrer en vigueur immédiatement, un règlement qui fixe les conditions dans lesquelles ces examens sont passés

« Il va sans dire, nous écrit l'ancien président de la Fédération, M. Feierabend, que l'obtention de ce diplôme restera toujours facultative. Comme cela a eu lieu jusqu'ici, toute personne capable pourra donner des cours de sténographie sans posséder le diplôme, celui-ci n'étant point une institution obligatoire, ni sanctionné par une loi. C'est purement une affaire de société pour pouvoir délivrer d'une façon un peu officielle le titre de professeur de sténographie que ne confère encore aucune institution. Tel bon professeur de sténographie (reconnu bon jusqu'ici) même tel praticien ne recherchera aucunement le diplôme en question, et personne ne lui en fera grief: ses capacités sont incontestables et notoirement connues. »

Les conditions de l'examen institué par la Fédération duployenne sont les suivantes:

Le jury, composé de trois membres, y compris le président central, est nommé chaque année par l'assemblée générale de la Fédération.

Les inscriptions des candidats doivent parvenir au Comité central au moins deux mois avant la date de l'examen; elles doivent être écrites en sténographie intégrale et contenir des renseignements sur l'instruction générale des candidats et leurs études sténographiques.

Si le jury déclare le candidat recevable, il lui envoie, dans la huitaine de la réception de sa demande, le titre d'un sujet sténographique à développer par lui dans un délai de six semaines; ce travail comprendra de quatre à six pages, format écolier, de texte sténographique.

Le candidat sera soumis à une épreuve de vitesse pendant trois minutes, à raison de cent mots par minute; la possession d'un diplôme de la Fédération, de cent mots et au-dessus, dispense de cette épreuve.

L'examen oral portera sur les questions suivantes: connaissance approfondie du système Duployé (premier degré et degré supérieur); lecture, histoire de la sténographie en général, du système Duployé en particulier; connaissance sommaire des principaux autres systèmes; méthodologie de l'enseignement sténographique.

Le candidat aura en outre à faire une démonstration pédagogique (ouvrir un cours ou donner une leçon).

Pour chaque examen, le jury élaborera un programme spécial.

Un diplôme mentionnera le résultat de l'examen par « très bien », « bien » ou « satisfaisant ».

LUXEMBOURG

Il n'y a pas de professorat libre; l'enseignement est donné seulement dans des cours publics. Ces cours sont professés à l'Athénée par un professeur agréé par le gouvernement et équivalant à un privat-docent. Le professeur n'est pas soumis à un examen; il est agréé suivant sa notoriété.

FRANCE

Ni l'Etat ni les administrations publiques (sauf pour le recrutement de leurs agents: sténographes parlementaires, employés du Ministère du commerce, de l'Assistance publique, etc.) n'interviennent en aucun cas dans le contrôle de l'instruction sténographique acquise soit dans un but

de pratique, soit dans un but d'enseignement; ils ne délivrent pas de diplômes. Je ne sache pas notamment qu'aucun diplôme soit exigé des professeurs chargés de l'enseignement de la sténographie dans les établissements d'instruction dépendant de l'Etat où existent des cours facultatifs. La notoriété, les recommandations déterminent le choix.

La Direction de l'enseignement de la Seine, cependant, exige, m'a-t-on dit, des personnes qui enseignent la sténographie Prévost-Delaunay dans les cours complémentaires de la ville de Paris, au point de vue de l'instruction générale la production du brevet élémentaire ou supérieur, et, au point de vue sténographique, celle d'un diplôme d'examen dit théorique, délivré en dehors d'elle et sans contrôle officiel.

Ce diplôme, dont l'administration se contente, est une garantie illusoire. La seule épreuve à subir pour son obtention est la transcription d'un texte sténographique « quelconque », dit le règlement de l'association qui le délivre. Aucun examen relatif à l'habileté pratique, aucune interrogation orale portant sur la connaissance des règles de la méthode, les principes sténographiques, l'histoire de l'art; rien que cette version d'un texte sténographique calligraphié, plus facile à faire qu'un simple thème sans obligation de vitesse. On sait en effet combien le jugement, la facilité plus ou moins grande de déduction, viennent en aide pour la traduction d'un texte.

Cette traduction, un enfant l'exécute, et nous avons vu de nos yeux, dans une école primaire de la ville de Paris, délivrer, à titre d'encouragement plutôt que de consécration, une vingtaine de ces certificats théoriques à des enfants de dix à quatorze ans. On ne peut dire cependant que ces enfants soient capables d'enseigner la méthode qu'ils sont en train d'apprendre.

En résumé, le diplôme dont la Direction de l'enseignement de la ville de Paris demande à ses professeurs de sténographie de se pourvoir ne justifie même pas sa qualification de « théorique »; il n'aboutit nullement à démontrer que celui qui s'est soumis à l'épreuve qu'il sanctionne possède d'une façon invariable, comme il convient, les règles de la méthode qu'il doit suivre dans ses leçons.

Dans les écoles primaires de province, où la méthode Duployé est la plus répandue, et où elle est utilisée comme moyen pédagogique, elle est enseignée par les instituteurs. Je ne crois pas que, en dehors des connaissances générales inhérentes à leur fonction même, il soit exigé de ces professeurs des connaissances spéciales sténographiques, ni la présentation d'aucun diplôme.

Quant aux sociétés d'enseignement populaire, elles s'adressent, pour le recrutement de leurs professeurs gratuits, la plupart du temps, aux sociétés de propagande sténographique qui, elles, font appel souvent à la seule bonne volonté de leurs adhérents. Quelquefois aussi ce recrutement se fait par relations personnelles.

On peut se faire une idée de ce qu'est le recrutement des sociétés enseignantes par la note suivante parue dans un journal sténographique.

« *Enseignement.* — La pénurie de professeurs continue à se faire vivement sentir et nous ne pouvons satisfaire aux nombreuses demandes qui nous sont adressées par les sociétés d'enseignement. Aussi engageons-nous vivement nos collègues qui ne sont pas encore titulaires de cours à se faire inscrire, et nos professeurs à insister chaleureusement, dans l'intérêt de la méthode, auprès de ceux de leurs élèves qu'ils jugent capables, afin qu'ils nous prêtent leur collaboration. »

Une dernière catégorie d'établissements sont les cours privés d'enseignement. Les directeurs de ces cours, agissant dans la pleine liberté qui leur appartient, choisissent qui ils veulent. La notoriété, une recommandation, une relation personnelle, le prix demandé parfois, l'aptitude apparente du professeur sont, la plupart du temps, les éléments qui déterminent le choix.

Quoiqu'il en soit, certaines sociétés professionnelles ou de propagande sténographique, dans le but de désigner au public par une marque perceptible et significative les personnes qu'elles ont reconnues aptes à enseigner une méthode sténographique, ont organisé des examens de professorat à la suite desquels elles délivrent un diplôme.

L'Association professionnelle des sténographes français, qui admet dans son sein des sténographes de toutes méthodes, a, dans son assemblée générale du 22 février 1903, apporté à ses statuts différentes modifications en vue d'organiser des examens d'aptitude à l'enseignement sténographique.

Déjà depuis longtemps, cette société avait institué à la base de son recrutement des épreuves de vitesse à cent mots par minute pour ses membres dits sténographes secrétaires, et à cent cinquante mots, pour ses membres dits sténographes rédacteurs. Par ses nouveaux statuts (art. 3) elle admet à subir ces épreuves professionnelles des sténographes étrangers à elle et qui acquittent un droit de dix francs, remboursable en cas d'échec.

De même les aspirants au brevet d'aptitude à l'enseignement peuvent n'être pas ses adhérents.

L'organisme supérieur de l'association, dit Chambre des sténographes (art. 11), désigne la commission, en majorité composée de professeurs, qui est chargée de faire subir les examens, et statue sur la délivrance des certificats.

L'examen consiste en une épreuve à la vitesse de cent ou cent cinquante mots au choix du candidat, et en questions orales portant sur l'histoire, les principes et les applications de la sténographie. Le candidat doit, en outre, faire une leçon sur une partie essentielle du système qu'il enseigne, indiquée par le jury d'examen.

La Société d'enseignement par la sténographie, qui s'adonne à la propagation du système Duployé, et dont le président est M. David, inspecteur primaire à Arras, délivre également des certificats d'aptitude à l'enseignement de la sténographie à la suite d'examens qui ont lieu deux fois par an.

Les candidats doivent être âgés de dix-huit ans au moins.

L'examen se compose d'épreuves d'instruction et d'une épreuve pédagogique.

Les épreuves d'instruction comprennent: une composition calligraphique de deux cents mots au moins d'après un texte imposé; une version d'un texte métagraphique donné, portant application des principes du *Cours de sténographie parlementaire* de l'Institut sténographique; un thème métagraphique d'après les mêmes principes.

Il n'est pas question d'épreuve pratique de vitesse.

L'épreuve de pédagogie comprend: une composition française portant soit sur les principes de l'art sténographique et son histoire, soit sur les procédés d'enseignement et les diverses applications de cette écriture. Dans cette composition, il est tenu grand compte de la méthode d'exposition, de la clarté du style et l'orthographe.

Les compositions sont faites sans déplacement pour les candidats; elles sont envoyées au président de la société dans les huit jours qui suivent la

réception des textes imposés. Les épreuves, signées par le candidat, sont certifiées sincères par deux personnes choisies autant que possible parmi les membres de la société et à défaut parmi les instituteurs, professeurs de sténographie ou autres personnes notables agréées par le président. Les signatures de personnes étrangères à la société doivent être légalisées.

Chaque épreuve est cotée de 0 à 10. Pour être admis, le candidat doit obtenir au moins quinze points pour les épreuves d'instruction et cinq points pour l'épreuve pédagogique.

Les examens professoraux de l'Institut sténographique de France ont lieu d'après une procédure à peu près semblable mais comportant une épreuve de vitesse. L'article 37 des statuts de cette fédération stipule :

« Le titre de professeur-délégué peut être décerné aux membres de l'Institut qui justifient par des épreuves écrites et orales subies en présence du bureau ou devant un jury désigné par lui, de leur compétence : 1° en calligraphie duployenne; 2° en vitesse professionnelle; 3° en pédagogie sténographique; 4° en théorie de la métagraphie duployenne (d'après le *Cours de sténographie parlementaire*) ; 5° en histoire de la sténographie, d'après l'*Essai* de M. Godmer. »

Le règlement porte que les candidats sont dispensés de la première épreuve par la production d'un diplôme de calligraphie délivré par M. Duployé; mais actuellement, ce diplôme est considéré comme sans valeur, M. Emile Duployé préconisant depuis deux ans de nouveaux tracés sténographiques que combat l'Institut et qui diffèrent de ceux que recommandait antérieurement l'abbé Duployé.

Les candidats sont également dispensés de la seconde épreuve s'ils possèdent le diplôme supérieur de l'Institut délivré à la suite d'une épreuve de vitesse à cent mots au moins par minute, ou s'ils font partie de l'Association professionnelle des sténographes français.

Enfin, ils sont dispensés de la troisième épreuve, s'ils ont préalablement obtenu le certificat d'aptitude à l'enseignement de la sténographie, délivré par la Société française d'enseignement.

Pour la quatrième épreuve, le candidat doit faire un thème et une version en métagraphie.

Le titre de professeur-délégué est constaté par un diplôme.

Parmi les sociétés de l'école Prévost-Delaunay, la plus importante, l'Association sténographique unitaire, n'a pas d'examens spéciaux de professorat.

L'Union des sténographes, qui préconise également une méthode dite Prévost-Delaunay, mais différente de la méthode originale, comme de la méthode propagée par l'Association sténographique unitaire, l'Union des sténographes, disons-nous, tient chaque année des sessions d'examen et délivre des certificats de capacité à l'enseignement de la sténographie. La lettre que j'ai écrite à cette société pour lui demander de me renseigner sur le programme et sur la tenue de ses examens, est la seule qui soit restée sans réponse.

Je vois cependant par un compte rendu publié que, lors de la dernière session d'examens, les épreuves écrites comprenaient :

1° La mise en sténographie de cent lignes du *Journal Officiel ;*

2° L'analyse, au point de vue de l'application des règles, de tous les sténogrammes compris dans vingt lignes désignées du même texte ;

3° Une dictée de trois minutes à une vitesse de douze lignes (environ quatre-vingts mots) du *Journal officiel ;* la traduction en français du texte de cette dictée.

A l'examen oral, les candidats ont été interrogés sur différentes règles de la méthode et appelés à corriger un thème intentionnellement fautif (relativement à la méthode de l'Union).

Il n'est pas à ma connaissance que d'autres sociétés, en France, fassent subir des examens et délivrent des diplômes de professeur.

* * *

Tels sont les résultats de l'enquête à laquelle je me suis livré. Il manque à cette enquête, pour être complète, des renseignements concernant les pays suivants :

Belgique, Danemark, Suède et Norwège, Russie, Roumanie, Bulgarie, Serbie, Grèce, Etats-Unis, Canada, Philippines, République Argentine, Japon.

Les appels que j'ai adressés aux personnes compétentes de ces diverses contrées n'ont pas trouvé d'écho.

* * *

De la rapide enquête à laquelle nous venons de nous livrer, il résulte que, d'une manière générale, on reconnaît l'utilité d'examens destinés à s'assurer de l'étendue des connaissances et de l'aptitude à l'enseignement des professeurs de sténographie.

Ces examens sont sanctionnés par des certificats ou des diplômes délivrés à ceux qui les ont subis avec succès.

Dans les pays où l'enseignement de la sténographie se fait sous l'égide de l'Etat, les examens sont contrôlés par les administrations publiques ; mais, plus généralement, les diplômes sont délivrés par les sociétés de progagande sténographique.

Les matières qui forment l'objet de ces examens, sauf quelques exceptions, varient assez peu, quant à leur qualification; mais on conçoit que les commissions d'examens peuvent être plus ou moins difficiles, plus ou moins sévères pour l'admission des candidats, selon la conception qu'elles ont de la valeur du diplôme qu'elles délivrent.

Vous avez entendu cette note très curieuse donnée par une société suisse : on considère que ceux qui recherchent le diplôme ne sont pas les meilleurs professeurs. D'autres sociétés qui cependant ont organisé chez elles des examens, admettent que la notoriété du sténographe équivaut bien au diplôme.

Il est certain que la notoriété peut parfois être acquise plus difficilement et au prix d'efforts plus grands qu'un simple diplôme; elle n'est pas souvent incontestée; elle dépasse difficilement les bornes de l'entourage de celui qui en est l'objet. Elle peut être parfois mal acquise. Le titre tout au moins peut être aisément usurpé : il est loisible à chacun de s'en parer, comme beaucoup, à peine sortis d'un cours, s'empressent de se qualifier sténographes.

Au contraire, le diplôme délivré à la suite d'un examen sincère est la justification incontestable à l'égard de tous, que celui qui en est porteur possède un certain fonds de connaissances.

Quant à moi, je persiste à croire qu'il est de la plus haute utilité pour les personnes qui se destinent à l'enseignement de l'art abréviatif et désirent avoir le titre de professeur, de posséder un minimum de connaissances générales et sténographiques et de justifier de cette possession dans un

examen sérieux à la suite duquel un certificat leur sera délivré.

Qui doit procéder à cette examen ?

Dans les pays où l'Etat a adopté un système sténographique et se charge de le répandre, il est juste que ce soit l'Etat qui s'assure de la capacité des professeurs qu'il emploie.

Mais dans les pays où l'enseignement est libre, où aucune méthode n'est officielle, je ne vois aucune utilité à demander à l'Etat d'intervenir.

HOLLANDE (1)

L'Etat ne fait pas enseigner officiellement la sténographie; il n'intervient pas dans le contrôle de l'enseignement; ni lui ni les administrations publiques ne délivrent de diplômes. Pour le choix des sténographes du Parlement, l'Etat, naturellement, intervient.

Depuis le commencement de l'année 1891, la sténographie est professée aux écoles de commerce (Openbare Handelsschool) d'Amsterdam et de Rotterdam. Ces deux établissements dépendent des municipalités. Aucun diplôme n'est exigé des personnes chargées d'y enseigner; les professeurs ne subissent pas d'examen préalable.

Dans les écoles primaires, en nombre restreint, qui dépendent de l'Etat ou des municipalités, la sténographie n'est pas enseignée; la loi ne le permet pas.

Mais une loi du 7 juillet 1900, qui règle l'enseignement post-scolaire, dit que cet enseignement peut englober des branches non comprises dans l'instruction primaire. Seules jusqu'à ce jour, les municipalités d'Amsterdam, depuis 1904, et de Rotterdam, depuis quelques années, ont profité de cette faculté pour faire professer la sténographie. Les professeurs ne subissent pas d'examen préalable. A Amsterdam, la municipalité exige seulement la garantie qu'ils puissent bien enseigner la méthode « Somerhausen-Steger ». La plupart de ceux qui ont sollicité la place de professeur sont en possession d'un diplôme. A Rotterdam, la municipalité, il y a quelques années, a donné l'occasion aux instituteurs de cette ville de faire un cours de sténographie. Ceux qui ont suivi ce cours ont été chargés de l'enseignement de la sténographie aux élèves qui suivent le « Herhalings onderwijs »; on ne leur a pas fait subir d'examen préalable.

Il n'y a pas d'autres villes où la sténographie soit enseignée officiellement. A Gonda, la municipalité a récemment pris une décision qui peut avoir ce résultat.

En résumé, c'est toujours la notoriété seule qui détermine le choix des professeurs de sténographie pour les établissements d'instruction, dépendant des municipalités, et M. Folmer est d'avis que la notoriété équivaut bien au diplôme.

Pour les cours privés d'enseignement, il n'apparaît pas qu'aucun diplôme soit exigé; les sociétés professionnelles ou de propagande sténographique qui donnent des cours de sténographie choisissent qui elles veulent; dans la plupart des cas elles prennent parmi leurs membres ceux qui sont de bonne volonté et qui ont quelque aptitude.

Certaines sociétés ont organisé des examens à la suite desquels elles délivrent des diplômes aux personnes qu'elles reconnaissent aptes à enseigner une méthode de sténographie.

(1) Renseignements communiqués par M. A. Folmer, rédacteur de la *Stenographische Revue* et du *Rapporteur*, à Arnhem.

A Amsterdam, l'Association de professeurs de sténographie, qui admet dans son sein des sténographes de toutes méthodes, a organisé ces examens depuis 1900, mais il n'y a que très peu de personnes qui s'y présendent. Ils consistent en :

a) Une épreuve à la vitesse de quatre-vingts mots, durant dix minutes ;

b) Une épreuve à la vitesse de cent vingt mots, durant cinq minutes ;

La traduction en hollandais du texte de cette dictée

c) La connaissance des règles de la méthode, que les aspirants désirent enseigner ;

d) Des qualités pédagogiques ;

e) Des données sur l'histoire de la sténographie dans les Pays-Bas et l'histoire générale de la sténographie.

L'Association sténographique pour la méthode « Pont » a organisé des examens semblables en 1904; ils comprennent :

a) Une épreuve à la vitesse de cent cinquante syllabes et la lecture de cette dictée ;

b) La connaissance parfaite de toutes les règles de la méthode Pont et des abréviations.

L'Association sténographique pour la méthode « Groote » délivre des diplômes à la suite d'un examen qui comprend :

a) Une épreuve à la vitesse de soixante-cinq syllabes ;

b) La correction d'un thème intentionnellement fautif ;

c) La connaissance parfaite de toutes les règles de la méthode et des abréviations.

Bientôt cette association accentuera ses exigences.

A l'Union des sténographes « Wilhem-Stolze » les épreuves comprennent :

a) Une dictée de deux à dix minutes à la vitesse de cent syllabes ; la lecture de cette dictée et d'un texte sténographique ;

b) La correction d'un thème fautif ;

c) Les règles de la méthode.

L'Union des sténographes « Stolze-Wéry » délivre des diplômes à la suite d'un examen, comprenant à peu près les mêmes épreuves que celui de l'Union précédente; elle exige en outre une bonne instruction générale et la connaissance de la langue hollandaise; l'épreuve de vitesse n'est que de quatre-vingts syllabes.

L'Association pour la méthode « Gabelsberger-Schwal » délivre des certificats à la suite d'un examen qui comprend :

a) Deux épreuves, l'une à la vitesse de soixante à quatre-vingts mots, l'autre à la vitesse de cent dix à cent cinquante mots ;

b) La connaissance des méthodes de sténographie hollandaises ;

c) La connaissance des adaptations du système Gabelsberger aux langues modernes.

Pour la méthode « Rients Balt», est reconnu apte à enseigner, celui qui est en possession d'un diplôme, délivré à la suite d'un examen oral et ne comprenant que la connaissance de la méthode; il n'y a pas d'épreuve de vitesse.

Pour la méthode « Pitman-de Haan », il n'y a pas d'examens spéciaux de professorat. Cependant, en général, l'enseignement est donné par ceux qui sont en possession de deux diplômes. Le premier comprend :

a) Une connaissance complète des règles de la méthode ;

b) La mise en sténographie d'un texte ;

c) La lecture d'un texte sténographique.

Le second diplôme exige une épreuve à quatre-vingts mots au moins.

*
* *

Comme conclusion à ce long rapport, j'ai l'honneur de proposer au Congrès d'émettre le vœu suivant :

« Que les sociétés sténographiques ne désignent comme professeurs que des personnes dont elles se seront assurées, par un examen sincère, sanctionné par la délivrance d'un diplôme, qu'elles possèdent un minimum de connaissances ou de qualités consistant en :

» Une bonne instruction générale dont le premier élément doit être une complète connaissance de la langue (grammaire, syntaxe, orthographe);

» Des qualités pédagogiques ;

» Une connaissance complète et absolue des règles de la méthode à enseigner ;

» Une certaine habileté professionnelle ;

» Des données précises d'histoire générale de la sténographie ;

» L'historique du système démontré ;

» La technique sténographique générale ;

» Les bases des divers systèmes ;

» Les usages de l'art abréviatif ;

» Les conditions d'instruction et de capacité que doivent remplir les sténographes secrétaires et rédacteurs ;

» Que les sociétés d'enseignement n'admettent à enseigner dans leurs cours que des professeurs porteurs d'un diplôme attestant qu'ils ont subi cet examen ;

» Que les Etats, les villes ou les établissements publics n'admettent à professer la sténographie dans les lycées, collèges, écoles, cours, qui dépendent d'eux, que des professeurs chez lesquels un examen officiel aura constaté l'existence du minimum de connaissances requises, ou qui présenteront un diplôme délivré par une société sténographique dans les conditions précédemment indiquées. »

(Voir page 31.)

ANNEXE N° 5

—

APPLICATION DE LA MÉTHODE DIRECTE A L'ENSEIGNEMENT DE LA STÉNOGRAPHIE

RAPPORT

présenté par M. J. MEYSMANS, docteur en philosophie, directeur de l'Institut national de sténographie (Bruxelles) et président du Comité central de la Fédération sténographique Aimé-Paris (Belgique).

Mesdames, Messieurs,

Une importante transformation s'est opérée depuis quelques années dans l'enseignement des langues vivantes. On a renoncé de plus en plus aux anciens procédés basés sur l'étude de la grammaire et sur les exercices d'application de celle-ci, pour recourir à une méthode essentiellement pratique, à laquelle on a donné le nom de méthode directe ou intuitive.

Ayant constaté les succès obtenus par cette méthode, nous nous sommes efforcé d'appliquer une méthode analogue à l'enseignement de la sténographie et, après plusieurs années de recherches et de tâtonnements, nous sommes arrivé à certains résultats que nous demandons la permission d'exposer au Congrès.

Rappelons d'abord en quelques mots ce qu'est la méthode directe appliquée aux langues vivantes.

Comme son nom l'indique, la méthode directe consiste à enseigner par la pratique directe ou immédiate. Elle oblige le professeur et l'élève à se servir exclusivement de la langue nouvelle dès la première leçon. Elle condamne tout enseignement théorique, au moins dans le début; elle proscrit aussi, de la façon la plus absolue, les traductions (thèmes). Donc pas de théorie, pas de traductions; rien que la pratique. C'est en forgeant qu'on devient forgeron ; c'est en écoutant parler, en parlant soi-même, en lisant, c'est par la conversation, par la lecture, par l'écriture qu'on apprend une langue. Tels sont les principes de la méthode directe.

Une méthode analogue peut s'appliquer à l'enseignement de la sténographie ; voici comment nous réalisons cette application.

Nous laissons de côté, au début, tout enseignement de la théorie ; la théorie n'est pas la base de la connaissance ; elle n'en est que la conclusion ; elle ne doit pas précéder la pratique, mais la suivre, la confirmer.

Nous supprimons complètement les thèmes, c'est-à-dire les traductions en sténographie de textes écrits en lettres ordinaires; les thèmes sont condamnés aujourd'hui par tous les pédagogues ; ils sont contraires à l'intuition; ils supposent une connaissance synthétique et théorique précédant la connaissance analytique et pratique, ce qui est démenti par la psychologie ; ils lancent l'élève dans l'inconnu et l'entraînent à faire des « fautes » auxquelles il s'habitue et dont il a de la peine à se défaire par la suite, même après les « corrections » réitérées du professeur.

Nous remplaçons la théorie et les thèmes par des exercices purement intuitifs :

1° Les premières leçons sont consacrées presqu'entièrement à la *lecture*. Dès la première leçon et sans aucune étude préalable, nous plaçons immédiatement l'élève devant un texte sténographique que nous le prions de lire. Bien entendu, nous avons eu soin de lui remettre un alphabet ou tableau des signes du système.

Généralement, l'élève, après un moment d'hésitation, réussit d'emblée à déchiffrer le texte, en s'aidant du tableau alphabétique ; au besoin, nous l'assistons un peu pour les deux ou trois premiers mots, afin de lui faire découvrir le mécanisme de la formation des sténogrammes.

Lorsque le texte a été lu en entier (il suffit de dix à quinze minutes pour déchiffrer une centaine de mots dès le premier essai), nous faisons recommencer la lecture une fois, deux fois, autant de fois qu'il est nécessaire pour obtenir une lecture absolument courante.

Nous ne donnons aucune explication théorique; nous ne parlons même pas de l'orthographe phonétique de la sténographie ; après avoir lu quelques lignes, l'élève reconnaît par lui-même que la sténographie ne rend que les sons.

Toute la première leçon est ainsi consacrée à la lecture ; la lecture doit être la base du premier enseignement sténographique; c'est par l'*œil* que la connaissance des signes doit entrer dans l'intelligence.

2° Lorsque, grâce à la lecture plusieurs fois répétée, le modèle sténographique est bien entré dans l'*œil*, nous le faisons pénétrer dans les *doigts*. L'élève copie le texte qu'il a lu. Il exécute ce travail à domicile. Il doit écrire lentement, calligraphiquement ; il doit prononcer les mots, de préférence à haute voix, pendant qu'il les écrit, de façon à associer l'intuition orale à l'intuition graphique. Il recommence la copie plusieurs fois. Après avoir terminé chaque copie, il doit la relire ; s'il ne parvient pas à relire sa propre écriture aussi facilement que le modèle, c'est que son écriture est mal tracée.

3° A la leçon suivante, nous commençons par lui *dicter* le texte lu et écrit précédemment. Comme il connaît ce texte au bout des doigts (c'est bien le cas d'employer ici cette expression), il n'a pas de peine à l'écrire sous dictée. Notre méthode réalise ainsi, dès le début, le but final de la sténographie : l'écriture sous dictée, l'association du son et du signe, la reproduction de la parole.

Nous continuons la leçon en abordant un texte nouveau que nous traitons comme le premier : lecture répétée, copies multiples, reproduction sous dictée.

Ainsi se passent les quatre ou cinq premières leçons du cours.

Comme on le voit, l'enseignement organisé de cette façon est purement intuitif; on apprend la sténographie sans l'intervention de la théorie, uniquement par les sens : par les *yeux* (lecture), par les *doigts* (écriture), par l'*oreille* (lecture et surtout prise de dictées).

Dès la première leçon, on lit, on écrit de la sténographie, sans l'avoir apprise ; dès le début on pratique sous la dictée. C'est bien là la méthode directe.

Les résultats de cet enseignement sont remarquables. Au bout de la troisième leçon l'élève connaît parfaitement tous les signes de notre système ; il peut lire, sans l'aide de l'alphabet, un texte quelconque. Si nous ajoutons encore deux leçons, il connaîtra aussi les liaisons de signes et sera en état d'écrire correctement n'importe quel sténogramme.

Dans ces premières leçons il s'agit uniquement de sténographie intégrale, non abrégée. Bien entendu, nous composons les exercices uniquement de tracés *définitifs*, c'est-à-dire de mots qui ne doivent pas être modifiés ultérieurement par l'*abréviation*. Il serait mauvais, en effet, de présenter à l'élève des tracés qu'il devrait désapprendre par la suite. Même dans les systèmes gradués, il y a une masse de mots qui échappent à l'abréviation et que l'élève peut apprendre d'une manière définitive dès le début.

Aussitôt qu'il connaît bien les signes et leurs liaisons (cinq à six leçons suffisent amplement pour cela), nous abordons immédiatement la pratique des *abréviations*. Nous faisons appliquer directement *toutes les abréviations* de notre système.

C'est ici que le caractère pratique et direct de notre méthode se manifeste dans toute son ampleur. Dans les premières leçons notre enseignement s'est basé principalement sur la *lecture*. A partir de la sixième ou septième séance toutes les leçons sont consacrées entièrement à la *pratique sous dictée*.

Mais il s'agit d'un genre particulier de dictée, d'un procédé original, qui pour beaucoup de personnes paraîtra audacieux à première vue, mais dont une longue expérience nous a démontré la parfaite efficacité.

Nous dictons un texte quelconque, mais au lieu de prononcer les mots tels qu'ils se prononcent réellement, nous les prononçons *en abrégé, sténographiquement*, c'est-à-dire en ne faisant entendre que les *sons* qui doivent s'écrire en *sténographie abrégée*.

Donnons un exemple qui fera mieux comprendre notre procédé.

Supposons que nous ayons à dicter les mots suivants : *Nous recevons votre lettre du 5 mai.*

Ces mots s'abrègent comme suit dans notre système : « *n rsvo v lt d 5 mé* »

Nous dictons donc en ajoutant un « e » muet aux consonnes, afin de pouvoir les prononcer : « *n(e) r(e)s(e)vo v(e) l(e)t(e) d(e) 5 mé.* »

Pour faciliter la tâche de l'élève dans les premiers moments, nous faisons suivre chaque mot ainsi abrégé de sa traduction en langage courant. Nous disons par exemple : *ne* (cela veut dire : *nous*), *resevo* (cela veut dire : *recevons*), *ve* (cela veut dire : *votre*), etc. Après que nous avons expliqué quelques mots de cette façon, l'élève comprend notre procédé et nous pouvons continuer à dicter, en renonçant au commentaire susdit, en employant uniquement le langage abrégé.

Nous dictons ainsi pendant toute la leçon. Comme exercice à domicile, nous faisons recopier la sténographie prise sous dictée. Il va de soi qu'avant de faire sa copie l'élève doit d'abord relire une ou deux fois le texte en question; au besoin, nous lui demanderons pour les premières dictées, de fournir en plus de la copie sténographique la reproduction de celle-ci en écriture ordinaire.

Notre manière de dicter est plus facile qu'elle n'en a l'air au premier abord et se simplifie d'ailleurs après peu de temps. Le langage se compose, en effet, pour la *moitié*, de mots usuels très peu nombreux, tels que

nous, vous, le, la, les, etc. Dès la première dictée et cela après quelques minutes de dictée, l'élève connaît déjà l'abréviation de quelques-uns de ces mots usuels. Pour ces mots, nous pouvons immédiatement abandonner la prononciation sténographique et la remplacer par la prononciation ordinaire. Ayant, par exemple, dicté un certain nombre de fois, *ne* = nous, *ve* = vous, etc., nous pouvons dire tout simplement *nous, vous,* etc. ; l'élève, étant déjà familiarisé avec l'abréviation de ces mots, écrira sans hésiter *n* et *v* au lieu de *nous* et *vous.*

Dès la deuxième leçon, notre tâche se trouve beaucoup facilitée ; un bon nombre d'abréviations sont déjà connues. *Plus le cours avance, plus le nombre des mots connus augmente et plus nous pouvons abandonner le langage conventionnel au profit du langage ordinaire.*

Au bout de quatre ou cinq leçons tous les mots usuels sont connus ; notre dictée devient alors facile ; nous n'employons plus le langage sténographique que pour les nouvelles abréviations.

Après une dizaine de dictées, l'élève est en état d'écrire correctement la plupart des mots ; nous pouvons lui dicter un texte quelconque, en nous contentant d'épeler de temps en temps un mot difficile.

Encore quelques leçons et il sera à même de sténographier tous les mots qui se présentent. Alors le rôle de la méthode directe est à peu près accompli et nous commençons l'entraînement à la vitesse d'après les procédés habituels.

Nous n'avons jusqu'ici enseigné aucune théorie ; toutes nos leçons ont été uniquement pratiques. Et pourtant l'élève connaît en grande partie la théorie ; il l'a apprise, sans s'en douter, par intuition, par la pratique. Tout en faisant l'entraînement à la vitesse, nous commençons alors à lui parler un peu de théorie au courant de nos dictées. L'élève connaît les applications des règles ; nous n'avons plus qu'à lui faire trouver les règles elles-mêmes ; pour cela nous recourons à la méthode socratique ; nous posons incidemment de petites questions, à l'occasion de tel ou tel mot qui se présente dans la dictée. L'élève arrive ainsi très vite à « découvrir » la théorie et finit par la connaître à fond, sans l'avoir étudiée spécialement. Et la théorie vient s'ajouter à la pratique comme un complément utile mais non indispensable de celle-ci.

Résumons ce que nous avons dit jusqu'ici :

1° *Les cinq ou six premières leçons* sont presque entièrement employées à la *lecture :*

2° *A partir de la sixième ou de la septième leçon,* nous consacrons toutes nos séances à la *dictée* et, par un procédé nouveau de dictée, nous amenons l'élève à appliquer directement, immédiatement, toutes les abréviations utilisées dans notre système.

Comme on le voit, notre méthode d'enseignement est essentiellement pratique et directe. Elle va droit au but pratique : la lecture, l'écriture, la pratique réelle de la sténographie et cela sans le secours de l'étude théorique. Vu le procédé dont elle se sert principalement, nous serions tenté de la définir par ces mots : *Méthode d'enseignement par la dictée.*

Nous insistons sur ce point que cette méthode n'est pas une simple création de l'esprit, une utopie ; c'est une réalité vivante qui a fait ses preuves depuis longtemps ; c'est la méthode même que nous employons depuis plusieurs années, en la perfectionnant constamment, dans nos cours de l'Institut national de sténographie, à Bruxelles ; nous l'avons *partiellement* exposée et appliquée dans notre *Traité de sténographie Paris-Meysmans* (1902) ; nous disons *partiellement,* car une méthode

orale n'est pas susceptible d'être appliquée complètement dans un livre.

Nous prions nos collègues de ne pas juger cette méthode d'après l'exposé que nous venons d'en faire. Il n'est pas possible d'exposer par des mots, par de simples vocables, une chose aussi essentiellement pratique et variable qu'une méthode d'enseignement ; celle-ci fait partie de l'individu même qui la pratique ; il faut la voir en action pour s'en rendre exactement compte.

Le grand avantage de notre méthode est d'*abréger considérablement le temps néeessaire à l'étude.* Alors que l'ancienne méthode consacre d'abord plusieurs semaines ou plusieurs mois à de stériles théories ne permettant d'aborder l'entraînement pratique qu'après terminaison d'un cours théorique, notre méthode confond intimement les deux cours ; elle commence l'entraînement pratique dès la première leçon de sténographie, et le jour où l'élève arrive à la connaissance théorique complète est aussi le jour où il est arrivé à une vitesse pratique déjà respectable.

Notre méthode directe permet de conduire un élève intelligent et travailleur à la *vitesse de soixante-quinze mots* (cent trente-cinq syllabes) par minute au bout de *un mois* de cours. Avec un groupe d'élèves pris au hasard, souvent médiocrement actifs et médiocrement instruits, nous obtenons le même résultat en *trois ou quatre mois* (deux leçons par semaine).

Ce qui plaide encore en faveur de la méthode, c'est la régularité, la constance des résultats qu'elle produit ; il nous est arrivé fréquemment de commencer un cours avec une quarantaine d'élèves et de les conserver tous, sans une seule défection, jusqu'à la fin du cours, les conduisant tous à la vitesse pratique de soixante-quinze à cent mots par minute. La méthode directe plaît beaucoup aux élèves. Ceux-ci n'aiment pas généralement un enseignement théorique ; la plupart sont même complètement rebelles aux synthèses théoriques, préférant l'analyse et la pratique intuitive. Conduits par la méthode directe, ils arrivent d'emblée à un résultat palpable et sont heureux de pouvoir faire au bout de peu de temps de la véritable pratique.

Un autre avantage de la méthode directe, c'est qu'elle permet d'*unitariser* les systèmes gradués, de transformer un système à deux ou trois degrés en un système à un seul degré. Loin de nous l'idée de critiquer les systèmes gradués. La graduation est, à notre avis, un grand bienfait ; elle met la sténographie à la portée de tous et permet de *doser* l'enseignement suivant les besoins, les aptitudes et l'âge des élèves. Aux enfants elle offre la *sténographie intégrale,* d'une simplicité admirable ; aux adultes elle apporte un système d'*abréviations* qui se greffe sur la sténographie intégrale et la transforme en une sténographie extrêmement rapide. Le système abréviatif est d'ailleurs divisible à son tour ; on peut le partager en deux cours distincts ; les *abréviations usuelles,* nécessaires à tous et permettant d'obtenir une vitesse de cent à cent vingt mots par minute ; les *abréviations professionnelles,* indispensables seulement à ceux qui désirent faire de la sténographie un métier et arriver aux plus hautes vitesses possibles. Sans supprimer la graduation, la méthode directe conduit immédiatement soit au deuxième, soit au troisième degré d'étude ; elle permet de brûler une ou deux étapes, suivant les élèves auxquels on s'adresse. Lorsque nous enseignons à une personne pourvue d'une forte instruction et fermement décidée à fournir le travail énergique qui est nécessaire pour arriver à la vitesse professionnelle, nous marchons directement au troisième degré du système ; si, d'autre part, nous avons affaire à des élèves moins capables, moins ambitieux, désireux d'obtenir un résultat pratique à très bref délai et se conten-

tant d'une vitesse modérée, nous limitons la portée de l'enseignement direct au deuxième degré de notre système. *Nous conservons ainsi aux systèmes gradués les avantages de la graduation* (système divisible suivant l'élève auquel on s'adresse), *tout en leur apportant par surcroît les avantages des méthodes à un degré* (unité, marche directe vers le but poursuivi). *Nous concilions ainsi les deux principes opposés : la graduation et l'unité*; nous réalisons ce qu'on pourrait appeler l'unité divisible mais non divisée, l'unité graduée, l'unité mise à la portée de tous.

Nons ignorons jusqu'à quel point la méthode directe, telle que nous l'avons exposée, peut s'appliquer aux divers systèmes de sténographie.

Nous l'avons personnellement appliquée au système Paris légèrement modifié (Méthode Paris-Meysmans). Ce système se prête parfaitement à la méthode directe. Etant phonétique et gradué, il permet de composer les premiers exercices de sténographie intégrale, c'est-à-dire immédiatement lisible pour toute personne qui a sous les yeux l'alphabet du système; les signes sont très peu nombreux (il y en a vingt-neuf et, par suite de l'analogie qui existe entre certaines lettres, ce nombre se réduit en fait à seize). Ce qui facilite encore beaucoup la lecture directe, c'est que tous les signes se tracent toujours dans la position où ils sont représentés dans l'alphabet ; il n'y a pas de signes mobiles.

Ce qui nous permet de commencer la dictée intuitive dès la sixième leçon, c'est que le *système abréviatif* est lui aussi à peu près exclusivement *phonétique,* c'est-à-dire qu'il n'emploie pas d'autres signes, pas d'autres moyens que ceux fournis par l'alphabet fondamental. Les abréviations consistent uniquement dans l'*élimination* de certains sons accessoires ; on peut donc *prononcer* les abréviations, les *parler,* les *dicter* alphabétiquement. L'élève qui connaît les vingt-neuf signes de l'alphabet peut écrire en abrégé tous les mots ; il suffit qu'on lui prononce les mots tels qu'il doit les écrire ; il écrit simplement les sons qu'on lui dit et applique ainsi, sans le savoir, tout le système abréviatif. Cet enseignement par la dictée abrégée serait difficilement applicable, au début, avec un système qui ferait un grand usage de symboles ou d'expédients extra-alphabétiques, tels que le renforcement, la superposition, la diminution de grandeur, etc ; de tels symboles ne sont pas littéralement prononçables.

Quoi qu'il en soit, nous laissons à chaque professeur le soin d'examiner jusqu'à quel point il peut tirer parti *(mutatis mutandis)* de notre méthode d'enseignement. En exposant cette méthode nous avons surtout voulu attirer l'attention sur les services considérables que la méthode directe peut rendre à la sténographie.

Beaucoup de professeurs continuent à enseigner la sténographie d'après les anciens procédés basés sur la théorie et les thèmes. Ces procédés sont condamnés par la pédagogie moderne et ne peuvent que nuire à la propagation de l'écriture rapide.

Nous n'avons pas la prétention d'avoir découvert une chose absolument neuve et parfaite ; nous cherchons le progrès et nous serons heureux si l'exposé que nous avons eu l'honneur de faire, suscitant des recherches et des expériences nouvelles, conduit à des idées meilleures, à un enseignement plus efficace de l'art qui nous est cher à tous.

(Voir page 35.)

ANNEXE N° 6

—

NOTE

AU CONGRÈS DE STÉNOGRAPHIE DE BRUXELLES

sur un chargé d'affaires étranger ayant, en 1826, pour mission de découvrir, en France, un tachygraphe pouvant rendre compte des travaux d'une assemblée délibérante, par M. R. HAVETTE, sténographe judiciaire à Paris.

Messieurs,

Le diplomate dont j'ai pensé, Messieurs, à vous entretenir, a pour nom Ramond Vandermaeren. Je ne sais quel pays il représentait en France ; et précisément la courte communication que je vous demande la permission de vous faire, a pour but, entre autres, de porter si possible la lumière sur ce point.

La consonnance de son nom me fait supposer qu'il devait être belge, et c'est ce qui explique que j'aie songé à venir vous en parler ; car, si ma supposition est exacte, vous serez mieux placés que quiconque pour solutionner les questions que je vais signaler à votre attention, et pour tirer de ma communication toutes conclusions utiles.

Voici comment le nom de M. Vandermaeren et la mission dont il était chargé, m'ont été révélés :

J'ai eu l'occasion, il y a quelques années, de faire entrer dans ma collection un lot assez important de documents provenant de Coulon de Thévenot, auteur français de la tachygraphie, mort en 1813, ou de sa fille, décédée en 1869. Parmi ces documents, se trouve l'original d'une lettre, datée de Paris, 14 avril 1826, adressée par M. Ramond Vandermaeren, à M[lle] Coulon de Thévenot, désignée, je ne sais pourquoi, dans l'adresse de la lettre, sous le nom de Coulon de Lorme. Cette lettre est ainsi conçue :

« Mademoiselle Coulon de Lorme, Professeur de tachygraphie, rue Saint-Honoré, 108, Paris.

Paris, le 14 avril 1826.

» Je vous offre l'occasion, Madame, de rendre service à quelqu'un de vos élèves.

» Je suis chargé de la part d'un gouvernement étranger de découvrir quelqu'un qui connaisse parfaitement les règles et l'exercice de la tachygraphie, et qui ait assez l'habitude de ce mode d'écrire pour rendre compte des travaux d'une assemblée délibérante, ou des séances des tribunaux.

Il doit y avoir parmi vos élèves des jeunes gens exercés à cette méthode et parmi eux il doit s'en trouver qui, n'ayant point de grandes ressources, seraient disposés à aller utiliser leur talent dans une belle ville étrangère. Ayez donc la complaisance de me dire si vous connaîtriez un *homme capable et honnête,* et sur lequel on pourrait prendre et donner de bonnes informations. Il aurait la certitude de vivre en paix et de recevoir bien exactement chaque mois ce qui lui aurait été promis.

» On ne se soucierait pas d'un homme qui ait marqué, qui ait des engagements politiques. On le voudrait studieux, paisible et disposé à se conformer aux instructions qu'on lui donnerait.

» S'il y avait parmi vos élèves quelqu'un qui put remplir ces conditions, veuillez, s'il vous plaît, me l'envoyer pour que j'en confère avec lui. Choisi et accepté, il devrait être prêt à partir d'ici dans les derniers jours du mois prochain.

» J'attends un mot de réponse, et je vous prie, Madame, d'agréer mes salutations empressées.

» RAMOND VANDERMAEREN,
» rue Chantereine, 10 ».

A la lecture de cette lettre deux questions se posent :

1° Quel pays représentait M. Ramond Vandermaeren ?

2° Quelle suite a été donnée à sa sollicitation ?

Je serais heureux qu'il se trouvât dans cette assemblée quelqu'un qui voulût le rechercher.

J'ai dit quelle présomption me faisait penser que le gouvernement qui avait ainsi chargé un de ses représentants de trouver en France un tachygraphe assez habile pour recueillir les débats de ses assemblées et de ses tribunaux, était le gouvernement belge ou plutôt le gouvernement des Pays-Bas, puisque à cette époque la Belgique était encore liée à la Hollande.

Je fais remarquer en outre qu'il n'est pas indiqué dans la lettre que le tachygraphe désiré dût connaître une langue étrangère ; par conséquent, il devait s'agir d'un pays de langue française.

La particularité que le tachygraphe officiel en question devait opérer devant les tribunaux, est intéressante au point de vue des idées qui à ce moment pouvaient résider dans l'esprit de ceux qui voulaient l'employer.

Enfin, je fais observer, sans vouloir en tirer une conclusion qui pourrait engager dans une mauvaise voie le chercheur qui, j'espère, se trouvera parmi vous, je fais observer, dis-je, la concordance existant entre la date de cette lettre, avril 1826, et l'époque du concours établi par la société royale *Concordia* de Bruxelles, dont le programme est daté du 5 octobre 1826.

Et bornant là ma communication, je laisse maintenant la parole ou la plume, à qui voudra la prendre, sur ce point qui m'a paru offrir quelque intérêt pour l'histoire de la sténographie dans ce pays.

(Voir page 41.)

ANNEXE N° 7

ETUDE HISTORIQUE

SUR UN COMPTE RENDU OFFICIEL IL Y A QUINZE CENTS ANS

par M. L. P. GUÉNIN, sténographe-réviseur au Sénat français Chevalier de la Légion d'honneur.

LA CONFÉRENCE DE CARTHAGE

Nous sommes en l'an 411. Il y a exactement mille quatre cent nonante-quatre ans. De tous les pays soumis à l'empire, celui d'Afrique était alors le plus riche et le moins difficile à conquérir. La puissance romaine en Occident vient de s'écrouler ; les Goths, conduits par Alaric, n'ayant plus devant eux Stilicon, que son gendre l'empereur Honorius a fait assassiner, sont venus assiéger Rome, prendre la ville éternelle, la saccager et la détruire. Leurs bandes parcourent l'Italie livrée à la dévastation et au pillage. Honorius, réfugié à Ravenne, à l'abri des marais qui entourent les murs de la cité, nourrit des oiseaux et des poules pendant que ses ministres se disputent la direction des affaires.

Après la prise de Rome, Alaric avait songé à s'emparer de l'Afrique. On sait comment la tempête arrêta son armée au passage en Sicile. La menace avait épouvanté la Cour de Ravenne, et pour prévenir toute cause de faiblesse et de discorde, les ministres d'Honorius décidèrent de rétablir en Afrique l'unité religieuse. Il s'y était créé en effet une secte redoutable, celle des donatistes. Ils prétendaient représenter l'Eglise dans toute sa pureté ; ils rebaptisaient ceux des chrétiens qui adhéraient à leur culte, et voulaient exclure de l'Eglise les évêques qui autrefois, sous la persécution de Dioclétien, avaient consenti à remettre aux payens les livres sacrés et les actes des martyrs qui avaient été détruits. Ils avaient notamment accusé l'évêque de Carthage, Cécilien, qui fut, au contraire, déclaré innocent par le concile d'Arles et ensuite par l'empereur Constantin. Il fut reconnu au cours des délibérations que dans le concile de Carthage, où l'exclusion de Cécilien de l'Eglise avait été prononcée, la plupart de ceux qui y avaient assisté étaient des donatistes et des prêtres qui avaient eux-mêmes livré les Saintes Ecritures. C'était pour écarter d'eux cette accusation qu'ils avaient sacrifié un innocent.

Ce fut un des points principaux de la conférence de Carthage, à laquelle nous allons arriver, et la preuve fut faite par saint Augustin et les autres évêques catholiques, avec les pièces officielles, de l'innocence de Cécilien.

L'autre point portait sur ce fait que l'Eglise catholique embrassait le monde entier, tandis que la secte donatiste n'existait qu'en Afrique et ne pouvait prétendre à remplacer l'Eglise du Christ, avec les représentants de laquelle elle n'était même pas en relation dans les autres parties du monde.

Beaucoup d'évêques donatistes assistant à la conférence, que la parole de saint Augustin avait convaincus, s'inclinèrent devant l'arrêt du proconsul et revinrent à l'unité de l'Eglise ; mais certains s'y refusèrent ; ils étaient soutenus par des bandes armées de fanatiques que l'on appelait les circoncellions, mystiques sanguinaires dont les maximes et les fureurs offrent plus d'un rapport avec celles des anabaptistes. Ils se répandaient dans les campagnes, insultaient, maltraitaient et tuaient parfois les prêtres catholiques, dévastaient les propriétés et se livraient à des actes de brigandage que les autorités devaient réprimer *manu militari*.

Par un décret du 14 décembre 410, Honorius convoquait les évêques catholiques et donatistes à une réunion solennelle à Carthage. Ce décret était adressé à Flavius Marcellinus, *tribunus* et *notarius*, personnage important de l'*Officium* impérial, chargé du proconsulat en Afrique. C'était un chrétien rigide et un magistrat conciliant, ami de saint Jérôme, qu'il avait connu à Rome lorsque ce dernier y dirigeait le petit cénacle de saintes femmes dans lequel il était lui-même reçu. Les donatistes, apprenant qu'il était désigné pour présider la conférence, firent de lui cet éloge : « Quel malheur ! Voici l'union qui nous arrive ! » et en effet l'union se fit.

Dans son décret adressé à Flavius Marcellinus au nom des Empereurs « pieux, heureux, vainqueurs et triomphateurs » — cela était écrit un mois et demi après la prise de Rome par Alaric, — Honorius dit « que le but de ses travaux dans la guerre et de ses méditations dans la paix était le maintien de la religion véritable ». Il parle des donatistes, qui déshonorent l'Afrique, et veut mettre un terme à leur schisme. Il ordonne en conséquence qu'une conférence solennelle établisse enfin la vérité et que l'on enlève leurs basiliques aux évêques donatistes qui ne se rendront pas à son appel ou ne s'inclineront pas devant les résolutions prises. Marcellinus est nommé juge et souverain ordonnateur de la conférence.

Peu de temps après, ce dernier convoquait tous les évêques d'Afrique à Carthage, à quatre mois d'intervalle. Aurélius, évêque de Carthage et Sylvanus, primat de Numidie, adressèrent immédiatement leur acceptation à Marcellinus, au nom de tous les évêques catholiques. Ils promettaient d'empêcher leurs fidèles de pénétrer dans la salle de la conférence où leur présence pourrait apporter du trouble. Les évêques donatistes, dans l'impossibilité où ils se trouvaient d'échapper à l'épreuve, se rendirent presque tous au rendez-vous. Les principaux d'entre eux leur avaient adressé un appel suprême. On voyait parmi eux des vieillards se soutenant à peine, des malades se tenant difficilement debout. Ils firent leur entrée dans la ville avec un pompeux appareil. Les catholiques ne les imitèrent pas ; ils vinrent eux aussi avec empressement à Carthage, mais évitèrent toute manifestation.

Les évêques donatistes étaient au nombre de deux cent septante-huit ; les catholiques de deux cent quatre vingt-six. L'âge ou la maladie avaient retenu chez eux cent vingt évêques catholiques.

Carthage, plusieurs fois rebâtie par les Romains, était, par sa magnificence et sa richesse, une des premières villes de l'empire, rivale d'Antioche et d'Alexandrie. Elle conservait, sous le pouvoir du proconsul romain, des libertés municipales et un Sénat ou Conseil public révéré dans toute la province. Le génie commerçant de l'ancienne cité carthaginoise se retrouvait aussi actif dans la colonie romaine fondée sur ses ruines ; elle partageait avec l'Egypte le privilège d'alimenter Rome et les marchés d'Italie. Son port, ses quais, ses édifices faisaient l'admiration des étrangers ; une de ses voies, que l'on appelait la Rue Céleste, était remplie de

temples magnifiques ; une autre, celle des banquiers, étincelait de marbre et d'or. La nouvelle Carthage ne négligeait pas les lettres, elle avait des écoles nombreuses et célèbres où l'on enseignait l'éloquence et la philosophie. Dans ses théâtres on représentait les plus beaux ouvrages dramatiques de l'ancienne Rome et les meilleures imitations de la tragédie grecque. On s'y pressait en foule sur les places publiques pour entendre un sophiste ou un rhéteur connu. Ainsi l'ingénieux Apulée y dissertait devant le peuple sur les fables et la littérature des Grecs, et se vantait des applaudissements d'une cité si studieuse et si savante.

La présence de cinq cent soixante-quatre évêques à la conférence pouvait amener une certaine confusion. Marcellinus ordonna par édit que chacun des deux partis se fît représenter par dix-huit évêques, sept qui devaient parler au nom de tout leur parti, sept autres pour servir de conseils aux premiers, et quatre pour surveiller l'exactitude des comptes rendus des *exceptores* et *notarii*. Nous verrons tout à l'heure dans quelles conditions ces derniers allaient fonctionner.

Dans le même édit, Marcellinus indiquait le lieu de la conférence ; c'était la salle des Thermes Gargilianes, situés au centre de Carthage, dans un lieu dont l'agréable fraîcheur tempérait les ardeurs du soleil de juin.

Les catholiques souscrivirent aux conditions indiquées dans l'édit. Les donatistes écrivirent à Marcellinus pour le supplier de permettre à tous les évêques d'assister à la réunion. Cette demande donna lieu à quelques observations des catholiques ; elle leur fit penser qu'elle n'était formulée que pour faire échouer la conférence dans le désordre. Ils déclarèrent toutefois à Marcellinus qu'ils consentaient à déférer au désir des donatistes, tout en persistant à se faire représenter par dix-huit évêques, afin qu'on ne pût leur imputer d'être cause du tumulte s'il venait à se produire.

La première séance, car il y eut à cette conférence de Carthage trois séances successives, eut lieu le premier juin 411.

Les évêques désignés de chaque côté pour porter la parole, pour servir de conseils et pour être gardiens des tablettes des sténographes et des écritures étaient :

Comme orateurs pour les catholiques :

Aurélius, évêque de Carthage ; Alypius, évêque de Tagaste ; Augustin, évêque d'Hippone ; Vincent, évêque de Culicitane ; Fortunatus, évêque de Constantine ; Fortunatianus, évêque de Sicca ; Possidius, évêque de Calame.

Pour les donatistes :

Primianus, évêque de Carthage ; Pétilianus, évêque de Constantine ; Eméritus, évêque de Césarée ; Protasius, évêque de Tubunes ; Montanus, évêque de Zama ; Gaudentius, évêque de Thagmude ; Adestatus, évêque de Milevum.

Comme conseillers pour les catholiques :

Novatus, évêque de Sétif ; Florentius, évêque d'Hippone ; Maurentius, évêque de Tubursinence ; Priscus, évêque de Quisa ; Sarénianus, évêque de Miditensis. (Deux noms manquent aux actes.)

Pour les donatistes :

Pérégrinus, évêque de Sufes ; Aptus, évêque de Tusurum ; Clarentius, évêque de Trabace ; Habetdeus, évêque d'Aurusilia. (Les trois derniers noms manquent aux actes.)

Comme gardiens des tablettes pour les catholiques :

Deuterius, évêque de Césarée ; Léon, évêque de Mopta ; Asterius, évêque de Vicus ; Restitutus, évêque de Tagora.

Pour les donatistes :

Victor, évêque d'Hippone; Marinianus, évêque d'Oea ; Veratianus, évêque de Carpi; Victor...

Les textes de la conférence de Carthage ont été reproduits et publiés par Philippe Labbe et Gabriel Cossart, prêtres de la Société de Jésus, dans leur ouvrage donnant les débats des divers conciles de l'Eglise, et réédités avec des commentaires et des adjonctions par Etienne Baluze et Jean Harduin *(vingt-six volumes in-f°, Venise, 1728)*. Les actes de la conférence de Carthage y figurent au tome III, pages 107 et suivantes. Ils ont pour titre :

« *Gesta collationis, Carthagine habitæ Honorii Cæsaris jussu inter episcopos catholicos et donatistes D. N. V. C. et spectabili Flavio Marcellino tribuno et notario, post consulatum Varanis V. C.* »

Il n'y eut cette année là, — 411 — qu'un seul consul désigné sur les actes, l'empire d'Occident ayant subi les assauts des Goths et une désignation n'ayant pas été faite de ce côté.

« Les actes de la conférence, nous dit Baluze dans sa préface, ceux du moins qui existent maintenant, ne sont pas complets. Ils ont été abrégés de ceux qui ont été écrits en présence de Marcellinus, car comme ils étaient fort longs, ainsi qu'Augustin l'écrit dans sa lettre 50e, et que de plus il était à craindre que l'on n'en tint aucun compte par suite de cette trop grande longueur, Severinus et Julianus poussèrent Marcellus, mémorialiste, qui avait assisté à la conférence, et avec Marcellinus avait partagé le travail de contrôler la discussion, d'éviter aux lecteurs une grande fatigue en abrégeant le texte, car les donatistes, n'ayant pu obtenir du juge que la réunion ne se tînt pas et que l'affaire ne fût pas plaidée complètement, firent en sorte, dit Augustin, en parlant beaucoup et longtemps, de rendre difficile à lire ce qui avait été dit. Marcellus, cédant aux demandes de ses amis, retrancha tout ce qui était inutile et condensa les discours tels que nous les lisons maintenant. »

La séance s'ouvrit avec un grand appareil et une imposante solennité. Les actes nous donnent, dès leur début, les noms des membres de l'*Officium,* et parmi eux des *exceptores* du proconsul et des *notarii* des deux partis. Nous voyons ainsi, pendant toutes les séances, des sténographes remplissant les mêmes fonctions, recueillant également la parole des orateurs, désignés par le nom d'*exceptores*, lorsqu'ils appartiennent à l'*Officium,* et de *notarii,* lorsqu'ils exercent une profession libre, pour les partis catholique et donatiste.

Voici les noms des membres de l'*Officium* inscrits en tête des actes: nous y lisons :

« *Anno Christi 411. Incipiunt capitula gestorum.*

« *Post consulatum Varanis, V. C. Kalendis Juniis Carthagine in secretario thermarum Gargilianarum, præsentibus Sebastiano, Maximiano et Petro, viris devotissimis Protectoribus domesticis,* — ce sont les auxiliaires du juge Marcellinus, — *adstantibus Urso, Petronio et Liboso Ducenariis,* — le *ducenarius* était un officier commandant deux cents hommes, — *Bonifacio et Evasio apparitoribus industrium atque eminentium potestatum,* — c'étaient les appariteurs représentant les autorités, — *Fileto apparitore illustris comitivæ sedis,* — appariteur du siège proconsulaire, — *Exitioso adjutore corniculari,* — adjoint au corniculaire, officier attaché à la personne du tribun, sans doute ici de Flavius Marcellinus, — *Possidio Quodvultdeo, et Colonico adjutoribus commentariorum Officii D N. V. C. et spectabilis Proconsulis,* — adjoints au greffier de l'*Officium,* Possidius et Quodvultdeus étaient des prêtres amis de saint Augustin, — *Navigio adjutore numerorum Officii D. N. V. C. et spectabilis Vicarii,* — adjoint à l'*Officium* du vice-président ou lieutenant du proconsul, — *Nampio scriba Officii V. C. legati almæ Carthaginis,* — le greffier du délégué de la sainte Carthage — ce greffier de l'*Officium* était celui qui tenait les archives ou registres, — *Rufiano scriba V. C. curatoris excelsæ Carthaginis — scribe* ou greffier du gouverneur de Carthage. »

Puis nous arrivons aux noms de confrères de ces temps si reculés.

» *Excipientibus etiam Hilaro et Prætextato exceptoribus D. N. V. C et spectabilis proconsulis ; Fabio exceptore D. N. V. C. et spectabilis Vicarii,* sténographe du lieutenant du proconsul, — *et Romulo exceptore V. C. Legati Almæ Carthaginis,* — sténographe du délégué de Carthage ; *excipientibus quoque Januario et Vitale, Notariis Ecclesiæ catholicæ, Victore et Cresconio, Notariis Ecclesiæ Donatistarum,...* »

Les expressions *exceptores* et *notarii* sont bien ici, au point de vue professionnel, identiquement les mêmes; le terme d'*exceptor* est appliqué aux sténographes officiels du proconsul, de son lieutenant et du délégué de la ville de Carthage; celui de *notarius* aux sténographes des deux partis catholique et donatiste. Ils prenaient leurs notes simultanément, deux par deux, mais nous verrons plus loin que ce sont les *exceptores* officiels qui délivrent les copies, dont les *notarii* ont préparé les originaux en traduisant les notes tracées sur leurs tablettes et en faisant signer après chaque déclaration, chaque discours, chaque interruption, l'évêque qui a pris la parole.

Trois fois, c'est-à-dire au début de chaque séance, les noms des membres de l'*Officium* sont répétés sans modifications; ce sont toujours les mêmes personnages qui entourent et assistent le juge Marcellinus ; mais, chose singulière, un autre *exceptor,* nommé Martialis, qui joue dans les actes un rôle des plus important, qui paraît être un des principaux, sinon le chef des sténographes officiels, n'est pas nommé parmi les membres de l'*Officium,* ce qui fait dire au savant Baluze: « Il est remarquable que cet *exceptor,* dant le nom revient si souvent dans les débats, n'ait pas été cité parmi ceux qui figurent au même titre dans cette énumération de l'*Officium.* Des chapitres III et IV il ressort qu'il était *exceptor* du juge proconsulaire et envoyé à Marcellinus, c'est-à-dire invité à se mettre sous ses ordres et à suivre ses instructions. Il n'y aurait rien d'étonnant que l'empereur Honorius eût député à Marcellinus, soit de l'*Officium* impérial, soit même des *Officii* africains, un *exceptor* pour l'assister en vertu du mandat du prince. Il aurait, pour ce motif, dû être nommé avec les autres personnages dont les noms figurent en tête des actes. »

La séance ouverte, un officier ayant demandé les ordres du proconsul pour que les évêques fussent introduits, ceux-ci s'avancèrent et prirent place sur les sièges qui leur étaient destinés. Dans un discours d'ouverture, Marcellinus, se reconnaissant indigne d'être juge suprême au milieu de tant d'hommes vénérables, déclara que la cause qui les réunissait allait être jugée sous les yeux de Dieu et qu'il n'avait, quant à lui, qu'à se borner à constater des faits. Il ordonna ensuite que lecture fut donnée de l'édit d'Honorius, daté de Ravenne.

Ici, intervention des *exceptores;* c'est l'un d'eux, celui dont le nom ne figure pas en tête des actes, qui donne lecture du document indiqué par le juge.

« *Martialis exceptor recitavit...* » nous disent les actes, et cette mention est suivie du texte même de l'édit.

Puis, Marcellinus ordonne la lecture des deux édits rendus par lui, con-

voquant les évêques catholiques et donatistes à la conférence, et précisant dans quelles conditions les débats auraient lieu. « *Martialis exceptor recitavit...* » disent encore les actes, dans lesquels cette mention est suivie des textes des deux documents.

Le premier fixait les conditions dans lesquelles les débats auraient lieu et seraient recueillis. C'est ce que confirme d'ailleurs saint Augustin lui-même dans sa lettre 141, adressée aux donatistes en 412, où nous lisons : « Nous arrivâmes à Carthage, nous et vos évêques, et nous nous réunîmes. Sept évêques de notre côté et autant du leur furent choisis pour parler au nom de tous. On en désigna sept autres des deux côtés avec lesquels les évêques choisis pourraient se concerter en cas de besoin, et encore quatre de part et d'autre pour surveiller les comptes rendus de peur qu'on ne fît dire à quelqu'un ce qu'il n'aurait pas dit. Il y eut aussi des deux côtés quatre *notarii* dont deux devaient alterner avec les *exceptores* du juge, afin d'empêcher que personne d'entre nous ne prétendit avoir dit ce qui n'aurait pas été consigné sur les tablettes. Comme complément de toutes ces précautions il fut convenu que nous et les évêques donatistes, et le juge lui-même, nous signerions ce que nous aurions dit, pour éviter que nul ne se plaignît plus tard de ce que ses paroles auraient été falsifiées. La publicité de ces actes partout où il le faudra devant avoir lieu du vivant de ceux qui les ont signés, leur vérité demeurera inattaquable pour la postérité. »

Vient ensuite la lecture des réponses des donatistes et des catholiques. Elle est faite, cette fois, par un autre sténographe, Romulus, *exceptor legati almæ Carthaginis*. Dans leur réponse, les évêques catholiques faisaient connaître les sept d'entre eux qu'ils avaient choisis pour défendre leur cause, et précisaient les points qui devaient faire l'objet de la discussion. Le même Romulus lut l'écrit analogue rédigé par les donatistes, puis la discussion s'engagea. Elle fut soutenue pour les donatistes par Pétilianus et Émeritus, pour les catholiques par Aurélius, Fortunatianus et Augustin. Des chicanes sont soulevées par les donatistes, la lecture de différentes pièces est réclamée par eux et ordonnée par le juge; elle est faite, ainsi qu'en témoignent les actes, par l'*exceptor* Romulus. Six fois ce sténographe lit ainsi des documents, puis le juge demande quel est le nombre des évêques qui ont souscrit aux conditions dont il a été donné lecture, et c'est Martialis *exceptor* qui répond : « *Ducenti sexagenta sex sunt.* »

Il avait fallu, pour que le sténographe fît cette réponse, que le nombre des signatures fût relevé précédemment par les membres de l'*Officium*.

Les donatistes, cherchant à prolonger indéfiniment les débats, élevèrent des doutes sur les signatures des évêques catholiques qui avaient nommé les représentants à la conférence; leurs protestations amenèrent une vérification qui démontra la sincérité des signatures des catholiques, et par contre la fausseté de plusieurs signatures des donatistes qui avaient usé de fraude pour faire croire à un plus grand nombre d'évêques de leur parti présents à Carthage. Dans le nombre ils avaient même fait figurer un mort.

D'autres pièces sont encore lues par l'*exceptor* Martialis, puis par son collègue Honoratus et enfin, comme la discussion dure depuis plusieurs heures et qu'*exceptores* et *notarii* sont épuisés, nous assistons à un curieux spectacle :

Hilarius *exceptor,* racontent les actes, dit alors : « Nous avons rempli nos tablettes et d'autres *exceptores* doivent nous relever. Que votre Noblesse ordonne que d'autres nous remplacent et qu'il nous soit donné des gardiens. »

Vitalius, *notarius* de l'Eglise catholique, appuie et confirme ce que vient de dire le sténographe de l'*Officium*.

Le juge dit alors : « Que ceux des *exceptores* dont les tablettes sont remplies soient remplacés et que des gardiens leur soient donnés. »

L'évêque Aurélius, de l'Eglise catholique, répond que son parti a nommé des évêques pour cette garde, et Alypius désigne plus spécialement Deuterius et Restitutus pour la surveillance des tablettes des *exceptores* se retirant.

Primianus, évêque donatiste, désigne au nom de ses collègues, comme gardiens, Maurinianus et Victor.

Le service est ainsi changé et la discussion continue.

Ici une question se pose, celle de la durée du travail des *exceptores* et *notarii,* du temps pendant lequel ils pouvaient sténographier, et le texte même des actes de la conférence de Carthage nous donne la réponse. Nous sommes en présence des sténographes les plus habiles, des *exceptores* de l'*Officium ;* ceux qui ont été choisis par les catholiques et les donatistes sont également les meilleurs de leur profession. Leurs tablettes contenaient dix planchettes de 30 centimètres sur 20 centimètres environ, pouvant permettre, en serrant l'écriture, ce qui était le propre de tous les anciens *notarii* d'après les quelques exemples qui nous sont restés de leurs notes, — de tenir de dix à douze minutes par tablette ou de vingt à vingt-deux minutes recto et verso, soit pour la totalité des planchettes d'une tablette de deux heures et demie à trois heures, suivant la vitesse des orateurs. Chaque praticien avait un double jeu de tablettes.

La conférence, comme tous les conciles en général, ainsi que les actes le constatent, avait commencé au lever du jour, vers six heures du matin. Il pouvait, lecture des documents et des pièces déduite, être environ midi lorsque les *exceptores* et *notarii* font leur déclaration, disant que leurs tablettes sont pleines et qu'il est nécessaire de les relever. Nos anciens pouvaient donc tenir cinq ou six heures et suivre la parole pendant ce temps avec leurs tablettes de cire et leur style.

Les premiers sténographes ont été remplacés, les débats continuent ; mais ce n'est plus un *exceptor* ou un *notarius* qui lit les pièces dont la communication est demandée par les orateurs et ordonnée par le président. On relève dans les actes ces mentions :

« *Rufinianus scriba recitavit...* »

« *Nampius scriba dixit...* »

Ce sont d'autres membres de l'*Officium* qui interviennent ainsi pour ces lectures.

La discussion se poursuit ; Alypius, évêque catholique, dit : « Qu'il soit inscrit au procès-verbal qu'il y a de notre côté cent vingt absents, que l'infirmité, l'âge ou des nécessités absolues ont empêché de venir ici. »

Marcellinus répond : Cela figurera au procès-verbal. »

Pétilianus, évêque donatiste : « Qu'il soit inscrit qu'il y a beaucoup plus des nôtres absents, et même des sièges vacants pour lesquels des évêques doivent être ordonnés. »

Marcellinus répond : « Les actes mentionneront également cela. »

Fortunatianus, évêque catholique : « Puisque le très révérend Pétilianus a parlé des évêchés vacants, nous déclarons, pour que cela figure aux actes, que nous en avons aussi soixante-quatre. »

Marcellinus : « Cela sera inséré dans les actes » et il ajoute : « Que ceux-là restent seulement des deux côtés qui ont été élus par leur parti conformément à l'ordre impérial. Que l'*Officium* le proclame. »

Rufinianus greffier dit : « Suivant le rescrit de l'Eglise catholique, il reste dix-huit évêques, à savoir : sept orateurs, sept conseillers et quatre

pour la garde des tablettes. De même, du côté des donatistes, restent dix-huit évêques, sept orateurs, sept conseillers et quatre pour la garde des tablettes »

Marcellinus : « Que l'*Officium* fasse connaître combien il paraît s'être déjà écoulé de la journée. »

Rufinianus *scriba :* « La onzième heure du jour est passée. »

Marcellinus : « Puisqu'il est évident que la plus grande partie du jour est écoulée, qu'il soit décidé d'un commun accord des représentants des deux partis que la discussion sera ajournée. »

Des deux côtés il fut dit : « Cela nous convient, puisque cette journée paraît déjà achevée. »

Marcellinus : « Que les deux partis indiquent le jour auquel est renvoyée la prochaine séance. »

Alypius, évêque catholique : « Comme ta Noblesse l'a prescrit par son édit, la journée de demain étant réservée à cause de la traduction des sténographes, nous choisirons après-demain, si tu l'ordonnes. »

Adesdatus, évêque donatiste : « Nous donnons également notre consentement à ce que l'affaire reprenne après-demain. »

Marcellinus : « Ainsi qu'il a plu aux orateurs, que l'affaire reprenne après-demain, après un jour écoulé. Mais les deux partis devront faire en sorte que les gardiens qu'ils ont désignés pour les sténographes et les documents soient vigilants pour la traduction des notes, afin que tous les discours soient fidèlement reproduits et que les deux autres gardiens, puisqu'ils sont quatre par quatre, ainsi que cela est organisé, surveillent ceux qui ont sténographié en dernier lieu. »

Alypius : « Les deux autres évêques présents, ainsi que l'*Officium* l'a déjà rappelé, sont nos frères Léon et Astérius. »

Primianus, évêque donatiste : « Nous fournissons aussi nos quatre gardiens des tablettes. Nous en avons déjà désigné deux, nous en nommons deux nouveaux maintenant, ce sont Vératinianus et Victor, nos collègues présents. »

Marcellinus : « Que ceux-ci remplissent avec attention leur mission et que demain soit copié tout ce qui a été recueilli par les sténographes, les tablettes étant maintenant marquées du sceau des évêques désignés. »

Dans la deuxième séance, à la suite de protestations des donatistes, tout ce passage depuis la question de proconsul relative au temps écoulé, sera relu trois fois sur leurs notes par un *exceptor* et un *notarius*.

L'acte se termine par ces mots : « *Hilarus et Martialis exceptores edidimus.* — Nous Hilarus et Martialis avons fait cette traduction. »

La séance a duré de six heures du matin à cinq heures du soir ; car l'ouverture de ces assemblées avait lieu avec un cérémonial déterminé et à une heure fixe. L'indication s'en trouve au tome premier, page 8 des Conciles de Labbe, sous ce titre : « *Ordo de celebrando concilio.* » Il y est dit : « A la première heure du jour, avant le lever du soleil, tous sortent de l'Eglise, et une seule porte reste ouverte par laquelle les prêtres doivent entrer. Les *ostarii* s'y tiennent. Tous les évêques faisant partie du concile pénètrent dans la basilique, puis les prêtres, les diacres ; ensuite viennent les laïques, ensuite les *notarii* dont le concours est requis pour lire les pièces ou sténographier les débats. »

On ajourne la discussion et la remise de la copie des sténographes au surlendemain. Ce temps était évidemment trop court pour traduire onze heures de sténographie ; aussi verrons-nous à la deuxième séance les donatistes constater que cette copie n'est pas achevée et obtenir un délai pour

que la traduction complète soit achevée avant la reprise de la discussion.

D'autre part, on remarque avec quel soin il est procédé pour établir l'authenticité des actes. Les tablettes des *exceptores* et des *notarii* sont marquées du sceau des évêques chargés de leur garde, et lorsque les copies sont faites chaque discours est visé par celui des évêques qui a parlé, chaque interruption est signée de même.

Dans cette première séance c'est Hilarus qui, au milieu de la discussion, a déclaré que ses tablettes étaient pleines et qu'il fallait le remplacer. Or, dans la deuxième séance, nous allons voir Martialis lire sur ses tablettes la fin de la première séance. Ces deux *exceptores* s'étaient donc partagé la première séance, Hilarus prenant la première partie avec les autres sténographes, et Martialis la seconde dans les mêmes conditions. Tous les deux signaient ensemble la copie totale du procès-verbal dont ils prenaient ainsi la responsabilité. Ce sont évidemment, dans ces conditions, les deux chefs du service de l'*Officium*.

Baluze constate, dans une note, ce fait que les actes étaient écrits en sténographie sur les tablettes des praticiens, mais qu'il n'était pas de la nature des notes que quiconque lise celles d'un autre ; aussi devaient-elles être traduites sur des feuilles de papyrus et réunies en pages afin que les évêques pussent y apposer leurs signatures C'est ce que nous verrons rappeler au cours de la deuxième séance, par une observation d'un évêque donatiste.

La deuxième séance de la conférence de Carthage eut lieu le 3 juin 411. L'historien de saint Augustin dit que « rien de sérieux n'y fut entamé. Tous les efforts des donatistes tendirent à gagner du temps comme pour reculer leur défaite. Ils eurent l'idée de solliciter un délai afin d'examiner à loisir les actes de la première séance et de se mieux préparer à la discussion. Le président leur accorda un délai de cinq jours et la troisième séance fut ajournée au 8 juin. »

Tel est le compte rendu bien sommaire de cette deuxième séance qui, pour des étrangers à notre profession, ne présente en effet rien d'intéressant, mais qui pour nous est à étudier dans tous ses détails, car ce sont les *exceptores* et les *notarii* qui sont constamment mis en cause par les donatistes, et les actes nous fournissent au sujet de l'exercice de notre profession dans ces temps reculés des détails tout à fait inédits. Mais c'est à travers un véritable brouillard que nous assistons à cette discussion si intéressante, où nos anciens jouent un rôle considérable. Les actes n'existent plus dans leur intégrité, ainsi que le constate Baluze dans sa préface; ils ont été résumés, analysés, et la seconde séance, qui paraît cependant avoir été longue, est réduite à cinq pages de l'in-folio de procès-verbaux des conciles, c'est-à-dire à peu près à la dixième partie de ce qui aurait été dit. Il ne s'agit que d'*exceptores* et de *notarii,* tous les auteurs étrangers à nos questions professionnelles ont abrégé cette partie de la conférence dans des proportions telles qu'elle devient parfois presque inintelligible ; mais ce qui reste est encore le morceau le plus complet que l'antiquité nous ait légué sur l'exercice de la profession des sténographes latins et nous en traduisons presque en entier la teneur, car c'est la première fois que tous ces détails sont mis en évidence.

Tout d'abord une première manœuvre se produit : les donatistes manifestent nettement dès le début l'intention de discuter, d'ergoter, de créer des incidents, de retarder ou empêcher la discussion véritable de commencer. C'est ainsi que nous les voyons d'abord, une fois entrés dans la salle, refuser de s'asseoir lorsque Marcellinus les invite à prendre place sur les

sièges ou les gradins de la salle. Ils invoquent, par l'organe de Pétilianus, un de leurs orateurs, l'Ecriture sainte, se rappelant sans doute que le juste ne doit point s'asseoir au milieu des impies.

Les évêques donatistes restant debout, les évêques catholiques ne crurent pas devoir s'asseoir seuls ; ils imitèrent leurs adversaires, et Marcellinus lui-même, par respect pour les personnages composant l'assemblée, fit enlever sa chaise en disant : « Il est de mon devoir, puisque vous restez debout, de faire de même, ainsi que le commande mon respect pour tant de prélats. »

Le personnel de l'*Officium* faisait naturellement de même ; mais les *exceptores* et *notarii* qui avaient à sténographier les discours devaient être dans une singulière situation. D'ordinaire, ils ne se servaient pas comme nous de tables pour exercer leur profession, ils écrivaient assis, tenant leurs tablettes de cire sur leurs genoux. C'est ainsi que les représentent les plus anciens dessins connus ; la forme et la force de résistance des tablettes permettaient de le faire sans difficulté. Mais dans cette deuxième séance de la conférence il a fallu que les *exceptores* et les *notarii* écrivent debout, leurs tablettes d'une main et le style de l'autre. Cela était possible, et nous avons vu pour nous le cas se produire plusieurs fois, soit dans des réunions où il n'y avait pas de siège disponible, soit à des cérémonies officielles ; mais c'est une fatigue de plus à ajouter à celle qui résulte du fait de suivre la parole.

Ce premier point vidé, les débats s'engagent, et tout d'abord l'*exceptor* Martialis intervient et dit : « Le mémoire que devaient remettre hier les évêques à ta Noblesse est entre nos mains ; si tu l'ordonnes il en sera donné lecture. »

Marcellinus : « Afin qu'il n'y ait rien de caché pour aucune des parties, que lecture en soit faite. »

Martialis lit le mémoire remis par les évêques donatistes. La discussion allant être reprise et les donatistes élevant des contestations, le juge leur demande s'ils se déclarent satisfaits de l'exactitude des actes. Ils répondent par l'organe de Pétilianus qu'ils en réclament la communication qui ne leur a pas été faite et sollicitent à cet effet l'ajournement des débats.

Alypius dit alors : « On met en doute la bonne foi de l'*Officium* ou celle des gardiens des tablettes ! »

Pétilianus : « Qu'on nous communique d'abord la traduction des actes et nous répondrons. »

« Mais, dit le président, vous avez parfaitement consenti à ce que cette discussion soit reprise aujourd'hui, et cela résulte à l'évidence des actes eux-mêmes ! »

Pétilianus : « Lisons-les et collationnons-les. »

Marcellinus : « Les gardiens de chacun des deux partis ayant vérifié l'état des tablettes afin qu'il soit certain qu'il n'y a été rien changé, que l'*Officium* lise cette partie de la dernière séance dans laquelle l'engagement a été pris de continuer aujourd'hui les débats. »

Eméritus, évêque donatiste : « Si tu veux bien l'ordonner, que les actes soient d'abord communiqués, afin qu'ils soient relus par nous pour contrôler nos paroles et les arguments de nos adversaires, ainsi que cela est toujours concédé dans les causes légales. Cela est du reste dans l'ordre des choses humaines. »

Alors, du consentement des parties, l'*exceptor* Martialis lit sur ses tablettes, c'est-à-dire sur ses notes non traduites, la fin des débats de la séance précédente, et dans laquelle la date de la nouvelle réunion a été fixée.

Le juge, après cette lecture, s'adresse à l'évêque donatiste et lui dit : « Votre Sainteté voit que vous ne pouvez protester contre vos propres déclarations. La cause est donc entendue. »

Mais les donatistes ne l'admettent pas ainsi ; ils ont trouvé un excellent terrain pour faire remettre l'affaire et ils s'y tiennent obstinément jusqu'à la fin de la séance. Les actes n'ont pas été complètement traduits; ce n'est pas la lecture des notes d'un *exceptor* qu'il leur faut.

Eméritus : « Nous ne sommes pas oublieux au point de nous élever contre nos propres déclarations, et ici je n'accuse pas l'incurie de l'*Officium* ou la négligence des sténographes, je comprends qu'ils n'aient pas pu terminer leur copie à ce jour par suite de la longueur des actes ; mais si cela est fait, et toutes choses traduites, pourquoi les copies qui sont terminées ne sont-elles pas portées à notre connaissance ? En effet, les traductions que ta Noblesse a ordonnées étant mises à jour par l'*Officium,* il est nécessaire qu'en ayant reçu communication j'examine attentivement par quels moyens je dois répondre à nos adversaires. Il y a eu de leur fait une si grande confusion dans les débats que je dois être exactement instruit de ce qui s'est passé pour savoir ce que j'aurai à leur opposer. »

Marcellinus : « Vous avez demandé jusqu'à aujourd'hui pour étudier complètement l'affaire. Cela a été accepté. Il ne saurait y avoir aucun doute à cet égard. Que l'on passe donc à la discussion. »

Pétilianus, évêque donatiste : « C'est un *exceptor* qui vient de lire sur ses tablettes mêmes ce qui aurait été promis ou prononcé dans la séance d'avant-hier. De ce fait je conclus encore plus que les actes n'ont pas été traduits ; s'ils sont transcrits et prêts, que le même *exceptor* le dise, qu'il produise les actes, qu'ils soient visés et nous soient remis ; ensuite nous répondrons. »

Marcellinus : « Je constate votre désir d'un ajournement et l'indication d'un changement d'opinion. Votre Sainteté aurait pu, en effet, par suite de l'étendue des actes, demander un ajournement à un jour plus éloigné qu'aujourd'hui, mais il faut ajouter que vous avez cru que ce délai suffirait complètement pour votre entière édification et que c'est vous-mêmes qui avez demandé avant-hier cette date. »

Pétilianus : « Que les *exceptores* disent s'il leur était possible de traduire en une journée ce qui a été dit en un jour. »

Marcellinus : « Que les *exceptores* fassent connaître s'il leur a été possible de traduire depuis avant-hier la totalité des débats. »

Martialis *exceptor* répond : « En ce moment, nous avons encore une partie du texte non traduite sur nos tablettes. Les évêques qui nous ont été donnés comme gardiens ne l'ignorent pas. »

Pétilianus : « Il résulte de la réponse de l'*Officium* à ta Hautesse que les actes ne sont pas encore traduits et qu'il y en a une partie que les uns et les autres nous n'avons ni lue ni approuvée, de telle sorte qu'elle ne nous fournit rien et ne nous rappelle quoi que ce soit à la mémoire. Ta Noblesse voudra bien nous accorder ce que nous sollicitons, c'est-à-dire que les actes soient traduits suivant l'usage. Il faut que nous les lisions afin que nous puissions répondre. »

Alypius, évêque catholique : — c'était l'ami intime de saint Augustin — « La longueur des actes tient beaucoup plus au nombre et à l'étendue des réponses des deux partis qu'à l'importance du sujet en discussion. Il n'y a donc aucune raison pour que, à la demande de nos adversaires, la discussion soit aujourd'hui ajournée, d'autant plus que ce sont eux qui ont demandé le renvoi de la discussion à aujourd'hui. »

Marcellinus : « Afin que de nouveau la vérité apparaisse évidente, qu'il soit redonné lecture de la déclaration des vénérables assistants. »

Pétilianus : « Sur quoi cette lecture sera-t-elle faite ? »

Montanus, évêque donatiste : « Sur la sténographie de nos *notarii*. »

Marcellinus : « Est-ce qu'on élève une suspicion quelconque contre ce qui est inscrit sur les tablettes de l'*Officium,* alors que tant d'évêques en ont été les gardiens ? »

Pétilianus : « Nous ne connaissons pas la sténographie, et la nature de la discussion et des signes eux-mêmes, comme je l'ai dit, est telle que personne ici ne peut traduire les notes d'un autre. Nous ne pouvons pas lire sur les tablettes. Si les actes ne sont pas traduits, je n'ai rien à examiner, je n'ai rien à lire. »

Cette déclaration de l'évêque Pétilianus est à retenir au passage. Elle démontre que chez nos anciens, comme chez nous, lorsque la parole de l'orateur avait été rapide, le sujet technique et l'écriture déformée, chacun traduisait ses notes qui devenaient absolument personnelles, et qu'il faut être étranger à notre profession, n'en pas comprendre les difficultés souvent extrêmes, pour prétendre ériger en système la lecture mutuelle

Marcellinus, le proconsul qui préside, reprend : « Ainsi que je l'ai dit, que la déclaration des honorables assistants soit relue. »

Martialis *exceptor* relit une seconde fois sur ses tablettes le passage indiqué. Le texte est identiquement le même que celui cité la première fois.

Lorsqu'il eut achevé, Pétilianus dit : « Sur quoi cela est-il lu ? »

Mais le proconsul veut absolument que la preuve soit faite pour les donatistes qu'ils ont eux-mêmes fixé la date du jour de la deuxième conférence et il dit :

« Il n'est pas admissible que des contestations puissent s'élever sur l'autorité des actes. En conséquence, si l'on soupçonne de fraude les *exceptores* de l'*Officium,* que le même passage soit relu sur les tablettes des *notarii* ecclésiastiques. »

Eméritus, évêque donatiste : « A notre arrivée, ta Noblesse a daigné nous demander si nous adhérions aux propositions faites et si nous acceptions de mettre nos signatures au bas de chacune de nos déclarations. J'ai accepté; je suis lié par la proposition de ta Noblesse, aux termes de laquelle je dois signer mes déclarations et par laquelle tu as promis que tous les débats seraient publiés. Mais maintenant, tu veux me forcer à parler et à engager la discussion avant que j'aie connaissance des actes. Quels sont-ils ? Je ne sais par où commencer, j'ignore quel compte on peut tenir de tes avis, si l'on doit signer au bas des pages. Que l'on traduise les notes, de façon à ce que nous puissions signer. Si l'on doit faire le sacrifice de cette disposition, tout ton arrêt croule et tout ce que tu as proposé pour édifier la conscience publique est détruit. Tu as déclaré en effet, que tout ce qui serait dit publiquement serait contresigné par nous et par ta Hautesse. Il faut donc d'abord que ces actes soient lus et connus, pour que, par suite même de ta décision, il soit passé outre aux débats. »

Marcellinus : « Comme je l'ai dit, que ce que les *exceptores* de l'*Officium* ont lu soit relu par les *notarii* ecclésiastiques. »

Pétilianus : « Que ta Noblesse tienne sa parole et nous accorde la justice que tu nous as souvent promise. Qu'on me donne le bref délai nécessaire pour la traduction des actes, afin que je les voie ensuite, que je lise en entier les parties que je dois signer, que je reprenne mes observations et l'argumentation subtile des adversaires, afin que, pleinement instruit de leurs intentions, je puisse leur répondre. J'estime que cela est humain et juste. »

Marcellinus : « Il aurait été plus juste et plus correct de demander cela à la séance précédente, alors que du consentement des deux partis la délibération a été renvoyée à aujourd'hui. Enfin, qu'il soit donné lecture par les *notarii* ecclésiastiques de la partie dans laquelle la discussion a été ajournée. »

Pétilianus : « Alors nous sommes joués ! »

Augustin répond : « Nous ne sommes pas cause des faits que veulent nous imputer nos frères de la partie adverse. »

Et comme il parlait, Pétilianus s'écrie : « Tu nous fais injure ! »

Au milieu du tumulte soulevé par ces interruptions véhémentes, Augustin, Marcellinus, Eméritus interviennent successivement, et Marcellinus reprend de nouveau : « Que les *notarii* ecclésiastiques donnent lecture de ce qui est noté sur leurs tablettes. »

Alors les parties de la séance recopiées sur papyrus et les tablettes scellées sont apportées. Le proconsul ordonne aux évêques constitués gardiens par leurs pairs de vérifier s'ils reconnaissent chacun leur cachet.

Léon, évêque catholique : « Je reconnais mon cachet. »

Marinianus : « Je reconnais le mien. »

Le proconsul : « Puisque de part et d'autre, on reconnaît les cachets, que les *notarii* relisent la partie que j'ai indiquée. »

Pétilianus : « Cette manière de faire peut se comprendre pour des testaments, elle ne s'explique pas pour des actes. »

Marcellinus : « Ce qui a été fait l'a été dans l'intérêt des deux partis et du consentement commun. Il ne convient pas de le blâmer. »

Pétilianus : « Je ne blâme pas, mais je demande que, selon la coutume, les actes soient mis à notre disposition comme il convient, afin que nous puissions les lire et les étudier à fond. Quelle urgence y a-t-il ? Qu'est-ce qui presse ? »

Augustin : « Il résulte de toutes ces discussions que vous voulez ajourner le débat. Nous demandons à ta Noblesse de le concéder. Cela est humain, ils veulent examiner les procès-verbaux de la séance, les étudier, venir ici plus préparés. N'allons pas allonger encore les actes en nous refusant à l'ajournement qu'ils réclament, et évitons que cette prolixité même des procès-verbaux nous cause de plus longs retards. »

Marcellinus : « Puisque l'on a prononcé d'accord entre les deux partis l'ajournement à ce jour, cet incident n'aurait pas dû pouvoir se produire. Quoiqu'il en soit, ainsi que je l'ai ordonné, que les *notarii* lisent la partie relative à l'ajournement. »

Pétilianus : « Qu'il soit consigné que tout cela n'est pas venu de notre fait, mais seulement de ce que les *notarii* ou les *exceptores* n'ont pas pu achever leur traduction. »

Marcellinus : « Lisez ! »

Januarius, *notarius* de l'église de Sétif, du parti donatiste, lit alors sur ses tablettes le passage déjà lu deux fois par l'*exceptor* Martialis de l'*Officium ;* le texte figurant aux actes est identiquement le même.

Marcellinus : « Ainsi, il a été bien décidé de part et d'autre que l'affaire viendrait aujourd'hui. »

Mais les donatistes ne se tiennent pas pour battus, et Pétilianus reprend : « Si les actes ont été complètement traduits par les *exceptores,* qu'on passe outre aux débats. »

Cette copie n'étant pas achevée, le proconsul finit par consentir à l'ajournement si vivement réclamé, et invite les donatistes, pour éviter tout nouvel incident, à fixer eux-mêmes le jour de la prochaine séance.

Pétilianus : « Que les *exceptores* disent quand ils auront traduit les actes. »

Marcellinus : « Que les *exceptores* se hâtent autant qu'ils le pourront de mettre les actes en état et d'achever leurs traductions. »

Hilarus, *exceptor :* « Quand les orateurs des deux partis auront signé leurs déclarations, alors seulement nous pourrons indiquer le jour où les actes seront produits. »

Marcellinus : Est-ce qu'aujourd'hui les traductions peuvent être achevées par l'*Officium* et signées par les deux partis ? »

Hilarus *exceptor :* « Nous achèverons aujourd'hui notre travail. »

Marcellinus : « Puisque l'*Officium* déclare pouvoir achever aujourd'hui son travail, que V. S. dise si elle est disposée à signer les actes aujourd'hui ou demain. »

Adéodatus, évêque donatiste : « Dès que les traductions nous seront soumises, nous les signerons. »

Marcellinus : « Que l'*Officium* déclare maintenant combien de jours lui seront nécessaires après la signature des actes originaux pour remettre les copies, sans qu'une autre remise soit admissible. »

Hilarus *exceptor :* « Si l'on signe les minutes aujourd'hui ou demain, nous pouvons, en travaillant jour et nuit, remettre après le troisième jour les copies des actes, tels que les *notarii* nous les auront transmis d'après leurs notes. »

Marcellinus : « Quel que soit le jour, qu'il soit désigné par l'*Officium*. »

Alors un des greffiers, Rufinianus, s'empresse de répondre, sans avoir compris la question, et dit : « Aujourd'hui, c'est le troisième jour des nones de juin. »

A quoi le proconsul répond : « Le jour que je demande, c'est celui pour lequel la remise des actes est promise. »

Il y a ici une certaine malice de la part des *exceptores* et *notarii* soulignant la sottise commise par le greffier.

Hilarus *exceptor* répond à la question du président : « Nous pouvons avoir copié les actes pour le 7 des ides de juin. »

Marcellinus : « J'accepte que, d'accord avec les deux partis, le sixième jour des ides de juin, toutes les discussions oiseuses étant écartées, le fond du débat soit abordé. »

Augustin : « Nous aurions voulu que la discussion eût lieu aujourd'hui, mais nous acceptons, par condescendance pour nos frères, que la remise ait lieu au 6 des ides de juin, et nous espérons alors, que Dieu aidant, ce débat sera tranché. »

Marcellinus : « S'il y a une opposition à cette proposition, qu'elle se produise. »

Eméritus, évêque donatiste : « Nos déclarations sont très claires. Ta Hautesse a reconnu la justesse de nos observations. Nous serons prêts, si Dieu le veut, le jour fixé, c'est-à-dire le sixième des ides de juin, pourvu que les actes une fois traduits, nous soient livrés, afin que nous puissions y réfléchir. »

Marcellinus : « Le septième des ides de juin, dès le matin, les actes vous seront remis. Décidez si vous voulez vous réunir le 6 afin de trancher le débat. »

Eméritus : Nous acceptons si ce qu'a indiqué ta Noblesse est effectué. »

Nous voyons ici déclarer par le président que le 7 des ides de juin les actes seront remis aux parties et que le débat sera repris le 6 des mêmes ides. Il ne faut pas oublier que les Romains ne comptaient pas comme nous les jours des mois, et que, pour les ides, le décompte se faisait au

rebours. Pour le mois de juin les ides commençaient le 13 ; le 12 était la veille des ides, le 11 le troisième jour des ides, le 10 le quatrième et ainsi de suite. On comprend ainsi que les actes étaient remis le 7 des ides, veille du sixième jour des débats.

Avant de clore la séance, Marcellinus rappelle encore aux *exceptores* la promesse qu'ils ont faite : « Que se souvenant de l'arrêt et de leurs propres déclarations, les *exceptores,* au jour fixé, dès le matin, le 7 des ides de juin, se hâtent de produire les actes. Qu'ils prennent leurs précautions pour que les *notarii* de l'un et l'autre parti ne manquent pas de leur transmettre leurs traductions. Que chaque parti sache qu'il doit arrêter ses mesures pour prendre connaissance des actes à l'heure désignée. En ce qui concerne les évêques, que, toute discussion oiseuse étant écartée, ils ne traînent plus le débat en longueur. »

Alypius : « Nous observerons la décision de ta Hautesse en ce qui concerne les signatures et la discussion lorsque nous aurons reçu les actes. »

Eméritus : « Lorsque les actes nous auront été produits, nous satisferons à ta décision. »

Marcellinus : « Afin que cela ne puisse fournir un nouveau prétexte, l'*Officium* se hâtera de vous remettre le même jour que les autres les actes de cette séance. »

Le procès-verbal, comme celui de la première séance, se termine par cette annotation d'Hilarus et Martialis, *exceptores :* « Nous avons fourni ces actes, et comme il est indiqué ci-dessus nous les avons revisés. »

Ainsi qu'on le voit par les observations échangées, de nombreuses précautions étaient prises pour assurer l'exactitude absolue des actes. Chacun des orateurs revoyait ce qu'il avait dit et le signait au bas des pages traduites ; les *notarii* étaient chargés, prenant deux à deux avec les *exceptores* et collationnant leurs notes à leur sortie de la salle, de les traduire et de fournir ces traductions, chacun pour les orateurs de leur parti, aux *exceptores* de l'*Officium ;* ces derniers devaient les reviser, en faire usage pour constituer une minute originale ainsi officiellement établie, contresignée par les orateurs et le président, puis en faire des copies authentiques qu'ils avaient à remettre aux évêques de chacun des deux partis. Nous allons les voir au début de la troisième séance faire constater officiellement qu'ils ont remis aux deux partis ces copies dont ils ont le reçu. L'*Officium* avait ainsi à faire au moins deux copies de la totalité des actes, l'une pour les évêques catholiques, l'autre pour les évêques donatistes, et peut-être une troisième pour le président, à moins que la minute originale, conservée dans les archives de l'*Officium,* n'en tînt lieu.

A la troisième séance les évêques catholiques et donatistes sont introduits et prennent place dans la salle, puis le président Marcellinus constate que le délai pour la transcription et la remise des copies des actes des deux premières séances est expiré, et invite l'*Officium* à faire connaître ce qui a été fait à cet égard. Martialis *exceptor* répond que les actes ont été transcrits avant le jour fixé par le président, et que les copies ont été remises aux intéressés dont il présente les reçus. Marcellinus en ordonne la lecture.

Martialis *exceptor* lit : « Sous le consulat de Varanus, *vir clarissimus,* le 8 des ides de juin, moi Fortunatianus, évêque catholique de la ville de Sicca, certifie m'avoir été remis l'ensemble des actes des deux premières séances ayant eu lieu le premier jour des calendes de juin et le troisième des nones, et avoir reçu ces actes traduits par Martialis *exceptor sedis proconsularis*, envoyés par Flavius Marcellinus, *vir clarissimus, tribunus* et *nota-*

rius, le 8 des ides de juin à la cinquième heure du jour, dans l'église catholique Restitute ; et bien que les *exceptores* aient promis que les actes seraient traduits pour le 7 des ides de juin, néanmoins leur activité a été telle que la traduction des débats des séances nous a été remise avant le jour indiqué. »

« Je lirai également, ajoute Martialis, l'autre reçu, si votre Noblesse l'ordonne. »

Et Marcellinus dit : « Lisez. »

Martialis donne alors lecture du reçu dont suit la traduction : « Sous le consulat de Varanus, *vir clarissimus,* le 8 des ides de juin, moi Montanus, évêque de la cité de Zama, atteste que par les mains d'Hilarus et Prætextatus, *exceptores,* j'ai reçu de vous les actes des deux séances de la conférence dans lesquelles nous avons combattu contre nos accusateurs et nos persécuteurs, tenues l'une le premier jour des calendes de juin, et l'autre le 3 des nones de juin, lesquels vos *exceptores* du dit siège proconsulaire nous ont remis le 8 des ides de juin à la troisième heure du jour dans l'église Theoprepia. »

Le président constate que la traduction des actes, leur copie et leur remise aux intéressés sont régulièrement établis, puis les débats sont ouverts sur les différends séparant les donatistes et les catholiques.

Tout d'abord, Marcellinus ordonne la lecture de l'édit impérial réglant l'ordre de la conférence et précisant les pouvoirs du président. C'est encore l'*exceptor* Martialis qui procède à cette lecture Et comme au cours de la discussion on invoque des actes dressés le troisième jour des calendes de février, à Ravenne, sous le consulat d'Arcadius Auguste et Probus IV, le même Martialis en lit également le texte, ainsi que celui d'un autre acte dressé sous le consulat de Constantin et Licinius relatif à l'évêque Cécilien.

Puis c'est l'*exceptor* Romulus qui, au paragraphe 251, commence la lecture d'une lettre de Januarianus et d'autres évêques se plaignant de persécutions. Il faut croire que ce Romulus n'avait pas l'accent africain, car il amène cette exclamation de l'évêque donatiste Eméritus : « Il ne lit pas ! Il ne distingue pas le sens ! » A quoi saint Augustin répond : « Lisez vous-mêmes ! » Et le président ordonne aux *notarii* ecclésiastiques de relire ce texte afin qu'il soit mieux compris des auditeurs.

Posidius, évêque catholique, ne manque pas de relever le fait et dit : « Qu'il soit inscrit qu'ils ont eux-mêmes demandé que les actes qu'ils produisent soient lus par leurs *notarii.* »

Le président répond : « Il est indifférent par qui ils sont relus. »

Mais Pétilianus ajoute : « On ne met aucunement en doute la bonne foi de l'*Officium,* on ne se plaint que de la prononciation du lecteur. »

Alors le président : « Cette discussion est superflue. Enfin, pour que tout soit plus promptement connu, que les pièces produites soient lues par les *notarii* ecclésiastiques. »

Puis les débats se prolongent, les sténographes finissent par être à bout de forces, et, comme dans la première séance, ils demandent leur remplacement. C'est l'*exceptor* Hilarus qui prend alors la parole : « Comme depuis le commencement du jour, les partis ont discuté, et que nous avons rempli deux codices, si ta Noblesse l'ordonne d'autres *exceptores* nous seront substitués afin que nous puissions sortir pour collationner nos textes, des gardiens nous étant donnés. »

Vitalis, *notarius* de l'Eglise catholique, ajoute : « J'appuie ce que vient de dire l'*exceptor* de ta Noblesse. »

Et le président ordonne : « Ainsi qu'il a été procédé dans une précédente séance, que les sténographes qui ont rempli leurs tablettes se retirent avec des gardiens, et qu'ils soient remplacés par d'autres. »

Puis la discussion, à laquelle saint Augustin prend la part la plus active, reprend et se prolonge jusqu'à la nuit. Alors les évêques sortent pour permettre à Marcellinus d'écrire sa sentence, et rentrent en séance pour en entendre la lecture.

Le président exprime dans cette sentence la joie qu'il éprouve de la guérison inespérée d'un mal aussi ancien, proclame l'innocence de Cécilien et de Félix, accusés par les donatistes, interdit à ces derniers toute assemblée religieuse et ordonne que leurs églises seront livrées sans retard aux catholiques, dont le triomphe avait été appuyé par tant de preuves. Chaque évêque donatiste pouvait retourner chez lui sans inquiétude pour se ranger ensuite sous la loi de l'unité ; ceux qui avaient sur leurs terres des troupes de circoncellions devaient tout faire pour les contenir, sous peine de voir ces terres occupées par le fisc ; il fallait que les fureurs insensées de ces barbares eussent un terme autant dans l'intérêt du repos public que de la foi catholique.

La dernière partie de la séance du 8 juin ne nous est pas parvenue; elle a été remplacée dans le volume des Conciles par un résumé dû à saint Augustin, dans lequel ce dernier analyse à grands traits les discours prononcés, mais ne fait aucune allusion aux praticiens chargés de les recueillir. Leur besogne avait cependant été lourde, car cet auteur écrit lui-même dans sa lettre 139 au proconsul : « J'ai fait un assez gros travail, l'abrégé de notre conférence, dont personne ne voulait se charger à cause du monceau d'écritures qu'il fallait lire. »

Tel a été le rôle des *exceptores* de l'*Officium* et des *notarii* des deux partis catholique et donatiste aux trois séances de la conférence de Carthage. Nous savons que leur œuvre a donné satisfaction aux intéressés qui en ont témoigné par écrit, déclarant que l'activité des praticiens avait été telle que la traduction et la remise de la copie avaient eu lieu avant le jour fixé.

Quant à la fidélité, à l'exactitude absolue du texte recueilli, elle est attestée au bas de chaque discours par la signature de l'orateur qui l'a prononcé. C'est donc bien là, dans toute l'acceptation du terme, un compte rendu officiel, et nous avons cette bonne fortune d'y trouver sur l'exercice de notre profession, en l'an 411, les détails les plus complets.

Je souhaite que mes confrères prennent à la lecture de ce trop long mémoire le même plaisir que j'ai éprouvé en parcourant et en traduisant ces vieux textes, ignorés, perdus dans l'immense masse des procès-verbaux des Conciles, dont les vingt-six volumes de Baluze n'ont reproduit qu'une faible partie.

(Voir page 42.)

ANNEXE N° 8

—

LA SITUATION DE LA STÉNOGRAPHIE EN HOLLANDE COMPARÉE A CELLE DE QUELQUES AUTRES PAYS D'EUROPE

NOTE

présentée par M. VAN AALS.

Mesdames et Messieurs,

La Hollande n'est guère connue à l'étranger que par ses faïences de Delft et par ses cartes postales illustrées montrant des paysannes de Zélande, des canaux d'Amsterdam ou des reproductions de Rembrandt ; son activité scientifique et artistique est ignorée.

Il est très difficile, notamment, de se rendre compte de la situation de la sténographie en Hollande. On lit bien, dans le *Cours théorique et pratique de sténographie*, de A. Fossé (Paris 1829) : « Il ne serait pas impossible qu'on vît un jour des sténographes néerlandais, car, déjà selon toute apparence il y a des sténographes iroquois. »

Il est certain, Mesdames et Messieurs, que nos compatriotes ont devancé les Iroquois car vous trouverez à ce congrès plus de représentants de la Hollande que du pays des Iroquois.

Dans d'autres ouvrages traitant spécialement de l'histoire de la sténographie, on ne trouve que la nomenclature des systèmes utilisés en Hollande avec, pour chacun d'eux, un tableau des signes.

L'étranger peut bien plus difficilement encore se rendre compte de la situation actuelle de la sténographie dans notre pays, car les renseignements font absolument défaut et les périodiques ne s'en inquiètent en aucune façon. C'est ainsi que — et ceci est un exemple entre mille — l'an dernier, lorsque mourut Corneille-Antoine Steger, qui introduisit la sténographie en Hollande et qui s'intéressa vivement aux divers congrès où il ne manqua jamais de faire des communications sur l'état de la sténographie dans son pays, quelques feuilles sténographiques étrangères seulement annoncèrent l'événement et encore plusieurs mois après.

Il n'est donc pas surprenant que l'étranger n'ait pas une haute opinion du mouvement sténographique en Hollande et qu'il s'imagine qu'il y a chez nous très peu de sténographes professionnels ou de *dilettanti*. J'ajouterai que l'aspect si modeste de nos journaux sténographiques ne peut que le confirmer dans cette pensée.

Beaucoup de nos compatriotes mêmes pensent que la Hollande occupe une situation absolument inférieure dans le monde sténographique. Eh bien ! Mesdames et Messieurs, je voudrais que vous emportiez de ce Congrès une meilleure opinion de notre pays au point de vue de notre art.

Remarquons tout d'abord que la Hollande compte actuellement cinq millions et demi d'habitants, alors que l'Angleterre a une population huit fois plus forte, l'Allemagne une population dix fois plus forte et la France une population sept fois et demie plus considérable.

Pour établir une comparaison entre le mouvement sténographique dans ces pays et dans le nôtre, nous sommes obligés de nous baser sur les statistiques sténographiques qui ne sont pas très exactes, notamment pour l'Allemagne où les chiffres donnés par les associations me paraissent fort exagérés, surtout si l'on tient compte des nombreuses demandes de sténographes qui figurent journellement dans les journaux.

Comparons tout d'abord le nombre des associations sténographiques et le nombre de leurs membres : en Hollande, il y a environ vingt-six sociétés et sections avec deux mille membres. Toute proportion gardée, l'Angleterre devrait donc avoir deux cents sociétés avec seize mille membres, alors qu'elle n'a que cent dix sociétés et nous ne connaissons pas le nombre de membres. La France devrait avoir cent nonante sociétés et elle n'en a que septante. L'Allemagne ne devrait avoir que deux cent soixante sociétés avec vingt mille membres, et elle a trois mille cinq cents sociétés avec cent dix mille membres. Mais il faut tenir compte de la facilité avec laquelle les Allemands s'associent, trouvant souvent d'ailleurs dans leur verre de bière un lien beaucoup plus fort que la sténographie.

L'Italie, avec ses 30,000,000 d'habitants, n'a que vingt-trois sociétés, alors qu'elle devrait en avoir cent vingt-cinq.

D'autres faits encore démontrent que la sténographie est tout aussi développée en Hollande que dans les autres pays d'Europe.

Ainsi, il y a environ un an, les sténographes néerlandais ayant été invités à un concours pour l'admission dans le Bureau sténographique des Etats-Généraux, vingt-cinq candidats se présentèrent et il faut tenir compte de ce fait qu'au début les appointements sont minimes, ce qui fait que beaucoup de praticiens n'ont pas postulé l'emploi qui était à conférer. Nous regrettons que cet examen n'ait pas eu lieu, car nous ne doutons pas que les résultats n'en eussent été très satisfaisants.

D'autre part, il y a environ trois mois, une association sténographique de Saxe (système Gabelsberger) invitait tous les adeptes de ce système à prendre part à un concours. Les concurrents devaient écrire pendent cinq minutes à la vitesse de cent cinquante à cent septante syllabes par minute et il était accordé vingt minutes pour la transcription à la machine à écrire. Des prix de 100, 60 et 40 marks, devaient être remis aux vainqueurs, outre le remboursement des frais de déplacement. La Saxe comptant cent associations avec deux mille membres, on s'attendait à voir un grand nombre de sténographes participer à ce concours ; or, cent quinze concurrents seulement se présentèrent et aucun des prix ne fut distribué.

Comparons ce piteux résultat à celui du concours qui eut lieu à la Haye en 1897 alors que les deux principaux systèmes hollandais venaient de voir le jour et qu'il n'existait dans notre pays que dix associations avec environ huit cents membres. Ce concours, organisé exclusivement pour les dames et dans des conditions à peu près semblables à celles du concours de Saxe, réunit vingt-quatre concurrentes et dix prix furent décernés.

Il résulte de ces exemples que le mouvement sténographique en Hollande est beaucoup plus important que la plupart de nos collègues ne se l'imaginent. Actuellement, la sténographie est enseignée dans beaucoup d'écoles et est pratiquée au Parlement, dans les Etats-Provinciaux et dans les municipalités des grandes villes. Nous devons cette situation aux

hommes infatigables dont vous connaissez sans doute les noms : Steger, Goudschaal, de Haan, Wéry, Groote.

M. Steger est malheureusement décédé l'année dernière, mais les autres continuent à travailler pour la diffusion de notre art. Espérons que leur travail produira ses fruits et qu'au prochain Congrès nous pourrons vous faire part de nouveaux progrès.

(Voir page 42.)

ANNEXE No 9

CONSTITUTION D'ANNALES PERMANENTES DE LA STÉNOGRAPHIE PAR DES RÉDACTEURS NATIONAUX

RAPPORT

présenté par M. Anth. FOLMER, sténographe, rédacteur de la « Stenographische revue » et du « Rapporteur ».

Mesdames et Messieurs,

La proposition en faveur de laquelle je me permets de solliciter pour quelques instants votre bienveillante attention avait été soumise en 1903 à la réunion du Comité de jonction des Congrès internationaux, à Bordeaux. Cette assemblée a pris cette proposition en considération et l'a inscrite au programme du huitième Congrès.

Veuillez me permettre, Mesdames et Messieurs, de développer brièvement devant vous l'objet de ma proposition.

Il est incontestable que, dans la plupart des pays civilisés, le nombre des personnes qui s'intéressent à la sténographie, soit au point de vue de l'enseignement, soit au point de vue de son utilisation dans le commerce, dans les administrations, dans les tribunaux, etc., devient chaque jour plus considérable. En général, cependant, les sténographes d'une nation déterminée ne connaissent ni l'état de la sténographie dans les autres pays, ni les progrès qu'elle y a faits, ni la situation économique de leurs confrères étrangers. Il serait donc très intéressant de rechercher les moyens propres à combler cette regrettable lacune.

Ce point acquis, il en résultera les avantages suivants :

1° Dans les pays où la sténographie est encore très peu répandue et où les pouvoirs publics ignorent ou méconnaissent les services qu'elle peut rendre, les sténographes pourront se procurer aisément les données nécessaires pour pétitionner auprès des autorités de leur pays afin d'obtenir que celles-ci s'intéressent davantage à la sténographie.

2° Les personnes qui auraient l'intention de chercher un emploi à l'étranger sauront quel est le système de sténographie qui est le plus répandu dans le pays où elles désirent se rendre et par conséquent quel système elles doivent étudier de préférence en vue de l'obtention d'un emploi.

3° Ceux qui s'intéressent à l'introduction de la sténographie dans l'enseignement public, dans les écoles de commerce, etc., sauront où se procurer les données et les statistiques qui leur permettront de faire connaître les résultats obtenus à l'étranger et de démontrer aux autorités compétentes la nécessité d'introduire la sténographie dans les programmes d'études.

4° La situation économique des sténographes, leur salaire, etc., sont

des points particulièrement intéressants. Il est nécessaire, en effet, de connaître cette situation dans les divers pays, afin de savoir où elle a le plus besoin d'être améliorée et afin que, dans ces pays, les sténographes puissent juger des moyens propres à provoquer cette amélioration.

5° Les historiens de la sténographie trouveront plus tard des éléments précis et des documents authentiques qu'ils pourront consulter avec facilité et certitude.

La publication de statistiques annuelles, comme il s'en publie pour d'autres sciences, sera très utile et, comme je viens de l'indiquer, ces annales rendront les plus grands services aux historiens de l'avenir, à tous les sténographes et à toutes les personnes qui s'intéressent à quelque titre que ce soit à l'art abréviatif.

Il existe, il est vrai, dans quelques pays, des annales permanentes. En Allemagne, les méthodes Gabelsberger, Stolze-Schrey, Arends, Roller, Stenotachygraphie, National-Stenographie, possèdent leurs annales. Celles-ci font connaître les principaux événements de l'année précédente et donnent un aperçu de la position du système à la fin de l'année, la statistique des associations et des élèves, des bibliographies, etc.

Malgré la grande valeur qu'elles présentent pour les adhérents du système, ces annales ne peuvent donner entière satisfaction, d'abord, parce qu'elles ont un caractère de propagande. En outre, elles ne nous renseignent pas sur *tous* les points intéressants au point de vue du but que nous nous proposons et les données se trouvent éparpillées dans une demi-douzaine de volumes au lieu d'être réunies en un seul, de sorte qu'il est assez malaisé de les consulter.

Les écoles allemandes moins importantes, comme celles de Scheithauer et de Brauns ne publient pas d'annales de ce genre.

Il est regrettable que l'*Almanach sténographique* de W. Mertens ait cessé de paraître. Cette excellente publication a donné, de 1890 à 1903, la statistique de l'année précédente, un aperçu des principaux événements du monde sténographique, une bibliographie, une nécrologie, des renseignements sur la sténographie dans les parlements, dans le commerce, dans les administrations, etc., bref, tout ce qu'on pouvait désirer pour l'Allemagne. Je suis convaincu que l'on regrette partout la disparition de cet almanach.

Pour la France, nous possédons depuis quelques années l'*Almanach sténographique* de M. Navarre, qui contient de nombreux renseignements sur la sténographie dans ce pays. Cependant, ces renseignements concernent principalement la méthode Duployé, tandis que nous ne possédons pas de tels almanachs pour les systèmes Prévost-Delaunay, Aimé-Paris, Riom, etc.

En Angleterre, on voit paraître chaque année le *Pitman's Shorthand and Typewriting Year Book and Diary*, pour la méthode Pitman. Les autres méthodes n'ayant qu'un très petit nombre d'adhérents, on pourrait considérer cet annuaire comme suffisant pour l'Angleterre.

Citons encore : pour l'Espagne, l'*Annuaire Taquigrafico-Mécanografico* de notre excellent confrère, M. L.-R. Cortès et, pour l'Italie, l'*Annuaire sténografico Italiano* de M. Enrico Noë (système Gabelsberger-Noë), qui paraît depuis 1900. Toutefois, ce dernier ne contient aucune indication sur les autres systèmes pratiqués en Italie, comme, par exemple, le système Pitman-Francini.

Dans les autres pays d'Europe et dans les autres parties du monde, ces annuaires font totalement défaut.

Je pense qu'il est possible de constituer des annales permanentes de la sténographie dans tous les pays où elle est en usage et le Comité de jonction des Congrès internationaux me paraît être l'organisme le mieux en état de se charger de ce travail. Ce Comité se compose en effet, dans chaque pays, de membres représentant les méthodes les plus importantes. Ces personnes étant parfaitement au courant du mouvement sténographique de leur pays, il leur sera aisé de donner chaque année un aperçu des événements les plus importants, une statistique, etc.

A cet effet, le Comité peut déléguer un, deux ou trois de ses membres pour chaque pays, selon son étendue, sa population et l'importance du mouvement sténographique. Le président réunirait ces documents et le Comité se chargerait de recueillir les mêmes indications pour les pays où il n'a pas de représentants.

Ces renseignements pourraient être réunis chaque année sous la forme d'un recueil spécial, mais je crois qu'il serait préférable de les publier dans un journal interméthodique, comme le *Korrespondenzblatt des Königliches Stenographisches Institut* de Dresde, *das Archiv für Stenographie, la Revue Internationale de Sténographie,* et si possible, dans deux de ces journaux, dont un français et un allemand. Ces journaux accepteraient probablement de consacrer chaque année un numéro spécial à la publication de ces annales.

Il reste encore, Mesdames et Messieurs, à déterminer un schéma pour ces annuaires, afin que l'on soit assuré d'y trouver les indications d'importance universelle. Je crois qu'il est désirable que le Comité de jonction se charge d'arrêter ce schéma qui, selon moi, devrait comprendre, entre autres, les points suivants :

1° Les méthodes les plus en vue, la propagande et ses résultats. Nombre d'adhérents.

2° Associations sténographiques; nombre de membres, mutations au cours de l'année précédente.

3° Nouveaux systèmes.

4° Le gouvernement, les autorités et la sténographie.

5° Position économique des sténographes.

6° Diplômes de sténographe; nombre, etc. des diplômes de vitesse qui ont été délivrés.

7° La sténographie dans le commerce.

8° La sténographie dans le journalisme.

9° La sténographie dans les administrations (municipalités, etc.).

10° La sténographie dans les Cours de justice.

11° La sténographie dans l'enseignement.

12° La sténographie parlementaire, etc.

13° Bibliographie, nécrologie, journaux sténographiques.

En outre, les rédacteurs auront la liberté de donner toutes les informations qui leur paraîtraient intéressantes.

J'ai l'honneur, Mesdames et Messieurs, de soumettre à votre examen la proposition développée ci-dessus.

(Voir page 45.)

ANNEXE N° 10

—

UTILITÉ DE LA STÉNOGRAPHIE POUR LES HOMMES DE LETTRES ET LES JOURNALISTES

RAPPORT

présenté par M. A. DEPRINS, membre du Comité de la Fédération sténographique Aimé-Paris ; membre de l'Union de la Presse périodique belge ; membre d'honneur de l'Association artistique de Gand ; rédacteur à « l'Université littéraire » et à la « Tribune artistique ».

Messieurs,

Relativement aux services quelle rend et qu'elle pourrait rendre, la sténographie n'est pas suffisamment connue ; elle reste pour la masse du public un étonnement et un mystère, notamment en Belgique.

Le sténographe est l'objet de la curiosité de beaucoup de personnes même instruites ; on le voit souvent quand il pratique, entouré d'un cercle de curieux ; ceux-ci se demandent avec stupeur comment il est possible d'écrire aussi rapidement que la parole ; on doute même de cette possibilité qui dépasse l'imagination conceptive de beaucoup de personnes, dont le visage s'estompe significativement d'un sourire incrédule et railleur devant un praticien sténographe. En présence du travail manuscrit, l'étonnement augmente ; l'énigmatique alignement des sténogrammes courant en traits menus sur la blancheur du papier plonge dans l'ébahissement complet les non initiés qui, régulièrement, s'écrient effrayés : « C'est du Chinois ! Que c'est embrouillé, comment peut-on relire ce griffonnage ! »

Dès lors, on considère le sténographe comme un être un peu extraordinaire qui, tel un médiéval bénédictin, accomplit une sorte de travail occulte d'une infinie difficulté, d'une préciosité compliquée. Tout gonflé de son importance le sténographe n'a garde d'expliquer ou de révéler seulement la facilité plus ou moins grande qui se dérobe derrière l'apparente difficulté de son travail. De cet état de choses très fréquent, dont j'ai maintes fois fait l'expérience, et d'où il découle que la sténographie est encore voilée d'obscurité, on peut conclure que seuls apprennent ou essayent d'apprendre, et connaissent ou croient connaître la sténographie, les individus désireux d'en faire leur profession.

D'où il résulte en général que le public est tenté de croire que cet admirable outil de la pensée est *réservé* à une seule catégorie d'individus.

Ces préjugés ont donc écarté de l'étude de la sténographie (qui devrait être imposée dans tous les établissements d'instruction), un groupe important d'unités intellectuelles qui constituent dans un pays soit un élément indispensable à sa vitalité, soit un fragment considérable de son élite lettrée ; j'entends pour la première de ces deux catégories les *journalistes,*

pour la seconde les *hommes de lettres,* considérés selon la plus large acception de ce vocable, c'est-à-dire qu'ils se rattachent à la littérature artistique ou scientifique.

Je mets hors de doute ou de contestation l'utilité de l'application de la sténographie aux divers travaux journalistiques. D'ailleurs cette importante question a été traitée d'une façon très complète et très documentée dans les excellents rapports rédigés par MM. Harang et Navarre, à l'occasion d'un récent congrès sténographique tenu à Paris. Les conclusions des honorables rapporteurs furent non seulement approuvées, mais suivies de remerciements. Je ne ferai donc que mentionner rapidement, pour mémoire, et pour insister encore en faveur de la propagation de la sténographie dans la presse, les applications et les résultats pratiques et économiques auxquels elle donne lieu.

a) On a reproché à la sténographie l'obligation d'un travail de traduction retardant la rapidité de l'information, tandis que le travail du poignettiste peut s'en aller directement à l'imprimerie, au fur et à mesure de la prise des notes. Cela est exact d'une part, mais d'autre part, le poignettiste ne donnera jamais qu'un reflet des discours énoncés, tandis que le sténographe les reproduirait dans leur intégralité fragmentaire ou totale, selon les besoins de la cause. En conclusion, l'adjonction habituelle d'un sténographe pour l'information complète serait d'une utilité notoire dans bien des cas où l'information analytique ne peut suffire qu'en raison de sa rapidité de parution.

b) Il est à considérer qu'un poignettiste est sujet à commettre des erreurs, ce qui n'arrivera jamais à un sténographe, donc : l'exactitude de certaines informations d'un intérêt primordial telles que les comptes rendus de plaidoiries, meetings, conférences, discours, sermons et toasts serait garantie par la prise sténographique.

c) Celle-ci trouverait une application rationnelle et parfaite dans l'interview dont elle serait la plus fidèle reproduction.

d) Le critique y trouverait un auxiliaire puissant pour la notation de ses impressions, et le reporter économiserait une perte de temps appréciable dans la copie des documents qui l'intéressent.

e) Une autre économie de temps entraînant une économie pécuniaire considérable, serait réalisée par la prise sténographique des dépêches téléphoniques.

Telles sont, brièvement mentionnées, les diverses situations où il serait d'une évidente nécessité d'appliquer la sténographie aux travaux de la presse. Je les ai surtout signalées pour compléter mon rapport, celui-ci envisageant toutes les catégories des professionnels de la plume. Je crois que l'utilisation de l'écriture sténographique peut être considérée comme nulle chez les écrivains et je crois aussi que jamais, du moins à ma connaissance, on n'est entré au cœur de la question, en recherchant les causes primitives de cette regrettable abstention de la part d'une importante catégorie d'intéressés directs. C'est dans cette catégorie qu'on trouve les individus qui fournissent la plus grande somme de travail graphique ; il est typique que ce soit précisément eux qui ignorent les bienfaits de l'écriture rapide. La situation générale a été définie en termes très nets par M. De Rambures, de la façon suivante :

« Que d'idées brillantes, dit-il, que de mouvements heureux, d'inspirations sublimes apparaissant à l'esprit des grands écrivains pendant la chaleur de la composition n'ont pu être réfléchis par cette glace infidèle (l'écriture ordinaire) ! Que de trésors à jamais perdus, que de puissances

dérobées aux amis des lettres ; ne nous bornons pas à de stériles regrets, cherchons les moyens de préserver l'avenir de tant de pertes irréparables.»

Tels sont les excellents termes dont se sert M. De Rambures avec une grande justesse pour définir la question que je vais essayer de développer quelque peu, en essayant comme il le demande de préconiser certains moyens surtout éliminatoires destinés à favoriser la connaissance de la sténographie chez les écrivains. Il est de toute notoriété que la pensée dépasse considérablement en vitesse son expression graphique ; l'écriture ordinaire est en effet trop longue, elle retarde cette expression, et en quelque sorte l'englue. L'essence d'une œuvre jaillit du travail fiévreux de la première notation des idées où l'écrivain livre le meilleur de lui-même ; le restant, l'assemblage des notes et des brouillons, ne constitue plus qu'une mise au point, un polissage, besogne quasi-matérielle. Il importe donc dans le premier travail, qui peut être considéré comme un enfantement, une véritable délivrance intellectuelle, que la main puisse noter aussi rapidement qu'elles naissent et prennent leur envol, au fur et à mesure de leur succession, sans arrêt ni retard matériel, le jaillissement continu des idées. L'écriture ordinaire ne répond pas à ces exigences, étant soumise à des lois de formation graphique et orthographique d'une complication souvent aussi bizarre qu'inutile ; la vitesse, si minime soit-elle, déforme atrocement l'écriture ; dès lors celle-ci retarde l'écrivain dans l'élaboration de son travail. Elle enraye l'intégrale notation de ses pensées qui, dans leur abondance continue et rapide s'envolent parfois pour toujours.

Dickens, ce Balzac de l'Angleterre, fut un sténographe fervent et Victor Hugo, ce forgeron de merveilleuses pensées, avait si parfaitement conscience des lacunes de l'écriture ordinaire, qu'il s'était fabriqué un système sténographique dont il faisait surtout usage la nuit, lorsque la germination poétique qui tenaillait son esprit, lui réveillait le corps. — Chacun sait qu'il existe pour les écrivains deux façons de travailler ; la première consiste simplement à écrire, assis devant sa feuille. Mais d'autres écrivains, suivant en cela la méthode de Flaubert, qui voulait qu'avant d'être transcrite chaque phrase passât par son « gueuloir », pensent et formulent les phrases à voix haute. Dans l'un ou l'autre de ces cas la sténographie sera utilement employée par l'auteur lui-même, soit assis dans le labeur silencieux, soit debout le carnet à la main dans le labeur énoncé ; il envisagera ainsi d'un coup d'œil sur le travail sténographique toutes les tournures de phrases pour faire choix de la plus littéraire.

Dans l'exposé de ces deux cas réside presqu'entièrement l'énorme importance de la sténographie au point de vue du recueillement *total* des idées qui seront d'un inestimable secours pour l'écrivain, en lui épargnant en même temps un labeur matériel, long, désagréable qui ne sera jamais qu'incomplet. En outre, elle facilitera la prise de notes nombreuses, des renseignements entiers pour le *critique d'art* consignant, à la volée, ses impressions ; pour le *conférencier* elle permettra l'établissement de notes volumineuses sur un espace restreint, le sténogramme étant de beaucoup plus petit que le signe alphabétique ordinaire ; le *compilateur* dont les travaux nécessitent des copies de documents y trouvera un gain considérable de ce temps si précieux, perdu en partie par la besogne obligée mais insipide et lente de ses travaux de copie ; l'*observateur,* son calepin à la main, notera en tous lieux avec facilité, précision et rapidité les moindres faits dont son âme est impressionnée ; tel le dessinateur, au moyen du carnet à roquis : il pourra rendre ainsi des effets de vie ou de paysage dans leurs

plus intimes et ultimes détails, chose appréciable en Belgique, où la majorité des poètes et des prosateurs sont d'admirables descriptifs, des peintres littéraires. Pour l'observateur, la vie est en effet un drame perpétuel ; il saisit des nuances dans chaque mouvement qui frappe ses sens, là même où le vulgaire ne perçoit que la mutation unique et isolée d'un fait, surtout depuis que notre éminent jurisconsulte et écrivain *Edmond Picard* créa son théâtre d'idées où l'action *par* l'anecdote est remplacée par l'action *de la* pensée ; pour un tel auteur les paroles échangées autour de soi, des bribes de conversations, des gestes inconscients, tout est document, et dès lors un outil, lui permettant de recueillir intégralement tout ce que son instinct lui révèle être de quelque utilité, lui deviendra d'une absolue nécessité dès qu'il en aura tenté quelque minime expérience. Et, en général, bien des hommes éminents ont reconnu cette utilité et ont déploré leur ignorance à cet égard : MM. Caillemer, doyen de la Faculté de droit de Lyon, le Révérend D. Bridge, prédicateur, L. Fréchette, le professeur A.-L. Gibon ainsi que trois académiciens notoires émettent des opinions chaleureuses en sa faveur ; voici celles de ces trois derniers : *Emile Faguet* écrit : « Pas de bonne écriture qui résiste à la détestable habitude de prendre des notes. Comment corriger cet abus ? Par l'obligation de la sténographie. On devrait l'enseigner aux élèves dès qu'ils savent écrire. » Voici l'avis de *Henry Houssaye :* « On devrait dans toutes les écoles enseigner la sténographie en même temps que l'écriture. Combien de fois, aux archives, dans les musées, en voyage, j'ai regretté de ne pas savoir sténographier. » Enfin, je citerai la pensée du troisième et non le moins éminent, le grand poète *Sully Prudhomme :* « J'estime, dit-il, que la sténographie et la machine à écrire, tout ce qui peut faciliter et abréger la représentation des vocables par des signes graphiques, rend à l'humanité un éminent service. »

Je crois que les avis précis et catégoriques de ces trois préopinants justifient amplement, Messieurs, les considérations que je viens d'avoir l'honneur d'émettre devant vous.

Il convient d'examiner dans quelle mesure la sténographie peut être utile aux journalistes et aux écrivains, car il existe pour eux certaines conditions *sine qua non* d'étude et d'application, nécessitées par les exigences naturelles de leur conformation psychologique et morale. Je crois pouvoir en parler sainement, en tout état de cause, étant journaliste et écrivain, ayant expérimenté les divers modes de travail : silencieux, à haute voix, ayant donné des conférences, ayant fait de la critique, de la compilation et de l'observation, ayant ainsi pu apprécier le degré d'utilité de la sténographie et l'ayant par conséquent subordonnée aux exigences des hommes de lettres dans la société desquels se passe une partie de ma vie. Les considérations qui suivent seront donc le fruit d'expériences personnelles et je les déclare quant à moi inséparables de la question d'*utilité* pour les hommes de lettres.

En effet, l'homme de lettres ne consentirait à commencer l'étude de la sténographie que sous la condition expresse que cette dernière ne lui impose pas une étude théorique préliminaire, hérissée d'abstractions, et dont la longueur ne servirait qu'à lui imposer un travail matériel fatigant. Toute étude théorique, dont chaque subdivision ne serait pas suivie d'un résultat pratique immédiat et ne servant qu'à la stérile et décevante épellation de règles abstraites de même que tout surcroît de sérieuse complication dans le tracé graphique lui ferait incontinent rejeter l'emploi précieux de la sténographie. Ces facteurs d'étude, auxquels seuls des pro-

fessionnels se soumettraient, non éliminés, seraient directement opposés au tempérament et aux facultés foncièrement impulsifs des écrivains. Il s'agit donc pour eux, dans ce cas très spécial, que la sténographie leur soit un véhicule d'expression au moins aussi commode que l'écriture ordinaire. Son étude devra conduire avec un minimum de travail au maximum de résultat et l'application pratique découlera d'une façon naturelle, parallèle et immédiate de courtes règles théoriques. C'est-à-dire que la lecture du sténogramme devra se faire suivant une marche identique à celle des lettres ordinaires, dont il doit être un élément photographique, d'une simplicité et d'une clarté telles, que la transcription manuscrite n'en soit pas nécessaire pour la facilité de compréhension. Depuis des siècles, une sténographie réunissant de telles conditions est employée inconsciemment et journellement par tout le monde; une série très restreinte de signes réduits au nombre minimum donne un maximum de résultat pratique, puisqu'il permet au fur et à mesure de la rapidité de leur conception la représentation de longs mots, de longues phrases et d'opérations compliquées; ce système n'est autre que l'écriture des chiffres, additionné de quelques signes conventionnels permettant l'écriture des calculs mathémathiques.

Un système du même genre devrait s'appliquer aux écrivains; d'où il découle nécessairement que pour donner à ces écrivains la possibilité pratique d'utiliser la sténographie, ils ne pourront employer qu'une méthode phonétique. . . . . *(La lecture du rapport est interrompue.)*

(Vives protestations. Voir compte rendu, page 46.)

ANNEXE N° 11

—

NOTE

SUR LE RECRUTEMENT DES SERVICES STÉNOGRAPHIQUES OFFICIELS

présentée par M. L. G. GUÉNIN, sténographe-réviseur au Sénat français, chevalier de la Légion d'honneur.

Mesdames, Messieurs,

Les dispositions des règlements des Chambres relatives à l'âge d'admission des candidats aux fonctions de sténographe officiel, et à celui après lequel ils ne sont plus admissibles à ces fonctions, ont varié plusieurs fois; souvent, par suite de circonstances étrangères à notre profession, telles que la fixation de l'âge d'admission et de retraite des employés de la Chambre des députés et du Sénat; d'autres fois, par le fait de décisions prises à raison de certaines personnes, comme le recul à quarante-trois ans pour l'admission des sténographes à la Chambre des députés.

Il importerait que cette limite d'âge fût fixée d'une manière uniforme, et qu'elle fût inspirée par le seul intérêt des services et de leur meilleur recrutement.

Tout d'abord, l'âge d'admission, dix-huit ans, ne peut plus guère se comprendre avec le service militaire de deux ans. Si des jeunes gens étaient admis comme sténographes officiels avant d'avoir passé sous les drapeaux le temps exigé par la loi, ils seraient inutilisés pendant deux années et prendraient ainsi une place qu'ils ne sauraient remplir, au détriment de ceux de leurs collègues qui auraient satisfait à leurs obligations militaires. Quant aux dispensés, il est inutile de leur créer dans la vie civile des faveurs que rien ne justifie.

L'âge minimum d'admission pourrait donc être, à raison des devancements d'appel, fixé à vingt et un ans, avec obligation pour le candidat de justifier qu'il est libéré au point de vue de l'armée.

Quant à la limite au delà de laquelle on ne serait plus admis, celle de quarante-trois ans adoptée par la Chambre des députés est manifestement trop élevée et a des conséquences regrettables au point de vue de la retraite. Elle est d'ailleurs réduite déjà en fait à trente-quatre ans.

Au Sénat, cette limite est de trente ans. Elle offre ce désavantage de favoriser des jeunes gens ayant acquis une certaine habileté de main, mais dont l'instruction est forcément incomplète et les connaissances trop peu étendues pour exercer une profession qui exige, avec une bonne main, une instruction aussi solide que variée.

La limite de trente-cinq ans permettrait de faire entrer dans les services officiels des hommes plus formés au point de vue professionnel et donnerait à ces services des éléments de maturité qui pourraient leur faire défaut à un moment donné avec un recrutement trop limité au point de vue de l'âge.

Enfin, à la Chambre des députés, à la suite d'incidents qu'il est inutile de rappeler ici, le concours, qui donne un droit au premier, a été remplacé par des examens qui pourraient laisser trop de place à la faveur et aux influences. Il y aurait lieu, à ce point de vue, de revenir au concours.

Pour ces raisons, je prie mes collègues d'émettre le vœu suivant :

« La limite d'âge pour l'entrée dans les services officiels est fixée à vingt et un ans au minimum, et à trente-cinq ans au maximum.

» Le recrutement du personnel sténographique parlementaire aura toujours lieu par la voie du concours. »

(Voir page 48.)

ANNEXE N° 12

—

NOTE

SUR LES MANUSCRITS STÉNOGRAPHIQUES DE SHAKSPEARE

présentée par M. Mathias LEVY, de Londres.

Mesdames, Messieurs,

En 1900, au Congrès de Paris, M. le Dr Fuchs, parlant au nom de la commission allemande pour l'encouragement des études historiques de sténographie, s'exprimait en ces termes (2de séance du 14 août, p. 237 du compte rendu): « La deuxième question regarde les pièces de Shakspeare. La Société allemande Shakspeare a déclaré qu'il serait à désirer que les écrits les plus anciens de Timothy Bright, sténographe anglais, soient publiés en fac-similé. »

Il a demandé alors au Congrès que les manuscrits sténographiques de Timothy Bright concernant Shakspeare, conservés au British Museum de Londres, soient publiés entièrement par une commission spéciale et que le Comité de jonction soit chargé de l'exécution de ce projet. Cette proposition fut adoptée à l'unanimité.

Les renseignements relatifs à ces manuscrits sont donnés à Lansdowne 51 et manuscrit additionnel 10,037.

Les recherches effectuées jusqu'à ce jour n'ont fait découvrir au British Museum aucune note concernant Shakspeare parmi les manuscrits de Timothy Bright.

Shakspeare naquit le 23 avril, d'aucuns disent le 26 avril 1564 et mourut le 23 avril 1616.

Thimothy Brigt naquit en 1551 et mourut en 1615. Ils furent donc contemporains.

Quand parut la première édition de *Roméo et Juliette,* Bright avait quarante-six ans et Shakspeare trente-trois ans.

Une preuve de l'emploi de la sténographie se rencontre dans la scène de la mort (acte V, scène III), à l'endroit où Juliette, arrachant le poignard des mains de Roméo et se frappant elle-même, s'écrie : « Ceci est ton fourreau ; repose là et laisse-moi mourir ! »

Le mot *rest* (repose) figure dans l'édition de 1597 *(in-quarto),* mais, dans des éditions ultérieures, on trouve *rust* (rouille).

De ce qui précède, on a déduit que si la sténographie a été employée, les mots *rest* et *rust* ont été donnés par les lettres *r. s. t.* Toutefois, cette supposition n'est admissible qu'à la condition qu'il existât à cette époque un alphabet sténographique. Or, Timothy Bright, dans son ouvrage, publié en 1588 et intitulé « *CHARACTERIES, an Arte of short, swift and secrete writinge by character* », dit, en parlant de son système : « Il consiste en peu de signes, courts et faciles, *chaque signe correspondant à un mot.* »

D'autre part, Timothy Bright a été le premier en Angleterre qui imagina de représenter les mots par des signes.

On ne connaît que deux exemplaires manuscrits du système de Bright. Ils sont conservés au British Museum et l'un d'eux contient la transcription complète du livre de Titus.

Le premier est à Lansdowne nº 51, article 27 de M. Vincent Skimmet à M. Michael Hicks : « *En faveur de l'art sténographique de Timothy Bright avec une préface à Titus et le recommandant comme exemple à M. Robert Cecil.* » (1586). Il porte la mention : « Toute l'histoire de Titus est écrite en caractères sténographiques de M. Bright. »

Il y a dix-huit colonnes verticales, mais le manuscrit ne semble pas se rapporter à Shakspeare. La transcription est dite avoir été écrite par Bright lui-même.

Les dix-huit colonnes sont d'une écriture identique à la copie des Sybilles de Jane Seagers.

Le manuscrit additionnel 5863 F, 36 B, contient simplement le nom de Bright et la liste de ses ouvrages sur la médecine et l'hypocondrie.

Le manuscrit additionnel nº 10,037 est un petit livre *in-quarto* intitulé « *Les prophéties divines des dix Sybilles, en vers anglais.* » Il est écrit sur vélin par Jane Seagers et présenté par elle à la reine Elisabeth en 1589. C'est un manuscrit richement relié et orné de verre émaillé, bordé de velours. Il est dédié à son excellente majesté la Reine et, ayant indiqué le but de son ouvrage, Jane Seager ajoute : « Celui-ci, quoique orné de ma plume et de mon crayon, et bien que j'eusse consacré de longues études à cet art si peu connu des signes du Dr Bright, serait sans valeur s'il n'était agréé par votre majesté. Je le lui offre humblement avec mes meilleurs vœux. »

Ici, il importe de remarquer que le nom est D, et non T. Bright.

Le Dr Westlay Gilisan a laissé les mêmes volumes manuscrits qui se trouvent actuellement à la Librairie Nationale des Ecrivains Sténographiques. Dans le volume I *(in-folio)*, p. 117, il fait un essai de déchiffrement de cette sténographie qui est écrite en cinq colonnes verticales pour chaque prophétie.

Les entêtes sont les suivants : Agrippa, Samia, Lihyea, Cimméria, Europaea, Persica, Erythéraea, Delphica, Tyburtina et Cumana.

Il n'y a donc rien qui se réfère à Shakspeare.

Le *Dictionnaire de la Biographie Nationale* donne une notice sur Timothy Bright.

Il y a un courant d'opinions en faveur de la thèse que les *in-quarto* des pièces de Shakspeare ont été écrits au moyen de signes sténographiques. Les critiques anglais sont de cet avis.

J'ai traité ce sujet dans mon pamphlet : « *Shakspeare et la sténographie* » et dans une série d'articles qui parurent dans « *Sténographie et Dactylographie* », de juin 1900 à janvier 1901 (nos 16 à 22 inclus).

En 1590, époque à laquelle Peter Bales publia son traité, il n'existe pas encore d'alphabet sténographique. Ce n'est qu'en 1602 que John Willis publie un système alphabétique et, en 1618, Edmond Willis fait paraître un système analogue. Une copie de ce dernier ouvrage a été récemment acquise par le British Museum.

Dans la préface de son ouvrage, Edmond Willis parle tout à fait incidemment du célèbre Jabauer dont on trouve généralement le nom dans la nomenclature des écrivains sténographiques.

Le cadre restreint de la présente notice ne me permet pas de traiter la question en détail. Toutefois, l'alinéa suivant de l'éminent écrivain allemand Tycho Momsen peut-être cité :

« Il est arrivé fréquemment du temps de Shakspeare, que les auteurs dramatiques aient eu à se plaindre de ce que des ouvrages aient été publiés sans leur consentement, ce qui n'a pu se faire qu'à la faveur de prises sténographiques au théâtre,... »

Thomas Heymaad écrivit deux pièces historiques ou une pièce en deux parties, intitulée « *Si vous ne me connaissez pas vous ne connaissez personne, ou les troubles de la Reine Elisabeth.* »

La première partie, dit M. Callier, telle qu'elle est arrivée jusqu'à nous, ne peut être considérée que comme un fragment de pièce et il est permis de supposer qu'elle parvint jusqu'à la presse par la voie de notes sténographiques prises au théâtre, au cours des représentations du drame. Dans le prologue, nous trouvons dans *Home Heywoods'*, des mots à moitié cités...

Les déchiffrements de Bacon ont attiré récemment quelque peu l'attention mais il ne peut pas en être déduit que cela constitue une écriture sténographique.

Le défunt Dr Thompson Saaper appelle l'attention, à propos de l'emploi primitif de la sténographie, dans « *Notes et Théories* » (8e série, vol X ; 5 sept. 1896, p. 189), sur un sermon de H. Smith, imprimé en 1590 et recueilli à l'aide de « signes ».

Il se plaint, mais en vain, des copies prises subrepticement, car, en 1591, parut un sermon de Henri Smith, qui avait été pris par signes.

Dans le « *Devils Law Case* », par John Welester (1623), acte IV, scène III, nous lisons :

« Entendez-vous les officiers : Vous devez faire attention de ne pas laisser prendre des notes par des hommes sténographes. »

En soumettant cette courte note sur Shakspeare et la sténographie, il est juste de dire que ce ne sont que des fragments que je présente au Congrès dans l'espoir que des recherches ultérieures viennent jeter la lumière sur une des périodes les plus intéressantes de l'histoire, celle de la littérature au temps d'Elisabeth.

(Voir page 50.)

ANNEXE N° 13

—

LES ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES DE STÉNOGRAPHES

RAPPORT

par M. Henri BONVOUX, sténographe réviseur du Sénat, sténographe rédacteur du Conseil de la Manche, président de l'Association professionnelle des sténographes français, présenté au nom de l'Association professionnelle des sténographes français, au VIIIe congrès international de sténographie par M. DECAISNE, vice-président et délégué de l'Association professionnelle des sténographes français.

Messieurs et très honorés Confrères,

Ceux d'entre vous qui ont pris part au Congrès de 1889 n'ont sans doute pas oublié que dans sa séance du samedi 17 août, à la suite d'un remarquable rapport de notre regretté confrère M. Gustave Grignan, la résolution suivante fut adoptée à l'unanimité :

« Le Congrès émet le vœu qu'un syndicat composé de sténographes praticiens des divers systèmes et présentant toutes garanties de compétence et d'honorabilité, soit constitué dans chaque pays en vue de prendre les mesures propres à garantir les intérêts matériels et moraux de la profession. »

Les motifs de ce vœu ont été exposés d'une façon lumineuse dans le rapport de M. Grignan, et, pour éviter les redites, nous ne pouvons qu'y renvoyer ceux qui désireraient les connaître en détail. Nous nous bornerons à dire en deux mots que, sous l'influence d'une vulgarisation mal entendue de la sténographie, les sténographes, jadis si rares, étaient devenus légion. Il n'y eût pas eu de mal si la qualité eût répondu à la quantité ; mais, hélas ! on était loin de compte, et, sous peine de compromettre à jamais la profession, déjà trop dépréciée, il était nécessaire d'aviser. Il importait de prendre des mesures de nature à donner au public des garanties touchant la capacité et l'honorabilité des personnes exerçant la profession de sténographe.

C'est ce sentiment surtout qui fit proposer au Congrès de 1889 le vœu tendant à la création d'un syndicat professionnel, et l'unanimité avec laquelle ce vœu fut adopté est une preuve manifeste que ce sentiment était partagé par tous les intéressés.

Il s'agissait de réaliser ce vœu. Un groupe de sténographes parlementaires se mit immédiatement à l'œuvre. Il importe de rappeler leur noms. Nous voyons figurer dans la liste de ces ouvriers de la première heure :

M. Célestin Lagache, ancien représentant du peuple, ancien sénateur, directeur honoraire du service sténographique de la Chambre des députés, officier de la Légion d'honneur ;

M Sechehaye, chef du service sténographique du Sénat, chevalier de la Légion d'honneur ;

M. Emile Grosselin, chef du service sténographique de la Chambre des députés, chevalier de la Légion d'honneur ;

M. Laborde, chef adjoint du service sténographique du Sénat, chevalier de la Légion d'honneur ;

MM. Fauconnet, Armand Lelioux, L.-P. Guénin, Emile Dreolle, Poirel, Grignan, Bonvoux, sténographes reviseurs du Sénat ;

MM. Paul Detot, Violette de Noircarme, Ancelin, Moride, sténographes reviseurs de la Chambre des députés ;

MM. Clavel, André, Saurat, Simon, Guelaud, Mayeras, Eugène Guénin, Henri Jolyet, sténographes du Sénat ;

MM. Simon de Vaudeville, Moricourt, Lucien Jolyet, Depoin, Potin, Raynaud, Dedieu, Tinel, Sarradin, Cadeau, sténographes de la Chambre des députés ;

MM. Compigné et Lequien, anciens chefs adjoints du service sténographique de la Chambre des députés ;

M. Gustave Duployé, ancien sténographe du Sénat ;

M. Fontaine, ancien sténographe de la Chambre des députés ;

M. Adrien Lelioux, sténographe judiciaire.

La première intention des fondateurs était de constituer un syndicat professionnel, conformément aux prescriptions de la loi de 1884 ; mais quand ils se présentèrent à la préfecture de la Seine pour déposer leurs statuts, on leur fit remarquer que la jurisprudence de la Cour de cassation était contraire à la création de syndicats entre personnes exerçant une profession libérale, et on les engagea, s'ils voulaient éviter un procès qu'ils perdraient à coup sûr, à placer l'association sous le régime des articles 291 à 294 du code pénal et de la loi de 1834. Ils suivirent ce conseil. Le 29 mars 1890, l'assemblée générale constitutive avait lieu sous la présidence de M. Célestin Lagache, doyen des sténographes français ; les statuts et le règlement concernant les épreuves professionnelles étaient signés par tous les membres fondateurs. L'Association professionnelle des sténographes français était fondée ; elle était composée de praticiens d'une compétence et d'une honorabilité indiscutables ; le vœu émis par le Congrès de 1889 était donc réalisé.

Le premier juillet 1901, une nouvelle loi sur les associations étant intervenue, l'A. P. S. F., à la date du 6 juin 1903, fit la déclaration exigée par cette loi et acquit ainsi la capacité juridique.

Pour compléter ce rapide historique, il ne nous reste plus qu'à faire connaître les grandes lignes des statuts et à esquisser à grands traits l'œuvre de l'A. P. S. F. depuis sa fondation.

L'objet de l'Association est défini ainsi par les statuts :

ART. 2. — L'Association a pour objet :

1° D'offrir à tous ses membres, dans la limite de sa compétence et de ses moyens, son intervention et son appui pour la défense de leurs intérêts professionnels ;

2° De fournir des arbitres et des experts pour l'examen des questions litigieuses, par la constitution d'une juridiction technique amiable, à la fois équitable et compétente ;

3° D'étudier toutes les questions d'ordre général dont la solution pour-

rait intéresser la profession, et de poursuivre la réalisation des progrès reconnus utiles, notamment sous le rapport des règles et usages divers qui régissent aujourd'hui la pratique de la sténographie ;

4° De donner au public, dans la mesure du possible, des garanties touchant la valeur professionnelle et morale des praticiens et des professeurs;

5° De procurer des emplois à ses membres ;

6° De constituer, au moyen de retenues sur les cotisations, sur les excédents de recettes et autres ressources, une caisse permettant de venir en aide aux sociétaires et à leurs familles ;

7° Enfin de veiller à la prospérité, au développement et à la considération de la profession, de faciliter les rapports et de resserrer les liens de confraternité entre tous ses membres.

L'Association se compose de membres donateurs, de membres honoraires et de membres effectifs. Leur nombre est illimité.

Sont membres « donateurs », toutes les personnes qui, s'intéressant à la sténographie sans la pratiquer professionnellement, versent une fois pour toutes une somme de cent francs au moins, sont présentées par trois membres déjà admis, et acceptées par la Chambre des sténographes à la majorité absolue des voix.

Sont membres « honoraires » les sténographes exerçant ou ayant exercé honorablement la profession depuis vingt ans au moins, qui sont acceptés par la Chambre des sténographes sur la présentation de deux de ses membres.

Sont membres « effectifs » : 1° ceux qui ont fait ou font partie des services sténographiques officiels français et qui déclarent adhérer aux statuts ; 2° ceux qui, Français ou naturalisés Français, et en pleine possession de leurs droits civils, n'ayant été frappés d'aucune condamnation judiciaire portant atteinte à l'honneur et à la considération, exerçant effectivement et actuellement la profession de sténographe, ont satisfait aux épreuves professionnelles, sont présentés par deux membres de l'Association et admis par la Chambre des sténographes à la majorité des trois quarts des membres présents.

La cotisation annuelle des membres de l'Association est fixée à dix francs.

L'Association est administrée par un conseil appelé Chambre des sténographes, composée de quinze membres élus pour trois ans par l'assemblée générale, et renouvelable par tiers tous les ans. Les membres sortants sont rééligibles.

Le Bureau de l'Association, qui comprend un président, deux vice-présidents, un secrétaire, un trésorier, et un bibliothécaire-archiviste, est nommé par la Chambre des sténographes et choisi parmi les membres de celle-ci.

Une assemblée générale est tenue tous les ans, en janvier ou février, au siége social. Des assemblées générales extraordinaires peuvent avoir lieu, en cas de nécessité. Les décisions de l'assemblée générale, pour être valables, doivent être adoptées par la majorité absolue des membres de l'Association.

Les fondateurs de l'Association, soucieux de la dignité de la profession, de l'honorabilité de tous les associés, et suivant en cela l'exemple des notaires, des avoués et des agents de change, ont introduit dans les statuts des mesures disciplinaires. Sur la plainte soit d'un de ses membres, soit d'un ou plusieurs associés, soit d'un tiers, à raison de tout fait entachant l'honneur et la considération de l'homme, ou contraire à la loyauté, à la

probité, à la dignité de la profession et aux égards qu'on se doit entre confrères, après enquête et après avoir entendu le sociétaire inculpé, les mesures disciplinaires suivantes peuvent être prononcées :

1° L'avertissement, ou blâme secret, qui est infligé par la Chambre ;

2° La réprimande, ou blâme public, qui est infligé par l'assemblée générale, sur la proposition de la Chambre ;

3° L'exclusion, prononcée par l'assemblée générale, sur la proposition et le rapport de la Chambre, au scrutin secret.

Nous devons dire, à l'éloge des membres de l'A. P. S. F. que jusqu'à présent il n'y a pas eu lieu d'appliquer ces dispositions. Nous souhaitons sincèrement qu'il en soit toujours ainsi.

Tous les actes de l'Association, sans exception, sont publiés dans un bulletin qui est envoyé à tous les membres.

Les statuts se terminent par un article qui permet à l'assemblée générale de les modifier sur la proposition de la Chambre ou de vingt membres de l'Association.

Aux statuts est annexé le règlement concernant les épreuves d'admission, dont nous allons indiquer les principales dispositions.

Les épreuves sont subies devant une commission de sept membres, qui sont : le président de l'Association, le secrétaire et cinq membres de la Chambre des sténographes. Pour l'examen des aspirants au brevet d'aptitude à l'enseignement de la sténographie, il est adjoint à la commission des professeurs choisis par la Chambre parmi ses membres ou parmi les membres de l'Association, en nombre suffisant pour que la commission soit composée en majorité de professeurs. Les opérations de la commission ne sont valables que si trois membres y ont pris part.

Il y a trois sortes d'examens professionnels :

Le premier, concernant les aspirants au titre de sténographe rédacteur, consiste en deux épreuves de chacune vingt minutes, à une vitesse variable correspondant à environ cent cinquante mots par minute.

Le second, concernant les aspirants au titre de sténographe secrétaire, consiste en une épreuve unique d'une dictée de dix minutes, prises dans un recueil de correspondance commerciale et représentant environ une vitesse de cent mots par minute.

Le troisième, concernant les aspirants au brevet d'aptitude à l'enseignement de la sténographie, consiste en une épreuve à la vitesse de cent ou cent cinquante mots, au choix du candidat, et en un examen oral portant sur l'histoire, les principes et les applications de la sténographie. Le candidat doit en outre faire une leçon sur une partie essentielle du système qu'il enseigne, indiquée par le jury d'examen.

Les candidats ont deux heures et demie au maximum pour faire, dans le cas de l'examen de sténographe rédacteur, la traduction des deux passages indiqués par les examinateurs et, dans le cas de l'examen de sténographe secrétaire, la traduction de tout le texte dicté.

Il est tenu compte, dans la correction des copies, de l'heure de la remise, des erreurs et lacunes, des faux sens, contresens et non-sens ; enfin, d'une manière générale, de l'intelligence dont le candidat aura fait preuve dans son travail.

En ce qui concerne les sténographes secrétaires, il est tenu compte spécialement de la netteté de la copie et de la qualité de l'écriture. Toute liberté est laissée aux candidats de faire usage de la machine à écrire.

Il y a, chaque année, trois sessions d'examen, dont la date est fixée par la Chambre.

Tous les ans, il est délivré à tout membre de l'Association qui a payé sa cotisation une carte signée du président et du trésorier et sur laquelle est indiquée sa qualité de sténographe rédacteur ou de sténographe secrétaire.

Ce règlement ne peut être modifié que dans les conditions prévues pour la modification des statuts, c'est-à-dire sur la proposition de la Chambre ou de vingt membres de l'Association.

Le siège de l'Association, qui fut d'abord à l'Ecole des sciences politiques, rue Saint-Guillaume, a été transféré, depuis plusieurs années, à l'hôtel des Sociétés savantes, 28, rue Serpente, où il est encore actuellement.

Examinons maintenant le fonctionnement et l'œuvre de l'A. P. S. F.

Donnons quelques chiffres, d'abord. L'A. P. S. F., qui a débuté avec quarante membres, en comprend à l'heure actuelle cent trois. Depuis sa fondation, deux cent soixante-trois candidats se sont présentés aux examens professionnels, nonante-six comme sténographes rédacteurs, cent soixante-cinq comme sténographes secrétaires, et un pour obtenir le brevet d'aptitude à l'enseignement de la sténographie. L'admission de quarante-quatre candidats sténographes rédacteurs et de nonante-cinq candidats sténographes secrétaires a été prononcée. De plus, on a délivré un brevet d'aptitude à l'enseignement de la sténographie. Il y a donc eu au total cent vingt-trois candidats ajournés et cent quarante candidats admis. Ces chiffres sont éloquents par eux-mêmes et peuvent se passer de commentaires. Ils sont une réponse péremptoire aux reproches de sévérité ou d'indulgence excessive dans ses examens que de divers côtés on a adressés à l'Association. Ils montrent qu'elle se tient dans un juste milieu — *in medio stat virtus* — et qu'elle n'admet dans ses rangs que les candidats ayant fait preuve d'une capacité suffisante, restant ainsi fidèle à son objet principal, qui est de donner au public des garanties touchant la valeur professionnelle des praticiens. En un mot, ces chiffres établissent que l'A. P. S. F. ne se soucie pas de la quantité et recherche seulement la qualité.

D'ailleurs, hâtons-nous de le dire, les détracteurs de l'A. P. S. F. sont en nombre infime, et nous sommes heureux de constater que la correction et la dignité de son attitude, la compétence de ses membres et l'impartialité qui préside à ses examens lui ont acquis auprès du monde sténographique une autorité et une influence dont les preuves abondent. Dès le lendemain de sa fondation, nombre de praticiens connus, dont la capacité professionnelle était hors de conteste, mettant de côté tout amour-propre et se laissant guider seulement par l'intérêt de la profession, n'hésitaient pas à se présenter aux épreuves d'admission. Elle avait à peine quelques années d'existence que plusieurs sociétés de sténographie, aussi bien de Paris que de province, sollicitaient son patronage, soit pour la tenue de congrès de sténographie, soit pour les concours qu'elles instituaient. Ces dernières demandes devinrent même si nombreuses que la Chambre des sténographes, à la date du 19 juillet 1898, dût prendre une délibération dont nous demandons la permission de citer quelques passages :

Considérant que des concours de sténographie ont eu lieu dans diverses villes de France...

Attendu que le patronage de l'A. P. S. F. a été, à diverses reprises, sollicité pour le jugement des épreuves et le don de récompenses à attribuer aux lauréats ;

Considérant que quelques concours ont donné lieu, dans le passé, à des abus et soulevé des critiques qui ont paru justifiées ;

Qu'il importe, en conséquence, de réglementer ces sortes d'épreuves, sous peine de leur voir perdre toute utilité et tout intérêt ;

Attendu, d'ailleurs, que l'A. P. S. F., prise pour arbitre, ne peut et ne doit accorder son appui matériel et moral qu'à des œuvres ayant pour objet de servir efficacement les intérêts professionnels et présentant toutes les garanties d'ordre général et technique que le public et les sténographes auxquels on fait appel sont en droit d'exiger...

A la suite de cette délibération, la Chambre a adopté un règlement concernant les concours patronnés par l'A. P. S. F., et dont voici les principales prescriptions :

Les organisateurs de concours de sténographie qui sollicitent le patronage de l'A. P. S. F., à quelque titre et dans quelque mesure que ce soit, doivent déposer, en même temps que leur demande, un exemplaire de toutes les pièces (règlements, convocations, etc.) établies par eux à l'occasion du dit concours.

Ces pièces adressées, quinze jours au moins avant la date fixée pour les épreuves, au président de l'Association, sont soumises par lui à l'examen de la Chambre des sténographes appelée à statuer sur la demande.

Les conditions requises pour obtenir le patronage de l'A. P. S. F. sont les suivantes :

Le concours sera interméthodique, c'est-à-dire que les praticiens de toutes les méthodes sans exception seront admis à y prendre part.

Les conditions matérielles des épreuves, en ce qui concerne la confection, la remise et la réception des *copies*, seront celles fixées par le *règlement spécial* de l'A. P. S. F.

Le jury, constitué avant l'ouverture du concours, comprendra un ou plusieurs membres de l'A. P. S. F.

Parmi les concours de sténographie patronnés par l'A. P. S. F., nous citerons les concours annuels organisés par l'Association polytechnique, cette importante société d'enseignement gratuit pour les adultes dont il serait superflu de faire l'éloge. Chaque année, l'A. P. S. F. offre, pour être décernée à un des lauréats de ce concours, une médaille de vermeil.

L'action bienfaisante de l'A. P. S. F. s'est fait également sentir parmi les sociétés sténographiques, et nous constatons avec plaisir que quelques-unes ont adopté, dans une certaine mesure, les principes de cette association. Parmi elles, l'Institut sténographique de France, dont notre distingué confrère M. Depoin est le dévoué président, mérite une mention particulière.

L'Institut sténographique de France avait été créé en 1872 pour servir d'organe central à l'école Duployenne. L'accès en était fort aisé ; il suffisait de formuler une demande d'admission correctement écrite en sténographie. Un groupe quelconque de membres pouvait constituer un cercle régional ; la direction de l'Institut était confiée à un cercle central composé des présidents de tous les cercles régionaux approuvés par l'autorité préfectorale.

En 1897, une réforme complète fut faite dans l'organisation de l'Institut. L'arrêté ministériel approuvant ses nouveaux statuts l'autorisa à étendre son action sur tout le territoire de la République, et à former des cercles régionaux par une émanation directe du bureau du cercle central. L'Institut se déchargea, sur la Société d'enseignement par la sténographie, de la partie de son ancien programme qui concernait l'instruction élémentaire, en se réservant la formation des praticiens.

Depuis lors, pour être admis dans l'Institut, il faut subir un examen à soixante-quinze mots ; mais les membres ainsi admis sont de simples auditeurs; pour devenir éligible à une fonction, il faut passer un second examen à cent mots (diplôme supérieur).

Le corps électoral se recrute parmi les praticiens ayant subi des épreuves à cent vingt-cinq mots par minute pendant cinq minutes, devant un jury qui doit toujours comprendre des membres de l'A. P. S. F. Les sténographes des Parlements ou des Conseils généraux sont seuls dispensés de cet examen. Les praticiens, réunis aux présidents de cercles régionaux, constituent le cercle central, dont le bureau ne peut être choisi que parmi les praticiens ou les diplômés du degré supérieur. C'est ce conseil de douze personnes, organe directeur de l'Association, qui a tout pouvoir pour l'admission des membres et l'affiliation des cercles régionaux; mais les attributions de récompenses aux vulgarisateurs de la sténographie et les désignations de membres d'honneur doivent être sanctionnées par le cercle central, qui tient deux réunions plénières chaque année.

Depuis sa réorganisation, l'Institut a exercé une action efficace sur plusieurs sociétés régionales existantes ou en formation, pour les amener à suivre la même voie.

Enfin l'Institut, s'inspirant de l'exemple donné par quelques membres de l'A. P. S. F., qui, sous le patronage de cette association, créèrent les premiers cours complémentaires de sténographie ouverts en France, a voulu, autant qu'il est en son pouvoir, justifier les prévisions que donnait le *bulletin* (d'avril 1900) de l'A P. S. F., sous la signature de M. Lelioux : « On reviendra certainement un jour à cette création nécessaire, et nous ne désespérons pas de voir naître et prospérer une école où l'on apprendra enfin, en même temps que la sténographie, la manière de s'en servir. »

L'Institut vient d'affecter deux salles, pouvant contenir chacune trente élèves, à cet enseignement. D'un côté, une école pratique de secrétaires commerciaux et de sténographes comptables, où seront enseignées la sténographie élémentaire et supérieure, la typécriture, la comptabilité, les langues étrangères étudiées au point de vue commercial et industriel, etc. ; puis, comme complément de celle-ci, et dans un ordre plus élevé, une école supérieure des arts graphiques où figurera notamment, au point de vue sténographique, un cours fait par un sténographe de la Chambre, membre de l'A. P. S. F., M. Estoup, secrétaire général de l'Institut.

Nous ne saurions trop féliciter l'Institut sténographique de la réforme qu'il a introduite dans son fonctionnement intérieur et de cette institution d'un enseignement complémentaire de la sténographie basé sur les principes préconisés par l'A. P. S. F. L'Institut a ainsi travaillé au relèvement de la capacité professionnelle, et nous ne pouvons qu'engager les autres sociétés de sténographie à suivre son exemple.

Telles sont, exposées rapidement, l'histoire et l'œuvre de l'A. P. S. F. dont j'avais seulement à m'occuper, les autres associations professionnelles étant des syndicats mixtes de sténographes et de dactylographes.

Cependant, pour être complet, nous devons citer la *Chambre des sténographes judiciaires de Paris,* créée en 1900, qui n'admet dans son sein que des sténographes d'une capacité et d'une honorabilité incontestables.

Il nous reste à jeter un rapide coup d'œil sur les associations professionnelles de sténographes à l'étranger. Pour l'Angleterre, nous possédons des renseignements assez étendus sur l'*Institut des sténographes près la Suprême Cour de justice*. Nous savons qu'il existe en outre chez nos voisins d'outre-Manche beaucoup de sociétés sténographiques se rattachant à l'école Pitman, mais nous n'en dirons rien, ne voulant pas empiéter sur les travaux que nous présenteront nos confrères anglais.

L'Institut des sténographes près la Suprême Cour de justice a pour but:

1° Le développement de l'usage de la sténographie dans l'administration de la justice ;

2° L'amélioration de la situation de ses membres et de leur compétence;

3° L'accomplissement de tout ce qui peut conduire directement ou indirectement à atteindre le but ci-dessus indiqué.

L'Institut ne peut comprendre plus de cent membres.

Le droit d'entrée est de deux guinées (52 fr. 50) ; la cotisation annuelle est d'une guinée (26 fr. 25), payable d'avance le premier janvier de chaque année.

L'Institut est administré par un conseil de neuf membres, parmi lesquels sont élus le président, un trésorier et un secrétaire. — Le président ne peut être choisi que parmi les membres ayant pratiqué la sténographie pour leur propre compte pendant dix ans au moins.

— Le conseil se renouvelle par tiers tous les ans. Les membres sortants sont rééligibles. — Le président est nommé pour un an et n'est pas rééligible avant trois ans.

Les conditions d'admission sont les suivantes :

1° Signer et remettre au secrétaire une demande contresignée par deux membres au moins de l'Institut ;

2° Justifier devant le conseil qu'on a fait un apprentissage régulier ou qu'on a travaillé pendant six ans au moins dans le bureau d'un ou de plusieurs membres de l'Institut ;

3° Satisfaire aux examens prévus par les statuts.

Ces examens portent :

1° Sur l'instruction générale :

Chaque candidat au titre de membre doit justifier devant le conseil qu'il a reçu une bonne éducation générale. A cet effet, il doit remettre au secrétaire, en même temps que sa demande, un certificat attestant qu'il a passé un des examens suivants :

A Oxford ou à Cambridge, l'examen local de *Senior* ou de *Junior ;*

A l'Université de Londres, l'examen d'admission ;

Au collège des professeurs libres, l'examen de première ou de deuxième classe (première ou deuxième division) ou tout autre examen que le conseil voudra bien juger de valeur équivalente à celle d'un examen de fin d'études. Tous les certificats devront comprendre le latin et les mathématiques. (1)

2° Sur la capacité professionnelle :

Tout candidat sera requis de subir une épreuve de sténographie pratique devant un tribunal, sous la direction et le contrôle des examinateurs désignés par le conseil.

Nous recommandons tout particulièrement ces conditions d'admission à l'attention de nos confrères, de ceux surtout qui se plaignent de la sévérité des conditions d'admission à l'A. P. S. F.

Nous espérons que nos confrères étrangers voudront bien renseigner le Congrès sur les associations ou syndicats professionnels qui fonctionnent dans leurs pays respectifs, notamment aux Etats-Unis, en Belgique et en Italie.

Et maintenant, pour conclure, une question se pose : celle de savoir s'il est bon de favoriser la multiplication des associations professionnelles. Nous répondons nettement par la négative. A notre avis, le développement de la vulgarisation de la sténographie et la multiplication des asso-

(1) Ces examens équivalent à notre baccalauréat.

ciations professionnelles ne peuvent marcher de pair. Dans l'intérêt du public aussi bien que dans l'intérêt de ceux qui exercent la profession, il est nécessaire que les associations professionnelles servent de contrôle aux sociétés d'enseignement et de propagande ; elles doivent être la pierre de touche des praticiens formés par celles-ci. La vulgarisation à outrance de la sténographie est-elle un bien ou un mal ? Peu importe, elle est un fait qu'on ne peut empêcher de se produire et qui, s'il est bon en soi, ne laisse pas que de présenter le sérieux inconvénient de risquer d'abandonner l'exercice de la profession aux mains d'incapables. Or, nous ne connaissons pas d'autre moyen de parer à cet inconvénient que l'épreuve d'un examen professionnel subi devant des juges compétents, impartiaux et d'une sévérité suffisante. Ces juges, où les trouvera-t-on, si ce n'est dans une association professionnelle fortement organisée et donnant confiance à tous, tant par la compétence que par l'honorabilité et le désintéressement de ses membres ? Si on multiplie les associations professionnelles, croit-on que toutes présenteront les garanties nécessaires ? Nous pensons le contraire. Une concurrence s'établira forcément entre elles, et chacune aura une propension — involontaire ou non — à l'indulgence envers les candidats, afin d'attirer à elle le plus grand nombre de praticiens. Il s'ensuivra nécessairement un abaissement général de la capacité professionnelle, c'est-à-dire un grand dommage pour la dignité de la profession ; et, de la sorte, le mal dont nous nous plaignons n'aura fait qu'empirer. Pour toutes ces raisons, nous sommes opposés à la multiplication des associations professionnelles dans une même région. Notre idéal — pourquoi ne le dirions-nous pas ? — eût été une seule association professionnelle englobant tous les sténographes professionnels d'une même région. Quelle puissance incomparable posséderait une telle association, et combien elle serait mieux armée pour combattre l'envahissement de la profession par les incapables et la dépréciation des prix dont cet envahissement est la cause principale ! Et d'ailleurs, si on relit le vœu du Congrès de 1889, il semble bien qu'il avait en vue la création d'un syndicat unique dans chaque pays. Mais nous reconnaissons que la question est délicate, et, pour le moment, nous nous bornons à proposer au Congrès d'émettre le vœu que le nombre des associations professionnelles soit aussi restreint que possible dans une même région.

(Voir page 50.)

ANNEXE N° 14

—

RAPPORT

de la sous-commission de sténographie parlementaire et judiciaire présenté par M. J.-C. de VILLEFAIGNE, secrétaire de la Commission.

Messieurs,

Votre Commission de la sténographie parlementaire et judiciaire avait à rechercher et à examiner la suite à donner à cinq vœux de MM. Karl Hempel, Mayeras, Decaisne, Baugey et Feuillet.

1° Vœu de M. Karl Hempel :

« Le Congrès approuve les conclusions du rapport de M. Karl Hempel (nécessité d'exiger des avocats et des employés de justice la connaissance du système le plus répandu). »

Votre Commission a estimé qu'il n'y a pour le moment aucune suite à donner à ce vœu. D'abord il n'y a nullement lieu de recommander plus spécialement l'étude d'un système qui, bien qu'il soit le plus répandu, pourrait n'être pas le meilleur. Il ne semble point d'autre part possible d'exiger des avocats, exerçant en France une profession libérale, qu'ils apprennent la sténographie ; tout au plus peut-on les engager, par les moyens ordinaires de publicité, à se livrer à cette étude, en faisant ressortir à leurs yeux les avantages particuliers qu'ils peuvent en tirer.

Quant aux employés de justice, leurs fonctions sont tellement variées qu'il est difficile à la commission d'estimer si la sténographie peut leur être d'une utilité spéciale dans l'exercice de leurs attributions.

2° Vœu de M. Mayeras :

« 1° Que, dans les pays de procédure écrite, le principe de la proposition Michelin, tendant à attacher un sténographe au magistrat chargé de l'enquête, en matière civile, ou au juge d'instruction, en matière criminelle, soit introduit dans le droit ;

» 2° Que le ministère public et les parties soient autorisés à présenter, au civil comme au criminel, dans tous les actes d'information, d'enquête et d'instruction, un sténographe d'une capacité justifiée, qui prêterait serment de bien et fidèlement remplir ses fonctions, et qui acquerrait ainsi un caractère officiel. (Mayeras, compte rendu, p. 91). »

La Commission est d'avis qu'il y a lieu de retenir de la proposition Michelin non point son texte intégral mais le principe qui est résumé dans le vœu, c'est-à-dire que le magistrat chargé soit d'une enquête civile, soit d'une instruction criminelle ou correctionnelle, et les parties elles-mêmes, dans les mêmes circonstances, puissent recourir au concours d'un sténographe ou s'en faire assister, — lequel sténographe pourrait être appelé, dans les mêmes conditions que les experts, à prêter serment de bien et fidèlement remplir ses fonctions. La Commission est en conséquence

d'avis qu'il y a lieu de faire près des autorités compétentes les démarches nécessaires pour faire aboutir ce vœu.

3° Vœu de M. Emile Decaisne :

« Que dans chaque pays se forment des syndicats ou groupements de *sténographes judiciaires,* dont les membres offriront au public des garanties suffisantes d'honorabilité et de capacité. (Decaisne, C. R., p. 99.) »

La Commission pense qu'il suffit d'engager les sténographes judiciaires résidant dans le ressort des diverses cours d'appel, à se grouper en syndicats et à exiger de leurs membres des garanties sérieuses d'honorabilité et de capacité.

4° Vœu de M. Baugey :

« Le Congrès prend acte de ce que la jurisprudence autorise la *reproduction libre,* à l'aide de la sténographie, des *débats parlementaires et judiciaires,* et, en général, des discours prononcés dans les cérémonies publiques. Dans tous les autres cas où la question de libre reproduction est controversée, le Congrès invite les sténographes à s'assurer du consentement préalable, et au besoin du contrôle des orateurs, pour la reproduction et la publication de leurs discours. (Baugey, C. R., p. 132.) »

La Commission fait des réserves en ce qui touche la liberté de reproduction des débats judiciaires, la législation précisant certains cas qui ne sont pas indiqués par le rapporteur, dans son vœu, dans lesquels cette reproduction est interdite (Ex. : procès de diffamation).

5° Vœu de M. Feuillet :

« Le Congrès émet le vœu que des démarches très pressantes soient faites auprès des ministres de la justice des différents Etats où la sténographie n'est pas encore acceptée dans les *cours et tribunaux,* pour obtenir d'eux une circulaire invitant les chefs des Parquets à réserver dans les prétoires une *place aux sténographes praticiens* régulièrement autorisés. (Feuillet, C. R., p. 150.) »

La Commission fait d'abord observer que la police des audiences appartient aux présidents de celles-ci. D'autre part, elle estime que l'envoi d'une circulaire à forme impérative pour la désignation de places aux sténographes qui accidentellement et non d'une façon continue peuvent être présents aux audiences n'est pas utile. La pratique a du reste permis de reconnaître que, toutes les fois qu'un sténographe judiciaire s'est adressé à un président pour obtenir place dans son audience, il a généralement vu sa tâche facilitée avec la plus grande bienveillance.

Enfin la Commission pense que la qualification de « sténographe régulièrement autorisé » ne correspond à rien de précis.

Paris, le 12 juillet 1902.

(Voir page 51.)

ANNEXE N° 15

—

LA FRATERNITÉ DANS LA FAMILLE STÉNOGRAPHIQUE

RAPPORT

présenté par M. L. R. CORTÈS, sténographe du Sénat espagnol, directeur de la Revue « El Mundo Taquigrafico ».

Mesdames et Messieurs,

La fraternité a toujours été et restera éternellement une utopie. La légende biblique de l'humanité commence par un fratricide.

Cependant, après l'amour maternel qui est le plus tendre, le plus élevé et le plus noble des sentiments humains, il n'en est pas de plus sublime ni de plus digne que la fraternité — car dans l'amour il y a toujours un fond d'égoïsme. — Le jour où l'homme pourra faire le tour du monde sans rencontrer un geste hostile ou moqueur, mais au contraire un accueil sympathique et aimable, l'humanité aura atteint la suprême perfection morale

Mais, par un étrange contraste, plus les affinités qui rapprochent les hommes sont étroites, plus la réalisation de ce bel idéal est difficile. L'histoire nous présente des exemples d'alliances amicales, au moins en apparence, entre des nations de races différentes, séparées géographiquement par des milliers de lieues. Cependant, les liens se détendent peu à peu à mesure que les distances ethniques diminuent ; ils sont moins forts entre les régions d'un même pays, entre les habitants d'une même région ou d'un même endroit, entre ceux qui exercent une même profession et, enfin, entre les membres d'une même famille.

Ceci explique comment, après vingt siècles de propagande, le christianisme n'a pu réaliser la fraternité universelle.

Je n'ignore pas que la tâche que je me suis proposée est des plus ardues, mais, obéissant à la secrète impulsion qui porte les hommes à se créer volontairement des obstacles pour tâcher de les vaincre, je vais essayer de développer brièvement ma thèse, comptant à l'avance sur votre bienveillance.

Je ferai observer avant tout que, ne voulant froisser aucune susceptibilité, je m'occuperai uniquement et exclusivement de ce qui se passe dans ma patrie, laissant à chacun de vous, Mesdames et Messieurs, le soin d'en déduire les justes conséquences.

I

Francisco de Paula Marti fut le précurseur du régime constitutionnel en Espagne, car, en 1800, il eut l'idée de l'introduction de la sténographie et, en 1812, se réunirent à Cadix les premières Chambres constitutionnelles où on reconnut le besoin de l'aide des sténographes.

Comme il arrive fréquemment, l'invention de Marti coïncida avec celle

de Juan Alvarez Guerra qui, dans la même année, publia son premier traité de sténographie.

Mais dans cette genèse, Marti fut le Caïn de Alvarez Guerra car, comme le démontre l'histoire de la sténographie espagnole, le système de ce dernier n'a laissé aucune trace de son existence, tandis que celui de Marti existe encore.

Personne n'aurait été surpris que les deux inventeurs d'abord, et leurs disciples ensuite, eussent entretenu une querelle, mais il n'en fut pas ainsi et la victoire de Marti fut très facile, car il n'eut pas de concurrent.

Cependant la guerre lui fut déclarée par un de ses disciples, Francisco Serra y Ginesta, qui provoqua un schisme en publiant, en 1816, une méthode, origine de l'école catalane, qui présente de notables différences avec celle de Marti.

Celui qui par le fer tue, par le fer meurt, dit un proverbe espagnol, et, en 1864, Pedro Garriga y Marill, élève de Andreu qui lui-même avait été élève de Serra, fonda une nouvelle secte dissidente que l'on connaît sous le nom de son initiateur et qui se différencie notablement aussi de l'école catalane.

Je ne parle pas, car la liste en serait interminable, des innombrables auteurs de méthodes sténographiques qui ne sont pas arrivés à former une école ; je me bornerai à exposer ce qui s'est passé entre l'école de Marti, l'école de Garriga et l'école catalane.

II

Chacune vivait dans un dédaigneux isolement des deux autres et, à part quelques très rares exceptions, les partisans de l'une ignoraient complètement ce que faisaient les deux autres, ce qui ne les empêchaient pas de trouver franchement mauvais tout ce qui existait en dehors de leur propre école.

Celui qui suivait une méthode se croyait obligé par cela même d'être l'ennemi irréconciliable de ceux qui en pratiquaient une autre, avec l'aveugle inconscience du soldat se battant sur le champ de bataille pour laver une offense que très souvent il ne peut apprécier. S'ils n'en venaient pas aux mains, c'était peut-être parce qu'ils se tenaient dans un farouche éloignement.

En un mot, entre les adeptes des trois grandes écoles espagnoles, il n'y avait aucune relation, aucun trait d'union. On aurait très bien pu leur appliquer ce que notre éminent collègue, M. T.-A. Reed, disait des Anglais en 1887 : *A good deal has been said and written of the Odium Theologicum ; it was nothing to the Odium Stenographicum ; and if the sentiment did not culminate in an Inquisition or an Act of Uniformity with tremendous pains and benalties, it was for want of the power and not of the will.*

Heureusement d'autres paroles du même illustre sténographe peuvent aujourd'hui se rapporter à eux : *But we are progressing ; we have come so far on the road of toleration as to believe that a man may write another system than the one we practise and yet be a respectable member of society.*

En novembre 1899 parut à Barcelone *La Taquigrdfia*, revue destinée à l'encouragement de la sténographie et spécialement à la propagande en faveur de l'école catalane.

En avril 1900 parut à Madrid le premier numéro de *El Mundo Taquigráfico* également consacré à la propagande et à la diffusion de la sténographie, mais interméthodique, rédigé par tous les sténographes des deux

Chambres et par nombre d'autres collaborateurs pratiquant la sténographie dans ses diverses applications et suivant des méthodes différentes.

Ces journaux, inspirés par de nobles et louables sentiments et qui coexistèrent pendant trois ans (car *La Taquigrâfia* a suspendu sa publication depuis décembre 1903), ont énormément contribué à lubrifier les froissements entre les martiniens et les catalans, à tel point que la Fédération Taquigrâfia Espanola ayant été constituée à Madrid, les catalans acceptèrent l'invitation qui leur fut adressée d'adhérer à cette fédération et l'Académie de Taquigrâfia de Barcelone fait partie de la Fédération avec le caractère de représentation collective.

L'école de Garriga continue encore aujourd'hui à se tenir à l'écart de l'école catalane comme de l'école martinienne sans que son attitude intransigeante ait pu être réduite par suite de l'obtention d'une place de sténographe à la Chambre des députés par un de ses adeptes, le seul qui ait été jugé digne d'entrer dans le service (le Jury était exclusivement composé de martiniens.) Il n'est pas douteux que si précédemment un adepte de Garriga s'était montré suffisamment méritant, il eût de même été nommé.

III

Ce tableau, ébauché à grands traits, sans tourner les yeux vers ce qui se passe dans les autres pays, a fait naître dans mon esprit, naturellement enclin à la concorde et sincèrement convaincu que, de même que dans le monde toutes les croyances religieuses, toutes les opinions politiques, toutes les théories scientifiques et tous les goûts artistiques trouvent une place, toutes les méthodes d'enseignement d'un art-science aussi modeste qu'utile dans la vie moderne peuvent exister ensemble sans antagonisme. C'est ainsi qu'est née dans mon esprit cette idée d'exprimer devant vous ce désir, que j'éprouve si ardemment, que les sténographes, entrant dans le courant impétueux qui, d'un bout à l'autre de la terre, entraîne des idées de solidarité et d'union — l'Union qui fait la Force, — selon la devise de cette noble et sympathique nation qui nous offre actuellement sa cordiale hospitalité, — s'efforcent de mettre un terme aux dissensions qui les divisent, adoptant comme devise celle dont se réclament les sociétés ouvrières anglaises : *One for all, all for one.*

Je crois qu'il n'y a pas de terrain plus convenable pour exprimer mon désir qu'un Congrès international où sont réunis les représentants les plus autorisés des différents pays. Ce serait de plus une page brillante pour le compte rendu du Congrès, que celle où figurerait l'accord unanime et sans réserves de voir tous les efforts tendre vers le but philanthropique que j'indique.

IV

Malheureusement, je ne possède pas une autorité suffisante pour influer peu ou prou sur l'esprit de mes collègues de tous les pays, mais si ma faible voix pouvait trouver un écho dans leur esprit et dans leur cœur, je leur dirais : Le monde est grand, si grand qu'il y a encore de très grandes étendues inhabitées ; mais, quand bien même il serait plus petit, les différentes écoles sténographiques qui s'en disputent l'hégémonie pourraient y vivre aisément.

D'après les renseignements que j'ai pu recueillir tout récemment, il y a en Espagne un millier de sténographes environ, mais je suppose qu'il y en ait quatre mille. Quand bien même tous connaîtraient à la perfection la

sténographie et se consacreraient à son enseignement, n'auraient-ils pas un immense champ où répandre leurs doctrines avec fruit et avec gloire dans les dix centres universaires de notre patrie ?

Cessez donc les luttes qui vous séparent et qui ne vous conduisent à rien de pratique et n'ont d'autre résultat que de semer la méfiance dans le public et de l'éloigner de nous. Et, les yeux fixés sur vos idéals respectifs, suivez en vous donnant la main le chemin de la vie, prêchant chacun l'excellence de sa méthode mais sans proférer une parole contre les autres, car celui qui doit apprécier, c'est le public, ce juge infaillible de tout acte humain ; c'est lui qui récompense et qui châtie ; c'est lui qui élève les méritants et fait disparaître à jamais les ineptes. Lui seul dira quel est celui de vous qui a raison et vous devez vous soumettre respectueusement et avec résignation à cette sentence sans appel.

Les pompeuses réclames, les affirmations bruyantes revêtent un aspect industriel qui ne s'accorde guère avec les grandes spéculations scientifiques et je crois sincèrement qu'il s'en faut de peu pour que la sténographie soit une vraie science, si elle ne l'est déjà. Ouvrez des chaires, publiez des livres, et celui qui, pour chaque centaine d'élèves, pourra obtenir dans le moindre temps le plus grand nombre de *bons* sténographes, celui-là enseignera la meilleure méthode, sans pour cela que les autres cessent d'être acceptables.

Nier la coexistence possible de plusieurs systèmes sténographiques, ce serait autant demander la fermeture de toutes les universités du monde pour n'en laisser subsister qu'une seule. Des universités de Liége, d'Oxford, de Cambrigde, de Paris (Sorbonne), de Cologne, de Bonn, de Goettingue, de Mayence, de Naples, de Coïmbre, de Salamanca et d'Acala sont sortis de tous temps des savants éminents quoiqu'ils aient eu des professeurs différents suivant diverses méthodes d'enseignement.

La même situation existe dans les arts : Grétry, Gevaert, Beethoven, Mozart, Rossini, Mascagni, Sullivan, Mackenzie, Gounod, Saint-Saëns, Tschaikowsky, Breton et Chapi dans la musique ; Rubens, Van Dyck, Snyders, Rembrandt, Alma Tadema, Dürer, Michel-Ange, Raphaël, Delacroix, Lesueur, Murillo et Velasquez dans la peinture, tous ont réussi à produire de belles œuvres dont se délectent nos oreilles et nos yeux et qui produisent une profonde émotion esthétique dans nos âmes. Le résultat est identique, bien que les procédés employés soient différents et ne soient pas assujettis à un schéma qui eût produit une monotonie déprimante.

De même, il y a en Belgique, en France, en Allemagne, en Angleterre, en Hollande, en Italie, en Autriche, d'excellents sténographes pratiquant des systèmes différents : nous devons convenir que, dans notre pays, il puisse exister plusieurs méthodes capables de former de bons sténographes. Dans les Chambres espagnoles, il y a trente-neuf sténographes pratiquant tous des méthodes différentes et cependant ils produisent ensemble un travail aussi parfait que dans n'importe quel Parlement.

Je pense avoir démontré que nous devons, non pas cesser toute discussion théorique — car la lutte c'est la vie, et la vie c'est le progrès, — mais faire tout ce qui est en notre pouvoir pour éviter les questions personnelles et d'amour-propre qui convertissent les débats en disputes violentes et les arguments en insultes.

Rappelez-vous toujours que les sténographes ne doivent pas être fatalement divisés en *montecchi* et *capulletti*, ni en *torys* et *whigs,* mais qu'il doit n'y avoir que de bons sténographes. *(Applaudissements.)*

Si mes humbles paroles étaient écoutées, j'attendrais l'heure de ma mort, sûr que mon passage dans le monde n'aurait pas été stérile pour la grande famille sténographique, modeste, mais étroitement liée à l'œuvre colossale et constante du progrès humain depuis que, en 1588, naquit en Angleterre la sténographie moderne avec l'œuvre de Bright et spécialement depuis 1688, époque à laquelle Guillaume III instaura dans ce pays la monarchie représentative, berceau des Parlements actuels auxquels la sténographie sert d'auxiliaire puissant et indispensable.

Pour que vous ne m'appliquiez pas les paroles du Dante *Che mol te vol te al fatto il dir viez meno,* je propose au Congrès le vote de la résolution suivante:

« Le Congrès émet le vœu que les sténographes de tous les pays s'inspirent d'une loyale fraternité et tâchent de mettre fin aux querelles qui les divisent et qu'ils ne sortent pas des correctes limites d'une discussion académique de principes ou de procédés techniques. »

J'ai dit.

(Voir page 51.)

ANNEXE N° 16

—

NOTE

SUR SON ESSAI DE STÉNOGRAPHIE MUSICALE

présentée par M. le Dr professeur H. MUSSA.

Mesdames et Messieurs,

L'essai de sténographie musicale que j'ai l'honneur de présenter au huitième Congrès international n'a nullement la prétention de substituer une notation sténographique à la notation ordinaire de la musique : son but, beaucoup plus modeste, se borne à donner au compositeur ou au musicien le moyen de fixer sur le papier, pendant l'inspiration souvent trop fugitive, l'*idée mélodique,* ou de noter, pendant une audition, le chant qui frappe l'oreile et dont on désire conserver le souvenir.

Pour atteindre ce but, j'ai pensé qu'il fallait abolir la portée, ce que Hip. Prévost n'avait pas obtenu dans son magistral traité de sténographie musicale.

J'ai donné à chaque note de la voix humaine, depuis le *fa* très bas jusqu'au *do* très aigu, un signe emprunté à l'alphabet de Gabelsberger.

La valeur de chaque note est indiquée par des modifications des signes, telles que le grossissement.

Les *dièses* et les *bémols* sont indiqués symboliquement. On sait que le *dièse* élève d'un demi-ton la note qui suit : eh bien, je le représente en élevant le signe de la note ; par analogie, le *bémol* sera figuré par l'abaissement du signe. Voilà donc une application de la théorie du symbolisme qui constitue l'invention la plus géniale du système Gabelsberger.

Rien de plus simple que d'indiquer la clef : tout le monde sait que dans le système moderne de notation musicale les tons — ou mieux les échelles de transposition — sont caractérisés par le nombre de dièses ou de bémols qui figurent à la clef ; on sait encore que les dièses se succèdent dans l'ordre *fa, do, sol, ré, la, mi, si,* tandis que l'ordre des bémols est exactement inverse. Pour noter le ton, il suffit donc d'indiquer, *au-dessus de la ligne,* le nombre de dièses ou, *au-dessous de la ligne,* le nombre de bémols qui figurent à la clef. Ainsi, *la* majeur s'indiquera par le chiffre 3 au-dessus de la ligne et *la* bémol sera figuré par le chiffre 4 au-dessous de la ligne. C'est encore une application du symbolisme.

Tels sont les points les plus saillants de cet essai. Je répète que je n'ai eu d'autre intention que de fixer des mélodies, des pensées musicales qui seront plus tard développées et transcrites d'après la notation usuelle par le musicien sténographe — c'est pourquoi j'ai négligé l'indication de quelques particularités qui ne concernent pas l'essence du motif lyrique, qui n'altèrent pas la configuration générale de la pensée mélodique. Il s'agit notamment de quelques modalités orthographiques dont chaque musicien peut tenir compte dans la transcription en caractères ordinaires.

Je ne pense pas avoir fait une œuvre à l'abri de toute critique ; c'est un simple essai et je souhaite que quelque sténographe plus érudit que moi reprenne la question et puisse donner au monde des musiciens un procédé permettant d'écrire rapidement la musique. La notation ordinaire est sans doute la plus claire, la plus parfaite, mais elle est néanmoins un bagage un peu lourd pendant le travail de composition ou lorsque, par exemple, on veut pour ainsi dire photographier un *leitmotive* pendant un concert, ou pendant l'exécution d'un opéra.

Je suis très heureux que la Commission du huitième Congrès ait agréé ce petit travail — et je l'en remercie — car j'espère que le problème de la sténographie musicale sera à nouveau étudié et que quelque savant donnera aux musiciens une écriture capable de suivre la pensée pendant l'inspiration de la Muse et capable de soulager le travail accablant du compositeur.

(Voir page 52.)

ERRATA

Page 36, ligne 35, *lisez :* certains de ses élèves arrivent au bout d'un mois *au lieu de :* deux mois.

Page 47, ligne 16, *lisez :* Je me rallie *au lieu de :* Je me raille.

TABLE DES MATIÈRES

Organisation du Congrès

	Pages
Commission d'organisation du huitième Congrès	5
Liste des membres du Congrès. — Membres honoraires	7
Membres effectifs	9
Règlement du Congrès	12
Séance d'ouverture. — Communications diverses. — Discours	15
Travaux de la Commission d'organisation	18
Election du Bureau	19
Discours de bienvenue de M. le Dr Fuchs	20
Congratulations	53
Délégation au Comité de jonction de la décision à prendre pour fixer la date et le lieu du prochain Congrès. — Adjonction de membres au Comité de jonction	52

Résultats du VIIe Congrès international de sténographie

Rapport présenté par M. Depoin, au nom du Comité de jonction. — Office international de sténographie; bibliographies; sténographie parlementaire, judiciaire et commerciale; associations corporatives; enseignement de la sténographie	21 et 55

Sténographie parlementaire et judiciaire

Recrutement des sténographes parlementaires. — Vœu présenté par le Comité de jonction	21
Discussion et adoption de ce vœu	22 et 23
Proposition de M. Guénin	48 et 127
Renvoi de cette proposition au Comité de jonction	48
Rapport de la Sous-Commission de sténographie parlementaire et judiciaire par M. de Villefaigne. Suite à donner à plusieurs vœux émis en 1900	51 et 141
Adoption des conclusions de ce rapport	51
Sténographie dans la Police. — Vœu présenté par M. Van den Bergh.	38 et 51

Sténographie commerciale

Création d'un brevet de capacité pour les sténographes commerciaux. — Rapport de M. le Dr Fuchs	23 et 61
Discussion de ce rapport	23
Etablissement d'un questionnaire relatif aux sténographes commerciaux ou industriels. — Rapport de M. Decaisne	25 et 65

PAGES

Discussion de ce rapport. — Développement de la même question par M. BONNABRY 26

Adoption d'un vœu portant sur la généralisation de l'institution d'un certificat de capacité pour les sténographes commerciaux . . 29

Associations professionnelles. — Rapport de M. BONVOUX . . . . . 50 et 132

Maintien du vœu émis en 1900 50

Enseignement de la sténographie

Enseignement de la sténographie et de la machine à écrire dans les écoles commerciales. — Vœu présenté par le Comité de jonction . . . 37

Discussion et adoption de ce vœu 38

Connaissances à exiger des professeurs de sténographie. — Rapport de M. HAVETTE . . . . . 31 et 68

Discussion et adoption de vœux 31

Application de la méthode directe à l'enseignement de la sténographie. — Rapport présenté par M. le Dr J. MEYSMANS . . . . . 35 et 91

Discussion de ce rapport 35

Théorie et histoire de la sténographie

Constitution d'annales permanentes de la sténographie par des rédacteurs nationaux. — Rapport de M. FOLMER . . . . . 45 et 119

Discussion des conclusions de ce rapport et adoption du vœu présenté par M. DECAISNE 45

Note sur un chargé d'affaires étranger ayant en 1826 pour mission de découvrir en France un tachygraphe pouvant rendre compte des travaux d'une assemblée délibérante, par M. HAVETTE . . . . . 41 et 97

Réponse à cette note 41

Etude historique sur un compte rendu officiel, il y a quinze cents ans, par M. GUÉNIN . . . . . 42 et 99

Description et fonctionnement des tablettes employées à cette époque 42

Les manuscrits sténographiques de Shakspeare, par M. MATHIAS LEVY . 50 et 129

La sténographie en Hollande. — Note de M. VAN AALS . . . . . 42 et 116

Discussion de cette note 42

Divers

L'utilité de la sténographie pour les hommes de lettres et les journalistes. — Rapport de M. A. DEPRINS . . . . . 46 et 122

Discussion de ce rapport 46

La fraternité dans la famille sténographique. — Rapport présenté par M. L.-R. CORTÈS . . . . . 51 et 143

Discussion de ce rapport et adoption du vœu présenté par M. DEPOIN 51

La sténographie musicale. — Note de M. le Dr MUSSA . . . . . 52 et 148